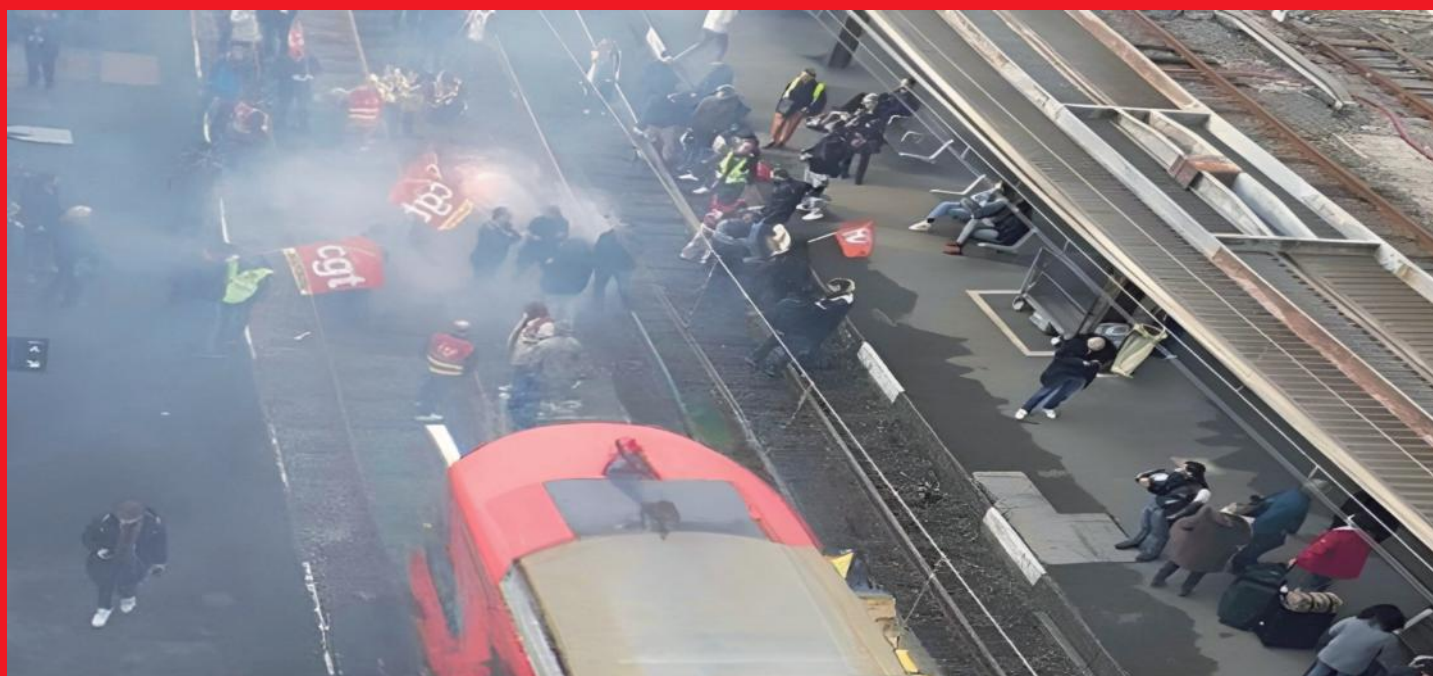


- LA LUTTE POUR LES RETRAITES : ON EN EST OÙ ?
- IMMIGRATION : LIBERTÉ DE CIRCULATION ET D'INSTALLATION
- INTERNATIONAL : LE SOUDAN

**Il faut savoir commencer une grève reconductible**



**tout est possible ...**



**Bordélisons !**





## RUBRIQUES

- 3...> EDITO : Capitalisme = guerre sociale
- 12...> INSUBORDINATION SALARIALE chroniques de la lutte des classes
- 18...> BIG BROTHERS chroniques du contrôle et de la répression
- 29...> VERTEMENT ECOLO

## LA LUTTE POUR LES RETRAITES : ON EN EST OÙ ?

- 4...> Introduction
- 4...> Les mouvements sociaux contre les projets de réforme des retraites (de 1995 à 2020)
- 8...> La réforme des retraites : « des progrès concrets » pour les femmes ? + 47.1
- 10...> Petit tour d'horizon sur la mobilisation

## FÉMINISME

- 14...> Un bloc féministe révolutionnaire à Strasbourg
- 15...> FÉMINISTES ! Luites de femmes, lutte de classes

## ANTI-CARCÉRAL

- 17...> Construire des prisons pour enrayer la criminalité, c'est comme construire des cimetières pour enrayer une épidémie

## IMMIGRATION ET SANTÉ

- 20...> Immigration et métiers en tension... dans la Santé.

## LIBERTÉ DE CIRCULATION - LIBERTÉ D'INSTALLATION

- 22...> Dignité et papiers ! La résistance des migrant-es dans la « capitale parlementaire de l'Union européenne »

## SOCIAL

- 25...> Grève sans modération à la brasserie de l'espérance !
- 28...> « Mise au travail » des allocataires du RSA : une attaque de plus contre les plus précaires

## NOTES DE LECTURE

- 30...> Le Chef contre l'Homme - Le refus de la hiérarchie

## INTERNATIONAL

- 31...> La diaspora Kurde un enjeu politique majeur
- 33...> Nouvelle macabre du Camerounoudan
- 34...> L'expérience des comités de résistance dans le mouvement révolutionnaire soudanais

Ce numéro a été préparé à **STRASBOURG** et maquetté à **MOULINS**

La commission journal de mars 2023 aura lieu à **DOUARNENEZ**

## COMMENT FONCTIONNE COURANT ALTERNATIF ?

Courant alternatif paraît depuis 1981, sans comité de rédaction, réalisé de façon militante et décentralisée par des personnes membres ou proches de l'organisation communiste libertaire, l'OCL.

Un week-end par mois, une commission-journal (CJ), est organisée dans une ville différente, pour préparer le numéro suivant. Peuvent y participer des sympathisant-e-s intéressé-e-s au même titre que les militant-e-s OCL de la ville en question et que des représentant-e-s des autres groupes de l'OCL.

Chaque CJ a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter les articles proposés par des gens présents ou non, d'en susciter d'autres en fonction des événements et des souhaits émis par les groupes ou des individu-e-s.

En outre, chaque CJ débute par une discussion sur un sujet d'actualité, ce qui permet la prise de décisions concernant les activités de l'OCL, si nécessaire.

Le collectif organisateur rédige, immédiatement après la CJ, un compte rendu politique et technique le plus précis possible, puis, pendant les deux semaines à venir, assure le suivi de ce qui a été décidé pour le journal (liaisons, contacts, etc.), et c'est lui qui écrit l'édition en fonction de la discussion dans la CJ ou d'événements qui se produisent après.

Si vous souhaitez assister et participer à l'une de ces réunions de préparation et de discussion sur le journal (elles sont largement ouvertes), écrivez à OCL/Egégore - BP 81213 - 51058 Reims cedex, afin de pouvoir vous y rendre.

COURANT ALTERNATIF - Mensuel anarchiste-communiste, mars 2023 - COM. PAR. 0625 G 86750

Pour les seules obligations légales DIR. PUBLICATION Nathalie Federico

Imprimerie des moissons, Reims Imprimé sur papier recyclé. Mise en page avec Scribus

## CORRESPONDANCE

OCL c/o Egégore  
BP 81213 - 51058 Reims cedex  
ocl libertaire@hotmail.com

contacter localement

**l'Organisation Communiste  
Libertaire**

### ALSACE

•oclstrasbourg@gmail.com

### AUVERGNE

•ocl-moulins@orange.fr

### BRETAGNE

•oclnantes@free.fr

•ocl.st-nazaire@orange.fr

•Douarnenez : ocl dzriseup.net

### CHAMPAGNE- ARDENNES

•OCL c/o egégore BP 81213

51058 Reims cedex

lechatnoir@clubinternet.fr

### ÎLE DE FRANCE

•oclidf@riseup.net

### LIMOUSIN

•ocl.limoges@laposte.net

### MIDI-PYRENNES

•OCL c/o canal sud,

40 rue Alfred Dumeril,

31400 Toulouse

ocltoulouse@sfr.fr

### NORD

•Boulogne : OCLB c/o La

mouette enragée, BP 403

62206 Boulogne s/Mer cedex

lamouette.enragee@wanadoo.fr

•Lille : oclille@gmail.com

### NORMANDIE

•ocl-caen@orange.fr

### PAYS BASQUE

•ocl-eh@orange.fr

### POITOU-CHARENTES

•ocl-poitou@Orange.fr

•oclcognac@ymail.com

### RHÔNE-ALPES

•ocl-lyon@laposte.fr

### AUTRES CONTACTS

passer par

•ocl libertaire@hotmail.com

site  
http://ocl libertaire.lautre.net

## ABONNEMENT 1 AN

- 10 numéros 30 euros
- Tarifs réduits (pour les fauchés) 18 euros
- En soutien + de 30 euros
- À l'essai (3 numéros) 5 euros
- Un numéro sur demande **GRATUIT**

Abonnement à l'international et  
envoi en nombre, nous contacter.

Chèque à l'ordre de "La Galère"  
OCL egégore, BP 81213 - 51058 Reims cedex  
Ou payer par internet sur notre site



« L'Histoire ne se répète pas. Elle bégaie »

Il y a un an, le 24 février commençait une guerre comme on n'en avait plus vu depuis de nombreuses générations sur le continent européen et l'extrait suivant tiré du Manifeste de Zimmerwald rentre étrangement en résonance avec cet événement : «Quels que soient les responsables immédiats du déchaînement de cette guerre, une chose est certaine : la guerre qui a provoqué tout ce chaos est le produit de l'impérialisme. Elle est issue de la volonté des classes capitalistes de chaque nation de vivre de l'exploitation du travail humain et des richesses naturelles de l'univers. De telle sorte que les nations économiquement arriérées ou politiquement faibles tombent sous le joug des grandes puissances, lesquelles essaient, dans cette guerre, de remanier la carte du monde par le fer et par le sang, selon leurs intérêts.» La guerre en Ukraine nous fait prendre conscience que tant que les capitalistes de tous les pays auront les armes avec eux, notre sang coulera pour les rassasier. Qu'il est bon de rappeler que les classes capitalistes qui disent défendre la démocratie et la paix sont les mêmes qui ont réanimé le régime autoritaire en Russie en l'aidant à exploiter son gaz et à moderniser son armée. Thales a même continué à vendre et à livrer des caméras infrarouges à la Russie après le début des sanctions de 2014 qui interdisaient aux entreprises de vendre des armes à ce pays <sup>(1)</sup>. Les mêmes se frottent les mains en jouant des coudes pour vendre en grande quantité des armes et des technologies à l'Ukraine qui en a désespérément besoin pour survivre à l'appétit vorace de son impérialiste voisin. Le conflit s'enlise et la bourse est florissante, alors que les morts s'amoncellent des deux côtés de la ligne de front. Zelensky exhorte à ne rien laisser à l'occupant que des terres brûlées, requérant des munitions, des chars, des drones partout où il le peut. Et on s'affaire pour lui en fournir, le secrétaire général de l'OTAN ayant déclaré que les usines d'armement tournent à plein régime. Alors, c'est la sur-enchère militaire : Poutine, laisse entendre qu'il n'a pas peur d'une 3e guerre mondiale, mais qui le croit réellement ? Il est clair que les seuls qui sortiront vainqueurs de ce conflit, ce ne sont pas les peuples, mais les vendeurs de canons ; et il est certain que

eux seront toujours bien vivants ! Il n'y a qu'à voir comment ils se frottent les mains avec la future loi de programmation militaire dont les grandes lignes et le budget de 413 milliards d'euros ont été dévoilés il y a peu par Macron. Il faut bien cela pour que la France puisse s'asseoir à la table des vainqueurs de la prochaine guerre.

Et pour leur sacrifice, les Ukrainiens reçoivent médailles et récompenses symboliques : légion d'honneur à Zelensky, minute de silence au Conseil de sécurité de l'ONU, prix Nobel de la paix à l'ONG Mémorial (une ONG dissoute par le régime russe). Cela est bien dérisoire et n'aide en rien à sortir du marasme et de la dictature ; quand brandir une simple pancarte antiguerre ou de soutien au peuple ukrainien vaut 10 jours de prison en Russie. Lorsque la propagande officielle du kremlin est questionnée ou tout simplement lorsque les femmes russes demandent des nouvelles de leurs proches, comme le fait par exemple le Conseil des mères et épouses de soldats, c'est la répression.

Pourtant, il y a maintenant plus de 100 ans, le 8 mars 1917, les Russes aussi manifestaient contre la guerre. Plus précisément, les femmes russes manifestaient, ouvrières ou femmes au foyer, elles sont descendues dans les rues de Petrograd pour demander «du pain pour leurs enfants » et le « retour de leurs maris des tranchées ». Ce sont donc les femmes qui ont enclenché la révolution russe, la chute du tsarisme et le retrait des Russes de la Première Guerre mondiale. Et c'est bien ce 8 mars 1917 qui est à l'origine de la « Journée des Nations unies pour les droits des femmes et la paix internationale » de son nom d'origine. La volonté de mettre fin aux guerres et aux discriminations sexistes de par le monde symbolisée dans une même journée. Aujourd'hui, pour nous, le 8 mars n'est pas une fête, mais une journée de lutte, de lutte pour l'abolition des systèmes d'oppression et d'exploitation qui permettent au patriarcat et au sexisme de prospérer. Qu'il s'agisse du monde du travail avec ses inégalités salariales, de religions, du contrôle de nos corps (l'IVG vient d'être remis en cause dans de nombreux états des USA) les femmes se retrouvent à de-

voir s'organiser, résister, se libérer et contribuer aux mouvements sociaux. Et c'est ce qui risque de se passer, en France, avec l'appel à la grève générale reconductible à partir du 7 mars contre la réforme des retraites, néfaste pour tous, mais dont les répercussions sont particulièrement préjudiciables pour les précaires et les femmes. Espérons que la journée pour le droit des femmes ne soit pas invisibilisée par la grève contre la réforme des retraites, mais bien l'occasion de mettre en avant une autre société et d'impulser une vraie dynamique de blocage du pays avec une grève reconductible. Tout arrêter nous permettrait de repenser ensemble le travail et son sens, de nous interroger sur le type de société qu'on souhaite et de mettre en place des solidarités. Les luttes féministes (comme les luttes écologistes) sont fondamentales pour construire une société plus juste et égalitaire. Il n'y a pas de féminisme sans lutte des classes... mais il n'y aura pas de lutte des classes sans les femmes !

Et de la lutte des classes, on va en avoir bien besoin au vu de la combativité des bureaucrates syndicaux et de leur unité au rabais. Surtout que certes, ce mois de février s'est traduit par des manifestations massives « comptablement » (jusqu'à 2,5 millions de personnes dans les rues selon les syndicats) mais somme toute passives. Pas étonnant qu'en face, le gouvernement poursuive inlassablement ses attaques afin de mettre en place une société ultralibérale, rentable pour les plus riches sans se soucier de justice sociale ou d'écologie. Après la réforme du chômage, la réforme des lycées pro et le projet de loi de Darmanin, maintenant, il tente de faire passer sa réforme des retraites en raccourcissant les débats via le 47-1. Il est peut-être temps de rendre nos mobilisations plus offensives, afin d'éviter à l'histoire de bégayer. Bref, pour reprendre les mots de Darmanin : bordélisons !

OCL Strasbourg 26/02/2023

1. Capital, 30/04/2022, « Guerre en Ukraine : ce matériel militaire que Thales admet avoir livré à la Russie après les sanctions occidentales ».



### Introduction

Déjà attendu en décembre, c'est finalement, le lundi 23 janvier, que le projet de réforme des retraites a été présenté au conseil des ministres. Sans surprise, il s'inscrit dans la lignée des réformes des retraites passées de la Ve république et dans le projet de société ultra-libérale et anti-précaires de Macron (loi travail, réforme de l'assurance chômage etc). A chaque plateau télé, interview radiophonique, communication papier, les ministres (Le Maire, Borne etc) le martèlent en boucle : il ne faut surtout pas « augmenter le coût du travail ». Alors, là encore, on va faire des économies sur le dos des salariés, se désengager, reculer sur les droits des travailleurs et puis laisser la porte ouverte en grand pour les fonds de pensions privés.

Notre système de répartition représente une part importante du budget (14 % du PIB aujourd'hui), pour nos gouvernants n'envisageant que les choses comptablement, il est tentant de l'attaquer. A chaque proposition de réformes, des luttes se sont engagées, victorieuses ou non, nous reviendrons sur ces luttes qui ont toutes ébranlé l'opinion.

Dans le projet de loi actuel, la mesure phare ne concernera pas la baisse des pensions mais la durée de cotisations (report de 2 ans) et l'augmentation de l'âge légal de départ à taux plein (de 62 à 64 ans). D'après les chiffres publiés par la DREES<sup>(1)</sup> : 4 retraités sur 10 bénéficient d'un minimum de pension, 3 sur 10 perçoivent moins de 1000€

bruts mensuels de pension de droit direct. On comprend donc le choix du gouvernement : l'inflation se chargera déjà de diminuer le pouvoir d'achat des retraités !

Nous ferons ainsi, le point sur les grandes lignes de la réforme actuelle, et plus particulièrement en zoomant sur son impact sur les femmes qui avec les plus précaires seront les plus lésées. Nous présenterons aussi, la temporalité choisie par le gouvernement pour imposer sa réforme, via le 47-1, précariser se fait toujours plus rapidement ! Si dans l'hémicycle, c'est la foire d'empoigne, nous nous intéresserons plutôt à la réaction syndicale et populaire.

Si l'union de l'ensemble des 8 centrales syndicales contre le projet a été affirmée dès le départ (voire même dès la ré-élection de Macron), celles-ci prennent leur temps pour se jeter dans la bataille. Les syndicats se calent en permanence sur l'agenda ministériel attendant la présentation de la loi pour appeler à la première journée d'action. Ensuite, alors qu'ils ont réussi à mobiliser de manière extrêmement massive (plus de 2 millions de personnes dans les rues le 19/01), ils tardent maintenant à appeler à la grève générale et reconductible (des appels timides pour le 7 mars).

Nous essayerons donc pour finir ce petit dossier de présenter un retour d'étape de ce premier mois de mobilisation ainsi que nos analyses, doutes et espoirs pour la suite. Quand les sondages indiquent que 7 personnes sur 10 ne veulent pas de la réforme, que 6 sur 10 sont favorables au blocage du pays et de l'économie ou que la DREES indique que « 60 % des non-retraités souhaitent partir à la retraite à 60 ans ou avant ».... Il faut savoir commencer une grève quand la colère sociale est là !

1. cf panorama 2022 de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques.



Comment ça ?... MES TRIMESTRES À LA CRÈCHE NE COMP...

## Les mouvements sociaux contre les projets de réforme des retraites (de 1995 à 2020)

En 1982, la gauche au pouvoir applique sa promesse de campagne; l'âge légal de départ à la retraite est abaissé à 60 ans (alors qu'il était encore à 65 ans), pour les personnes ayant effectué 150 trimestres (37 ans et demi). Pousé par les syndicats et considéré comme un progrès social à bien des égards puisque cela a permis aussi de gérer les populations au regard du chômage en diminuant le nombre d'actifs, cela a profondément modifié le panorama des retraites tant d'un point de

vue sociologique qu'arithmétique.

Mais, revenue au pouvoir législatif en 1993, la Droite a aussitôt préparé une réforme du régime général des retraites pour le secteur privé et les 3 régimes alignés (salariés agricoles, artisans, industriels et commerçants), solution choisie afin de maîtriser son déficit. Aucune mobilisation, aucun mouvement de contestation et en plein été 1993 la réforme Balladur, 1er ministre de Droite dans une nouvelle cohabitation avec Mitterrand chef d'État,

tombe ! La loi est votée le 22 juillet, ses principaux points sont :

- La durée d'assurance nécessaire à l'obtention d'une retraite à taux plein passe progressivement de 37,5 années à 40 années ;

- Le salaire annuel moyen de référence servant de base pour le calcul de la pension est calculé progressivement sur les 25 meilleures années et non plus les 10 meilleures.

Une étude de la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse publiée en 2008



Greves de 1995

révèle, comme nous pouvions nous en douter, que la réforme Balladur s'est traduite par le versement de pensions moins élevées pour l'ensemble des retraités du privé, sans oublier que ces salariés doivent bosser plus longtemps.

## **Le plus important mouvement social depuis 1968 : novembre-décembre 1995**

En 1995, Chirac est élu Président de la République. Son Premier ministre, Alain Juppé, a l'ambition de généraliser au secteur public la réforme de Balladur. Mais la situation sociale a changé, on est enfin sorti dès 14 ans au Pouvoir de Mitterrand et un mouvement social semble renaître.

Les prémices : 10 octobre 95 succès de la grève générale unitaire des fonctionnaires de 24 h contre la décision du gouvernement Juppé du blocage des salaires pour au moins l'année 96.

25 octobre, première grève des cheminots contre le contrat de plan État/SNCF.

Nombreuses grèves étudiantes pour obtenir des moyens supplémentaires.

Le 15 novembre, un plan, le plan Juppé, est présenté à l'Assemblée nationale. Il comporte 4 volets :

- Assurance-maladie : augmentation des cotisations de maladie, des frais d'hospitalisation et restrictions sur les médicaments remboursables

- Retraites : allongement de 37,5 à 40 ans de la durée de cotisations pour les fonctionnaires, réformes des régimes spéciaux de retraite

- Politique familial : gel des Allocations Familiales (AF) et prise en compte du montant des AF dans le calcul des impôts sur le revenu

- Financement de la Sécurité Sociale (SS) : nouvel impôt de remboursement de la dette sociale, gestion de la SS par l'État.

Le but de ce plan était de ramener le déficit budgétaire de la France au niveau exigé par les accords de Maasticht (3 %) et satisfaire les consignes du FMI – autrement dit les intérêts du

marché, des milieux financiers, des gros industriels – ce qui impliquait de modifier le rôle de l'État, notamment en diminuant sa fonction sociale, et d'ouvrir au capital touché par la baisse du taux de profit des secteurs jusqu'ici protégés comme la santé.

Plus de 2 millions de salariés vont alors faire grève, à un moment ou à un autre entre le 24 novembre et le 15 décembre, des journées de manifestations se succèdent à intervalles rapprochés qui, à chaque fois, regroupent dans tout l'hexagone de 1 à plus de 2 millions de personnes avec une présence significative de travailleurs du secteur privé. Cela faisait plus d'un quart de siècle que la lutte des classes ne s'était pas manifestée avec une telle intensité, en occupant le centre de la vie politique du pays. Un mouvement qui a opposé un démenti irréfutable à tous ceux et toutes celles qui proclamaient la fin de la lutte des classes.

Seulement quelques centaines de milliers de salariés ont fait grève pendant ces 3 semaines (de 1 à plusieurs jours) dont 160 000 cheminots dont une majorité pendant 3 semaines au moins.

Une écrasante majorité de la population a sympathisé avec ce mouvement. Toutes les tentatives de la droite pour mobiliser les « otages » de la grève ont été vaines et ridicules. Les instituts de sondage rapportaient que même après 3 semaines de grève des cheminots, 60 % des personnes interrogées continuaient de soutenir le mouvement.

Ce mouvement social fut à ses débuts professionnel, corporatiste et catégoriel dans le secteur public. En s'attaquant de front et globalement à tous les cheminots, l'État/patron a permis l'unité de toutes les catégories à la SNCF. Leur grève fut rapidement unitaire, totale et déterminée. Ce sont eux qui donneront le "la" à ce mouvement avec leur fameux slogan « tous ensemble ». Leurs AG furent ouvertes à tous les salariés en lutte, qu'ils soient syndiqués ou non, du public ou du privé. Sans oublier l'utilisation des flammes et des fumées des signaux de détresse ferroviaires avec le martèlement des tambours dans les manifs qui se déroulaient pendant des heures et des heures en automne, dans le brouillard qui donneront à ces manifs un caractère magnifique et subversif. Cette grève quasi générale à la SNCF pendant au moins 3 semaines a permis de remettre au goût du jour l'auto-stop

et de développer le covoiturage, le tout dans une bonne ambiance de solidarité

Au 15 décembre le "tous ensemble" s'est transformé en "on a gagné". Juppé renonce alors à l'alignement du secteur public sur le privé. Néanmoins, ce mouvement social fut loin d'avoir tout gagné ! Le pouvoir n'a cédé en rien sur la Sécurité Sociale. Le budget de la Sécu a, à partir de là, été voté au Parlement, ce qui l'a transformé en une attribution budgétaire comme une autre, dotée en fonction du choix politique des parlementaires et non plus selon les besoins des bénéficiaires. Le gouvernement peut, depuis, réformer la Sécu par ordonnances, ce qui lui permet de réduire les dettes accumulées par cet organisme au détriment des besoins des assuré.e.s. De plus, le sommet social qui s'est tenu le 21 décembre 1995 a déclenché un processus de deux années, qui a abouti à la mise en place de nombreuses mesures contenues initialement dans le plan Juppé.



Greves de 1995

Néanmoins, les AG ouvertes et locales occupées étaient un fait nouveau. Les syndicalistes faisaient beaucoup moins d'entrave à la forme et à l'organisation du mouvement. Les staliniens de la CGT avaient beaucoup moins d'emprise sur le mouvement.

Il y a eu des soubresauts jusqu'à début janvier 96 quand des revendications de titularisations de CDD et d'intérimaires se sont exprimées et ont abouti ! Bien sûr, nous étions encore loin d'un mouvement porteur d'un changement de société, mais nous avons eu l'impression que des centaines de milliers de gens savaient ce qu'ils ne voulaient plus sans avoir de réponse, de solution toute faite à apporter.

## **2003 : L'échec contre le projet Fillon sous Chirac**

Jusqu'en 2003, il ne se passera rien sur le terrain législatif concernant les retraites. La droite perd les élections législatives de 1997 suite à la dissolu-



tion de Parlement décidée par Chirac. La Cinquième République va connaître sa troisième cohabitation avec Jospin, 1er ministre à la tête d'une gauche dite plurielle qui s'éteindra lors des résultats du 1er tour des élections présidentielles de 2002 où Jospin sera battu par JM Le Pen.

Au second tour, Chirac, soutenu par toute la classe politique de l'extrême gauche (sauf Lutte Ouvrière) à la Droite écrase JM Le Pen avec 82 % des voix. Dans un tel contexte, la Droite a les coudées franches pour reprendre ce qu'elle a perdu en 1995.

En mars 2003, des grèves débutent dans l'EN pour protester contre le projet Fillon (nouveau 1er ministre) de retarder les départs en retraite de tous les salariés (du Public qui sont encore à 37,5 ans et le Privé qui est déjà à 40 ans depuis 1993) vers les 42 ans d'activité. Ce mouvement social s'étend surtout dans la fonction publique où le 13 mai près de 2 millions de grévistes se retrouvent dans 180 rassemblements, point culminant dans la rue de ce mouvement qui a connu 9 temps forts décidés par les hiérarchies syndicales alors que le mouvement de 1995 n'en avait connu que 5.

En fait, aucune réelle tentative de dépassement des structures syndicales existantes n'a eu lieu car, en général, les grévistes voulaient les utiliser tant que c'était possible. Quant aux confédérations syndicales, la CGT a eu une stratégie d'union inter confédérale jusqu'à ce que la CFDT trahisse et quitte le mouvement. En fait, pour la CGT comme pour les syndicats de l'Éducation Nationale après le triomphe en 2002 de Chirac et l'échec de la Gauche il n'y avait pas d'alternative politique pour la gestion de l'État. Le principal point commun de ces 2 mouvements aura été le fait que Paris ne soit plus le lieu central de l'expression d'un mouvement social de masse en France (ce qui a été le cas de 1789 à mai 68 en passant par la Commune de Paris...).

En 2003, le fer de lance du mouvement fut les personnels de l'Éducation Nationale. Une grève de 3 ou 4 semaines des cheminots comme en 95 fait beaucoup plus mal au Capital que 2 mois de grève reconductible dans l'EN qui s'est terminé par un échec prévisible avec l'arrivée des examens dont le fameux Bac !

Le mouvement s'est éteint le 19 juin par une dernière manif regroupant au niveau national que 350 000 personnes (130 000 selon la police). Ce qu'on avait réussi à gagner en 1995, fut perdu 8 ans plus tard.

La loi du 21 août 2003, entrée en vigueur le 1er janvier 2014, réforme l'ensemble des régimes de retraite, à l'exception des régimes spéciaux. Les principales mesures sont :

- Entre 2004 et 2008, l'alignement progressif de la durée de cotisation des fonctionnaires sur celle des salariés du privé (de 37,5 ans à 40 ans) ;

- À partir de 2009, l'allongement progressif de la durée de cotisation pour tous afin d'atteindre 41 ans en 2012 ;

- L'assouplissement du dispositif de décote (baisse de la pension lorsque l'assuré part plus tôt à la retraite) pour les salariés du privé, l'extension du dispositif de décote pour les fonctionnaires et la création d'un dispositif de surcote pour les salariés du privé et les fonctionnaires (hausse de la pension en cas de départ retardé) ;

- La création de deux nouveaux dispositifs d'épargne salariale facultatifs : un contrat individuel, le Plan d'épargne retraite populaire (PERP), et un contrat collectif d'entreprise, le Plan d'épargne pour la retraite collectif (PERCO) ;

- La limitation du recours aux pré-retraites ;

- La création de la retraite additionnelle de la fonction publique (RAFP), régime complémentaire obligatoire par points pour les fonctionnaires.

Les mouvements de 95 et 2003, malgré tout minoritaires, ont permis bien des débats de fond pour un nombre important de grévistes :

95 : débats centrés sur le sens et le contenu d'un service public débouchant sur des pratiques sociales ayant un caractère de classe très prononcé (refus des coupures de gaz et d'électricité pour les non-payeurs-e-s, distributions des pensions aux retraités malgré la Poste en grève...)

2003 : fut abordé le libéralisme international et ses grands projets de destruction des services publics

### 2010 : Nouvel échec contre la loi Woerth sous Sarkozy

Débuté en mars 2010, ce mouvement social a connu 14 journées de mobilisations nationales, dont 8 pendant lesquelles plusieurs millions de salariés ont manifesté dans les rues de plus de 200 villes, dans les secteurs privé et public. L'objet de départ était de protester contre le relèvement de 60 à 62 ans de l'âge légal de départ à la retraite et de 65 à 67 ans de l'âge auquel un salarié n'est plus pénalisé par le système de décote.

Dès le début des mobilisations, l'intersyndicale au nom de l'unité freinait toute contestation dans et hors de ses rangs. Consensus et unité entre défenseurs du dialogue social, entre partenaires sociaux responsables : CGT, CFDT, FSU, UNSA, CFTC et CGC ! Pour ces organisations, il n'était pas question de demander un retrait du Projet Woerth. Ceux-ci voulaient négocier dans le cadre des besoins du capitalisme en discutant certaines exigences du MEDEF. Seule Force Ouvrière et Solidaires revendiquaient le retrait pur et simple du projet Woerth, mais ils n'avaient que peu de poids pour infléchir la ligne d'inertie de l'intersyndicale.

À la base, la colère contre cet attentisme nourrissait les débats au point que la fracture entre les bureaucraties et travailleurs et travailleuses en lutte traversera quasiment toutes les confédérations. Ces 14 demi-journées de manifestations ont été en grande partie un substitut à la grève, avec les caractéristiques d'un mouvement d'opinion plutôt que de lutte de classe, ce qui explique que le patronat n'en a cure et qu'elles n'ont pas permis de créer un vrai rapport de force. Mais c'est aussi lors de ces jours de manifestations, entre autres, que des groupes plus déterminés opéraient des actions de blocage en marge, débordant les cortèges ou prenant des chemins de traverse. Souvent, ces actions ont été décidées, organisées par des AG Interpro locales, qui ont vu le jour dans de nombreuses villes et même dans des bourgs locaux. Ces actions ont été certainement une des plus belles réussites de ce mouvement social, dans la mesure où elles ont entretenu une dynamique contestataire incessante et souvent joyeuse. Les AG Interpro elles-mêmes ont réveillé une capacité d'auto-organisation qui n'avaient pas fait surface depuis longtemps dans les luttes ouvrières. Le but de cette base était d'obtenir le retrait pur et simple de ce projet de loi et son moyen ne pouvait être que le blo-



Blocage lycée Gay Lussac Limoges

cage de l'économie. Si quelques secteurs, tels les cheminots, se sont lancés très tôt dans la grève reconductible, c'est en faisant clairement entendre qu'ils ne voulaient pas rester seuls, et qu'ils espéraient que leur action aurait un effet d'entraînement. Ce qui n'a pas été le cas. Des grèves reconductibles, certes il y en a eu, mais dans des secteurs professionnels peu nombreux ou dans des lieux limités comme à Marseille. Ces grèves ne se sont pas généralisées ni n'ont duré suffisamment. La plupart des salariés des grandes entreprises privées ne sont pas allés au-delà de débrayages ponctuels pour participer aux manifestations et ceux du public se sont souvent pliés, et de façon peu massive, aux crevettes appelées par les syndicats. Dans ce contexte, la tentation a été forte de déléguer la lutte à des professions-clés pour le système, comme celles des cheminots et des industries pétrolières et chimiques. Pour gagner le retrait d'une telle réforme, un véritable rapport de force se fondant sur la grève et entraînant le blocage de l'économie (production et distribution) était nécessaire. C'est pourquoi d'ailleurs la reprise du travail dans les raffineries a été vécue comme la fin de la mobilisation.

Les idées de grèves reconductibles, tournantes, générale ont été lancées, débattues et peuvent réapparaître comme armes incontournables face à la stratégie cul-de-sac des confédérations syndicales et pour remettre en cause le système économique et social. De même les questions de l'auto-organisation, du fonctionnement assembléiste et les formes de lutte ont non seulement été posées au cours de cette lutte, mais encore réinventées et expérimentées ; plutôt à l'échelle locale, certes, mais un peu partout sur le territoire.

Cette réforme fut présentée au Parlement le 7 septembre 2010 par le ministre du Travail et de la Solidarité et de la Fonction publique Woerth, 10 mois après communication du document d'orientation aux partenaires sociaux. La loi a finalement été promulguée le 10 novembre 2010.

## 2019-2020

### Un mouvement inachevé

Sous Hollande, il y aura des minis réformes sur les retraites dont la plus importante concerne encore une fois l'allongement de la durée de cotisation pour la retraite à taux plein qui est portée à 43 ans (172 trimestres) pour les générations nées après 1973. Pas de réaction !

C'est en mars 2016 que le mouve-

ment social se réveille d'un très long sommeil avec la contestation de la loi travail. Ce retour du mouvement social signe aussi un durcissement sans précédent du maintien de l'ordre sous la Ve République. La lutte contre la loi travail fut exemplaire sur ce durcissement. C'est en novembre 2018 que la question policière va véritablement devenir centrale dans le champ médiatique avec l'émergence des gilets jaunes. On ne compte plus les violences policières et les années de prison.<sup>(1)</sup>

La réforme des retraites de 2019-2020 en France est un projet de loi porté par le 1er ministre E. Philippe visant à refondre en profondeur le système de retraite français. Cette réforme était pour partie dans le programme électoral de Macron aux présidentielles de 2017 qui s'est inspiré d'économistes français favorables aux retraites par points. Un projet de loi devant être soumis au Conseil des ministres et à l'Assemblée nationale en janvier 2020, la mobilisation débute le 5 décembre 2019, un mois avant la remise de ce projet de loi. Ce mouvement est lancé par une intersyndicale regroupant la CGT, FO, la FSU et Solidaires, ainsi que 4 organisations étudiantes et lycéennes (UNEF, FIDL, MNL et UNL). La CFE-CGC y sera par intermittence, quant à la CFDT et l'UNSA, elles n'y participeront pas, car elles sont favorables à la retraite par points.

Comme d'habitude, l'Intersyndicale a gardé la main sur le calendrier des manifs. 4 seulement (5 décembre, 17 décembre, 9 janvier et 24 janvier 2020) verront une participation supérieure à 1,3 millions (données des organisateurs) mais inférieure à 2 millions. Nous sommes bien loin des manifs de 2010.

Durant ce mouvement la montée en puissance des AG interpro. ou des assemblées de luttes a été une nouveauté. Des AG ont pullulé partout en France, regroupant des militants syndicaux mais aussi des non-syndiqués et des gilets jaunes. Ces assemblées ont été moteur de toutes les initiatives autres que les simples manifs traîne-savates. Elles ont été également un espace de lien entre différentes cultures politiques, actions de type gilets jaunes et les actions plutôt syndicales.

On a pu observer un début de vraie convergence des luttes (revendications salariales, conditions de travail et retraite). Il y a eu une véritable gilet-jau-



Limoges jolie pancarte

nisation du mouvement (plus de démocratie directe, refus de faire confiance à des leaders, forte détermination).

Ce mouvement, qui par sa dynamique et son intensité s'est heurté à deux difficultés principales : d'abord, le nombre insuffisant de secteurs entrés en grève, alors que c'est l'arme la plus efficace contre le patronat. Les grévistes ont surtout été dans le secteur public, tandis que le privé – notamment les entreprises où il y a le plus de précaires, comme les centres d'appel – ne bougeront presque pas. Et les blocages économiques n'ont pas suffisamment gêné le patronat pour que le gouvernement retire son projet. Ensuite, l'incapacité du mouvement à dépasser les corporatismes et les revendications ponctuelles, et à échapper à la tutelle des appareils syndicaux.

Pour qu'il en aille autrement, il aurait sans doute fallu que se maintiennent des structures autonomes ou plutôt que celles-ci se multiplient ; et de même pour les manifs sauvages et autres actions décidées à la base.

Le 16 mars 2020, Macron a annoncé la suspension de cette réforme avec la prise de mesures de confinement dans le cadre de la pandémie de Covid-19.

Nous nous reverrons donc en 2023 avec cette fois-ci l'allongement à 64 ans de l'âge légal de départ en retraite, le système de retraite par points ayant été abandonné...

Denis – Reims le 9 février 23

1. Ces 2 mouvements ne seront pas traités ici, car nous ne nous intéressons qu'aux mouvements contre les réformes des retraites.



# La réforme des retraites : « des progrès concrets » pour les femmes ?

*Le 23 janvier 2023, le Haut Conseil à l'égalité présentait son rapport annuel sur le sexisme en France, c'était plutôt accablant concernant les inégalités, les préjugés et les violences subies par les femmes. Dans ce contexte, on ne sera pas étonné d'apprendre qu'avec le projet de loi sur les retraites, les femmes « sont un peu pénalisées »<sup>(1)</sup>.*

## **Les femmes déjà lésées sans la réforme**

D'après l'étude disponible sur le site l'INSEE<sup>(2)</sup>, si le taux d'activité des femmes ne cesse de progresser, leur rémunération reste en moyenne 22 % inférieure à celle des hommes. L'étude attribue presque 1/3 de cet écart de salaire à la différence de durée de travail. Il y a en effet 3 fois plus de femmes que d'hommes en temps partiel. Pour le reste, à niveau de qualification équivalent, les métiers qu'elles exercent, dans le soin ou le social notamment, sont souvent moins bien rémunérés. Evolution de carrière limitée, interruption du travail lors de l'arrivée d'un enfant, les inégalités s'accumulent et, arrivées à la retraite, les conséquences sont sans appel : les pensions des femmes restent très inférieures à celles des hommes. D'après le panorama 2022 de la DREES<sup>(3)</sup>, le différentiel entre les pensions de droit direct des femmes et des hommes est actuellement d'environ 40%. Les femmes représentent une part importante des retraités pauvres et pour beaucoup si elles évitent la pauvreté, c'est parce qu'elles dépendent de la pension de leur conjoint ou de sa pension de réversion une fois celui-ci décédé. Ainsi, l'écart de pensions entre femmes et hommes finit par être atténué par les composantes de droit dérivé et n'est « plus que » de 28%.

Rappelons que dans la méthode de calcul de la retraite, ce sont les 25 meilleures années qui sont prises en compte, il est souvent intéressant pour les femmes moins bien payées de continuer à travailler en fin de carrière. De même, il ne suffit pas d'avoir atteint l'âge de départ, mais il faut avoir tous ses semestres cotisés, ce qui n'est pas forcément le cas des femmes aux carrières souvent hachées. Ainsi les femmes se voient déjà actuellement contraintes de continuer à travailler en moyenne 7 mois de plus que les hommes avant de liquider leurs droits<sup>(4)</sup>. Malgré cela, aujourd'hui, elles sont plus nombreuses que les hommes à partir sans avoir tous leurs tri-

mestres, avec une carrière incomplète<sup>(5)</sup>.

## **Avec la réforme, les femmes devront faire plus d'efforts**

Si tout le monde va devoir travailler plus longtemps qu'actuellement avec la réforme, l'allongement du temps de travail est plus lourd pour les femmes. Pour l'une des générations les plus lésées, celle née en 1972, les femmes travailleront en moyenne 9 mois de plus avec la réforme contre 5 mois de plus pour les hommes. Ceci s'explique par les carrières hachées des femmes. Avec l'augmentation des annuités nécessaires, la décote sera plus marquée pour les femmes. Pour avoir des revenus décents, elles seront de plus en plus nombreuses à devoir partir plus tard, bien après les 64 ans, probablement aux 67 ans fatidiques d'annulation de la décote (que dans sa grande mansuétude le gouvernement n'a pas relevé). Et attention, pour celles et ceux qui n'obtiendront pas tous les précieux trimestres à 67 ans, cela signifiera des pensions à taux plein réduites car le coefficient de proratisation prend en compte le rapport du nombre de trimestres validés sur celui des trimestres requis.

Quand on travaille pour Macron, il y a toujours moyen de présenter les choses de manière positive : puisqu'on va obliger les femmes à travailler plus longtemps, la revalorisation de leur retraite sera plus importante que pour les hommes et les écarts de pension entre hommes et femmes vont se réduire ! Preuve à l'appui présentée par le chantage de la parité, Olivier Dussopt, ministre du Travail, d'après l'étude d'impact, pour la génération 1971 « La pension moyenne des femmes sera revalorisée de 2,2 % alors que celle des hommes le sera de 0,9 % à horizon 2030 ». Personne n'est dupe des sommes que cela représente ni de la non-compensation des disparités actuelles. Pareil pour les 1200€, soi-disant, distribués à tout va. La majorité des femmes n'y aura pas accès puisque ces 1200€ bruts ne concernent qu'une carrière pleine, à temps plein et payée

au SMIC, ce qui n'est absolument pas le cas de la majorité des femmes qui arrivent à la retraite.

## **Pour les heureuses mamans**

La réforme va faire perdre à de nombreuses femmes ayant eu ou adopté des enfants la bonification de durée servant à compenser la maternité et l'éducation des enfants. Cette majoration (jusqu'à 8 trimestres de cotisations par enfant dans le privé et 4 dans le public<sup>(6)</sup>), continuera d'exister. Mais comme elle sera cumulée avec le report de l'âge minimum légal à 64 ans, elle ne bénéficiera plus aux femmes qui réussissaient à partir dès 62 ans. On estime que plus de 120 000 mères partent chaque année à taux plein à 62 ans, avec la réforme, elles seraient toutes contraintes d'attendre l'âge minimum légal de 64 ans.

Quant à la prise en compte des 4 trimestres supplémentaires de congés parentaux grâce à la réforme, c'est comme pour les 1200€, quasi personne n'en bénéficiera. Cela s'appliquera uniquement dans le dispositif des carrières longues donc pour les femmes ayant commencé à travailler avant 20 ans et sous condition de ressources, soit à environ 3000 personnes par an selon l'étude d'impact du gouvernement elle-même ... chiffre à rapporter aux 340 000 femmes qui partent à la retraite chaque année...

## **Et la pénibilité ?**

Comme l'a dit le ministre, tout le monde devra faire des efforts : les départs anticipés pour pénibilité seront également reportés de 60 à 62 ans. Depuis la mise en place du compte de prévention professionnel (C2P), les critères de pénibilité ont été revus : 4 d'entre eux ont été exclus et les seuils d'exposition relevés. Ainsi dans le privé, le nombre de personnes pouvant en bénéficier se réduit à peau de chagrin (quelques milliers de salariés par an) et dans les métiers féminisés les seuils de pénibilité ne sont pas atteints (75 % des personnes éligibles sont des hommes).

1. Franck Riester, ministre des Relations avec le Parlement sur Public Sénat lundi 23 janvier.

2. « Femmes et hommes, l'égalité en question » Édition 2022 réalisée avec les chiffres de 2019 et 2020.

3. Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques disponible ici : drees.solidarites-sante.gouv.fr

4. DREES pour l'année 2020 départ à 62 ans pour les hommes, mais 62 ans et 7 mois pour les femmes.

5. pour la génération 1950, public sénat donne les chiffres de 32 % pour les hommes contre 40 % pour les femmes.

6. Pour les enfants nés après 2010, ces trimestres peuvent être partagés entre les 2 parents.



On pense aux aides à domicile, aux femmes de ménage, aux personnels des crèches, à tous les métiers dans le domaine du soin et de l'aide à la personne, qui sont physiquement et émotionnellement usants (lever des personnes, bruits, faire face à la mort...). Interviewé sur France Inter, François Ruffin, député Insoumis, citait les chiffres du ministère du Travail : « en 1984, il y avait 12 % des salariés qui subissaient 3 contraintes physiques [...] on est passé à 34 % aujourd'hui. [...] il y a 40 ans, c'était 6 % des salariés qui avaient des contraintes psychiques fortes [...] on est passé à 35 % ». Toujours plus de cadences, toujours plus de flicage, l'intensité du travail n'a fait qu'augmenter.

D'après la CGT, les infirmières, qui avec la réforme ne pourront pas partir avant 64 ans, ont une espérance de vie inférieure de sept ans à la moyenne des femmes et 20 % des infirmières et 30 % des aides-soignantes partent à la retraite en incapacité. Pareil dans le secteur des auxiliaires de vie, c'est l'un des plus accidentogènes.

Ainsi, si les tenants de la réforme des retraites rappellent souvent l'allongement de l'espérance de vie et le fait que celle des femmes est bien supérieure à celle des hommes, ils ne présentent jamais l'état de santé de la population vieillissante. Actuellement, les femmes sont majoritaires parmi les bénéficiaires des minima de pension; or si la cause principale est leur car-

rière incomplète, il ne faut pas oublier que dans ces minima la part de personnes en inaptitude ou invalidité est très importante.<sup>(7)</sup>

## Des solutions ?

Dans l'immédiat, la solution simple est d'une part de lutter contre les inégalités entre hommes et femmes et d'autre part d'améliorer les conditions de travail en général et des précaires en particulier.

En effet, l'accès aux études, la répartition des tâches ménagères, le poids de la parentalité, les discriminations à l'embauche, les écarts de salaires, le plafond de verres, tous ces facteurs ont une répercussion sur la manière dont les femmes accèdent au travail. En 2011, une étude de la caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV) montrait que si l'égalité salariale homme/femme était atteinte, les cotisations supplémentaires rapporteraient 5,5 milliards d'euros de plus. Pour le second point, revaloriser la pénibilité du travail impacterait les métiers féminisés, faire cotiser les temps partiels sur la base d'un taux plein, augmenter le SMIC et les salaires rapporterait également des cotisations supplémentaires aux caisses de retraite.

Sur le long terme, il faut continuer à nous battre pour un projet de société



Limoges un groupe de rosies - © Marie-Julie Achard

anti-capitaliste et anti-patriarcale. Il faut continuer à tenter des expériences d'organisation en commun différentes. De toute évidence, le système actuel de garde d'enfants ou de soin aux personnes dépendantes est défaillant. Pourquoi ne pas mettre en place des garderies autogérées ou mutualiser la prise en charge des personnes dépendantes ?

En attendant, les femmes se mobilisent, on a par exemple vu le retour des Rosies et de leur chorégraphie en manifestation. Continuons et soyons nombreux et nombreuses en grève et dans la rue le 8 mars pour la journée internationale des droits des femmes !

ELSA

7. Pour la génération de 1950, les femmes représentent 63 % des bénéficiaires de minima de pension. Et 33 % de ces bénéficiaires (hommes et femmes) sont en inaptitude ou invalidité (contre 8 % pour ceux sans minimum).

## Encart 47-1 et PLFRSS

Innovant, le Conseil des ministres présente pour la première fois de la Ve république une réforme des retraites, sous la forme d'un PLFRSS soit un Projet de Loi de Financement Rectificatif de la Sécurité Sociale. Prévu pour être utilisé en cas « d'urgence », le PLFRSS permet d'utiliser l'article 47-1 de la constitution afin de réduire considérablement la durée des débats dans les 2 chambres du Parlement. En effet, l'Assemblée nationale dispose de 20 jours pour étudier le texte en commission, en débattre et procéder au vote. Si le temps manque et que le vote n'a pas lieu, tant pis, le texte est envoyé tel quel au sénat. Celui-ci a alors 15 jours pour le voter (ce qu'il fera sans doute car majoritairement de droite, c'est un soutien aux projets de Macron). Si on a lambiné ou pas voté, c'est à une commission mixte paritaire de députés et sénateurs de proposer un compromis à valider en 15 jours de navette. L'ensemble de la procédure ne peut ainsi excéder les 50 jours, (ce qui dans notre cas nous ramène au 26 mars), passé ce délai, le gouvernement peut légiférer par ordonnance ou appliquer son habituel 49-3.

Pour le gouvernement macroniste rien de surprenant à ce planning éclair, depuis longtemps le parlement ne lui sert que de chambre d'enregistrement. Quand il impose aux députés d'étudier 14 articles en une vingtaine de jours, pour Dussopt, c'est largement suffisant, cela lui laisse même le temps de jouer aux mots-croisés !

Rappelons que cette procédure spéciale existe pour permettre au gouvernement de faire voter rapidement des budgets, notamment suite à une situation imprévue. Le PLFRSS doit normalement avoir une incidence financière sur l'année en cours. Ici le gouvernement donne clairement

l'impression de détourner la loi à son avantage en prétextant qu'il y a urgence à savoir comment financer nos retraites. Certes il y a des dépenses à engager (les pensions versées) et des recettes à percevoir (les cotisations prélevées donc le revenu du travail et du capital) ... mais l'objet de la réforme des retraites n'est pas uniquement financier. Déjà elle contient d'autres mesures (index seniors, la pénibilité etc) mais surtout quand on parle de retraites, il s'agit d'un vrai projet de société, les impacts sur l'emploi et le monde du travail sont évidents. Laurent Fabius, actuel président du conseil constitutionnel, suggère qu'il y a des « cavaliers sociaux », « hors champs financier » qui pourraient être censurés.

Quant à savoir s'il y a urgence de faire accepter ce projet de loi avant la fin de l'année, toutes les études d'impact (par exemple celles du Conseil d'Orientation des Retraites) indiquent que le système est « globalement équilibré » et que les effets des précédentes réformes doivent encore se faire sentir. L'urgence est uniquement du côté du gouvernement qui souhaite agir et surtout agir seul sans avoir à débattre avec l'opposition. Pour Elisabeth Borne, coutumière du 49-3, brider les débats parlementaires est une habitude, et avec le 47-1, elle n'a effectivement pas eu à craindre l'obstruction, RN comme NUPES ayant fini par retirer leurs 20 000 amendements, afin de pouvoir arriver, sans succès, au vote dans les délais impartis.

Risque d'inconstitutionnalité ou pas, pour nous, renverser le gouvernement et rejeter ses réformes ne se fera de toute façon pas au Parlement, mais dans et par la rue !

ELSA

# Petit tour d'horizon sur la mobilisation

*À l'appel de l'intersyndicale nationale, on dénombre déjà 5 grosses journées de mobilisation, quatre en semaine (19/01, 31/01, 07/02 et 16/02) et une le samedi (11/02).*



## *Des manifestations massives, mais pas explosives*

Une même impression se dégage de ces 5 journées, c'est le côté massif des manifestations bien rangées. En nombre, au niveau national, elles restent constantes au cours des différentes manifs : selon la CGT, 2 millions dès le 19/01, 2,8 à 3 millions le 31/01, (ce qui a permis de battre le record de 1995 de mobilisation pour une contre-réforme sociale), 2 millions pour le 07/02, 2,5 millions le 16/02. Également, 2,5 millions de personnes dans des cortèges paisibles et familiaux le samedi 11/02, elles s'accompagnent d'un nombre important de salariés grévistes (même s'il ne s'agit que d'un débrayage de 2h) notamment dans le privé.

S'il y a énormément de gens dans la rue, même les plus improbables comme la CGC ou la CFTC, l'ambiance est tranquille, voire frileuse. Malgré les enjeux, l'envie d'en découdre n'est pas là, les cortèges ne sont pas très offensifs et l'on ne ressent pas la même énergie que pendant d'autres mouvements comme la loi travail ou le CPE. Les gens sont contents de se revoir ou de sortir pour la première fois dans la rue, mais la volonté de faire une action ou de partir en reconductible est encore absente. Pour le moment, il n'y a pas de mouvement social et encore moins de climat insurrectionnel.

Dans ces manifestations bien tenues, pacifiques, la présence policière comme force de répression n'a pas été nécessaire dans la plupart des villes. Le service d'ordre des syndicats étant amplement suffisant pour canaliser les rares velléités d'actions sauvages. C'est très surprenant pour nous de revoir un SO dans nos manifs

après les mobilisations des Gilets Jaunes (GJ) moins réglementaires.

D'ailleurs les policiers ont défilé «avec nous» dans beaucoup de villes (en différents groupes, selon leur appartenance syndicale, Alliance bien à part). Si leur présence a été remarquée, ils n'ont pas été virés étant même protégés par la CGC dans certains cortèges comme à Strasbourg.

## *Ça bouge aussi dans les petites agglomérations*

Fait notable, la mobilisation ne se concentre pas sur les grandes agglomérations, il y a un dynamisme et un taux de participation très remarqué dans les petites et moyennes villes, avec actions conviviales et symboliques à vocation de sensibilisation. Les gens en ont marre de se déplacer dans des lieux à près de 100 km de leur habitation, ils se mobilisent à juste titre, là où ils vivent. Cela s'explique aussi par le fait que les classes populaires (non cantonnées dans les banlieues des grandes villes) vivent dans les petites villes ou zones rurales, là où la perte de pouvoir d'achat se fait particulièrement ressentir. L'influence du mouvement des Gilets Jaunes dans ces lieux a permis à certain.es de se politiser et de garder le réflexe de manifester.

Mais globalement, les GJ sont faiblement présents dans les cortèges et leur combativité est affaiblie. Ce sont souvent les seuls à prendre la parole en fin de manif. À Strasbourg, sur leurs créneaux, les manifs du samedi, le SO en est venu aux mains avec eux pour les empêcher de prendre la tête du cortège ! C'est vrai que les GJ font mauvaise presse à l'intersyndicale, elle ne souhaite pas faire tomber le gouvernement, elle !

## *Rares secteurs en action*

Mis à part les grosses journées de manifestation, il y a eu peu d'actions (des retraites aux flambeaux à Toulouse, Lille, etc) et si elles ont lieu, elles sont ponctuelles et très verrouillées. On peut citer par exemple le blocage du port de Bayonne le 21 janvier, avec quelques militant.es des syndicats LAB (syndicat des travailleurs abertzale), FSU et CGT laquelle a tenu à tout canaliser et contrôler.

Dans le secteur de l'énergie on parle de 40 à 45 % de grévistes et des actions ont été annoncées : rétablissement du gaz et de l'électricité dans les foyers modestes, basculement au tarif heure creuse pour que certains bénéficient de réduction, voir gratuité pour les hôpitaux. À Beynes, le dépôt de gaz Storengy a fait grève sur les grosses journées et à Poitiers, le secteur de l'énergie a même pris la tête de cortège avec entre autres les salariés de la centrale de Civaux.

Dans les transports, ça s'arrête aussi. On estime de 35 à 45 % le nombre de grévistes à la SNCF, dans la plupart des coins, aucun TER n'a circulé les journées de grosses mobilisations. Mais s'il y a eu un fort taux de grévistes, ceux-ci n'ont pas ressenti le besoin de se rencontrer et ont délaissé les AGs de cheminots (quelques dizaines de personnes dans la plupart des villes). Et c'est une tendance générale, en opposition aux mouvements précédents, cette fois, les AG post-manif ou dans les boîtes sont squelettiques et ne décident de rien. Même intersyndicales, elles ne peuvent qu'acter des décisions déjà prises au niveau national.

La jeunesse est peu présente, mais si c'est le cas, elle est dynamique, essaye de prendre la tête du cortège et affiche sur ses pancartes des mots d'ordre un peu plus larges que les retraites, comme le souci de l'environnement, du féminisme, des droits LGBT... Au niveau des facs, la mobilisation peine à se mettre en place. Déjà les cours ont encore lieu en distanciel dans la plupart d'entre elles du fait de bâtiments délabrés et d'absence de chauffage (!). Et dans les villes où il y a eu des tentatives d'AG voire de blocage (Brest, Strasbourg...), la police est intervenue dès le départ pour y empêcher toute expression politique. Pourtant la réforme des retraites pose des enjeux intergénérationnels (ce sont les jeunes qui vont payer les retraites avec leurs cotisations).

Dans les villes de classes moyennes comme Poitiers ou Strasbourg, les secteurs du tertiaire (soignants, administratifs...) ont été très représentés dans la rue.

Aucun secteur ne semble vraiment en pointe, le mouvement apparaît lent à démarrer, il



semble que chacun attende de pouvoir se greffer sur ou de profiter d'un secteur qui serait plus combatif. En attendant, toute initiative de solidarité entre les différents secteurs est la bienvenue !

## L'union sacrée

Une des caractéristiques du mouvement est l'union des huit grands syndicats. Mise en avant partout, par l'intersyndicale elle-même, mais également dans tous les médias, c'est une grande première, cela n'avait même pas été vu en 1995. Pour y arriver les syndicats se sont posés 2 règles minimales :

- un mot d'ordre unique « pas de recul de l'âge, ni 63, ni 64, ni 65 ». Exit donc ceux qui veulent un retour aux 60 ans !

- le choix de la tactique du nombre, de la masse. Le but (réussi pour le coup) est de rassembler un maximum de gens dans la rue en toute tranquillité. En effet, il faut s'aligner sur les méthodes des plus réformistes notamment de la CFDT. Laurent Berger est contre toute violence, mais avec une définition très large de la violence, paralyser le pays étant jugé extrêmement agressif pour lui.

Les manifestations paisibles qui en découlent obtiennent ainsi une bonne note dans les journaux télé et un regard bienveillant de la petite bourgeoisie... mais elles risquent fort de ne provoquer aucun recul du gouvernement.

La peur de perdre leur image de force crédible et réfléchie (en comparaison aux pitreries à l'assemblée) met les syndicats en position d'attentisme. On se calque sur l'agenda du gouvernement, on attend que le parlement vote au lieu de faire pression sur les députés, on décide de ne rien faire entre le 16 février et le 7 mars histoire de ne pas trop perturber les départs en vacances, on n'apporte aucune parole politique dans les rassemblements afin de ne pas faire s'effriter le vernis de l'unité syndicale. Et surtout, on n'appelle pas à une vraie grève générale, reconductible dans la durée.

## Vaut-il mieux être nombreux ou actifs ?

Chez les personnes peu habituées aux cortèges ou peu militantes, il y a une « confiance » dans les syndicats et l'idée de pouvoir « gagner tous ensemble » avec des cortèges pacifiques et bon-enfant.

En ces temps de crise et d'inflation, quand en plus le gouvernement tient en permanence des discours méprisants, force est de constater que les syndicats représentent encore des repères privilégiés. Tous lorgnent vers l'intersyndicale, ses dates et ses consignes, attendant un go pour la grève ou un durcissement... mais la pendule tourne et tout sera terminé le 23 mars.

De notre côté, nous sommes plus pessimistes face à l'excès de prudence des syndicats, la stratégie des manifs saute-mouton n'a jamais fait ses preuves si ce n'est pour épuiser physiquement et financièrement, les appels au 7 mars semblent des vœux pieux. Si l'opinion est favorable c'est parce qu'on est sur un minima (non aux 64 ans)



Manifestation pour les retraites du 31 janvier à Strasbourg

et tant que l'intersyndicale ne donne pas son aval, il n'y aura probablement pas de reconductible.

De toute façon qu'attend-on des bureaucraties syndicales ? Des manifestations massives, mais sans échange, sans prise de contact, sans fond politique servent-elles à quelque chose ? Bref, les syndicats ont-ils envie de se battre contre le projet de société de Macron ou de l'accompagner ?

Comment casser l'opinion répandue qu'il suffit d'être nombreux à défiler pour gagner, ou qu'il faut privilégier le dialogue social ? Le gouvernement se fout complètement d'une massification sans blocage de l'économie, sans occupation !

## Alors, on s'organise ?

S'il y a clairement une déception face à l'intersyndicale et le fait que rien ne doit déborder au nom de l'unité, cela doit nous pousser à nous organiser et à agir en parallèle des syndicats. Pourquoi ne pas se rencontrer ? Commencer la grève pour commencer à débattre ensemble et planifier des actions. Créons des collectifs, trouvons des lieux pour se rassembler, discutons et entrons vraiment en lutte. Les premiers intéressés doivent garder le contrôle sur le mouvement, réfléchir à ce qu'il faut bloquer, voire saboter !

Le rôle des centrales syndicales reste trop souvent de défendre le travail et pas les travailleurs ! Et c'est bien vers là qu'il faut s'orienter : repenser le travail encore bien trop souvent considéré comme une valeur.

Le report de l'âge légal à 64 ans aura des conséquences sur nos vies, mais c'est presque anecdotique quand on cherche à penser un autre modèle de société et quand on combat le capitalisme. Il est temps d'élargir le débat à la thématique du rapport au travail, combien de temps certes, mais surtout comment on bosse ? Pourquoi ? Pour qui ? Il nous semble important de discuter des conditions de travail et de sa pénibilité, des fins de mois qui sonnent creux, que tous les mécontentements ressurgissent. À quoi sert

notre travail ? Enrichir les bourgeois, faire tourner des entreprises polluantes, augmenter le capital privé... Il est nécessaire de repenser les conséquences du travail et de la production non seulement sur nos corps, la société, mais aussi l'environnement. Évidemment que dans une société orientée vers la consommation, on nous incite à travailler plus. L'objectif doit être de travailler moins, non seulement pour réduire le productivisme, mais aussi nous libérer du temps pour des activités bénéfiques à la société, du temps pour nos enfants, nos loisirs, notre épanouissement personnel. Après le COVID, les gens se sont rappelés qu'il pouvait y avoir une vie en dehors du monde du travail sans être productif. Mais, pour le moment, il y a peu d'alternatives ou de projets politiques proposés, il faut y réfléchir ensemble et ce ne sera possible qu'au sein d'un mouvement social !

Tous les mythes autour du travail doivent s'effondrer : travail émancipateur qui libère, le « travailler plus pour gagner plus » de Sarkozy, la « fierté ouvrière » opposée à « l'assisté » de Fabien Roussel.

## Et tous en grève le 7 mars !

Puisque la question du travail n'est pas discutée par l'intersyndicale, la question du « non-travail » et donc de la grève n'est qu'évoquée du bout des lèvres. « La grève ne se décrète pas » « on peut faire d'autres initiatives tout aussi bénéfiques parfois symboliques » indique Laurent Berger.

Alors le 7 mars, pas le choix, même si du côté de l'intersyndicale c'est nébuleux. Grève générale ? Reconductible ? Arrêt du pays ? Dès le 7 ? Le 7 et le 8 ?

Si on ne veut pas que cela se termine par des aménagements de quelques articles, il faut imposer un rapport de force dès maintenant avec le gouvernement et avec l'intersyndicale s'il y a lieu !

**ocl strasbourg**





# INSUBORDINATION



L'essentiel de l'actualité des luttes de salarié.es en France est rythmé par la lutte contre la contre-réforme des retraites BORNE-MACRON. Évidemment les journées d'actions et de manifs hebdomadaires ne suffiront pas. Si comme en 2019-2020, le mouvement social multiplie les initiatives locales (retraites aux flambeaux, rassemblement devant les permanences de députés, relance des caisses de grève, AG interpro etc.), la question est maintenant de monter le rapport de force de plusieurs crans. Certains ap-

du réel ne semble pas affecter les grévistes. On peut aussi remarquer les très fortes manifestations en régions, ce qui laisse entrevoir des capacités de luttes sur tout le territoire et non une lutte par procuration.

Il faut se préparer aussi à un contrôle social et une répression à la hauteur de la lutte. Les camarades qui animent le site LA MOUETTE ENRAGEE<sup>(1)</sup>, nous font part de la collusion entre les patrons et la police. Rien de surprenant certes,

pels dans les transports, dans l'Éducation, l'Énergie, laissent espérer que le durcissement du discours de l'intersyndicale se traduira non seulement par un arrêt du pays, mais par le blocage de secteurs stratégiques pour le capitalisme et une généralisation de la grève reconductible. Nous y verrons plus clair à partir des 7 et 8 mars.

On peut relever quelques raisons d'espérer. Si les médias parisiens sont toujours à la recherche d'une baisse de la mobilisation dans les manifestations, ce déni

mais l'occasion de politiser, de poser le débat sur le rôle de la police, au-delà de l'entre-soi radical.

Les réunions concernant les contre-réformes des retraites font apparaître des questionnements porteurs d'espoir. L'inégalité salariale femmes/hommes est aujourd'hui plus largement visible. La question des salaires (via le financement via les cotisations sociales <sup>(2)</sup>) resurgit encore. L'injustice et le manque à gagner pour les comptes de la Sécu sont mieux ancrés dans les esprits. Reste à aborder frontalement la question de la répartition des richesses...

Et puis celles/ceux qui pronostiquaient un désintérêt des jeunes salariés (déjà frappés par la réforme Touraine Hollande) en sont pour leurs frais. Le débat sur la pénibilité fait resurgir la souffrance au travail liée aux diktats des managers et à la perte de sens du boulot (liée aussi à la perte des moyens de faire son boulot correctement). Pour beaucoup le travail est une galère. Repousser de 2 ans l'âge de départ à la retraite (retraite vécue comme une libération) est insupportable. S'il est difficile de savoir ce sur quoi déboucheront ces débats, ils sont potentiellement très politiques en termes de conscience de classe.

1. <https://lamouetteenragee.noblogs.org/post/2023/02/12/a-boulogne-sur-mer-patrons-de-la-maree-et-policiers-font-main-basse-sur-la-ville-combien-de-temps-allons-nous-encore-accepter-cela/>

2. On lira avec intérêt le livre de B. Friot « PRENONS LE POUVOIR SUR NOS RETRAITES ».







### Les travailleurs sans papiers

On relira l'interview parue dans le dernier CA, ainsi que l'article concernant la grève de 2019 <sup>(1)</sup> sur le site de l'OCL. Les camarades multiplient les présences tant dans les manifs pour les retraites, que les rassemblements devant l'Inspection du travail. Dans le 94, ils sont (avec Solidaires 94) à l'origine de la relance de 2 dynamiques unitaires (« Bouge ta pré » et lutte contre la future loi Darmanin).

### Toupargel les salariés sacrifiés

La société Grand Frais/Toupargel/Place du marché vient d'être liquidée par son actionnaire principal les frères Bahadourian.

Les salariées se battent pour obtenir des indemnités extra-légales de Bahadourian et de l'État. Pour le moment, rien ne bouge et les salariés occupent les sites (en bloquant le départ des marchandises) : Chalon-sur-Saône, Argentan et encore un autre. Elles et ils ont manifesté devant plusieurs magasins/galeries marchandes où Place du marché/grand Frais est implantée. L'idée de vendre directement leurs produits est dans l'air. A nous de les aider.

### De l'argent, il y en a dans les caisses du patronat

400 millions d'euros de dividendes chez

Décathlon ! Les salariés ont débrayé dans plusieurs magasins pour demander une hausse de salaires. De leur côté les salariés de la banque LCL ont fait grève pour des augmentations de salaires et une amélioration des conditions de travail. La banque devrait avoir des résultats d'entreprise autour du milliard d'euros en 2022. Oxfam a publié un rapport qui montre qu'en 2020, les 1% les plus riches ont capté les 2 tiers des richesses produites dans le monde.

### Des luttes il y en a, même quand les médias n'en parlent pas.

Grève reconductible chez Grid Solutions (filiale de General Electric) sur le site de Villeurbanne <sup>(2)</sup>.

3 militants CGT sont en cours de licenciement (site de Le Trait et de Montpellier) suite au mouvement social sur un laboratoire de Sanofi. 6 % de licenciements prévus chez Spotify sous la pression des actionnaires.

### Pour des augmentations de salaires, grève sur le réseau de bus TAC d'Ardenne Métropole.

Victoire chez Faurecia (équipementier auto dans les Vosges). Après 5 jours de grève, les salariés ont obtenu 6% de hausse de salaires.

Mobilisation des infirmières et des auxiliaires de puériculture au service de néonatalogie de l'Hôpital Delafontaine à Saint Denis. Le manque d'effectifs reste criant. Début février, les professionnels de la petite enfance se sont mobilisés pour une revalorisation des salaires, l'amélioration des conditions de travail et l'abrogation de la réforme de la petite enfance.

Jeudi 2 février, Sud Santé Sociaux et la CGT organisaient une manifestation des salariés du secteur médico-social à Paris, pour exiger de meilleures conditions de travail. Dans leur ligne de mire : le destin de la future convention collective du secteur et la prime Ségur. Les 25 et 26 mars, la rencontre nationale du travail social en lutte aura lieu à Lille.

Grève reconductible chez Védif en Ile de France. Veolia Eau d'Île-de-France (Védif) est le délégataire du Syndicat des Eaux d'Île-de-France (SEDIF) en charge du service public de l'eau potable pour le compte de 150 communes, soit 4,7 millions d'habitants. Védif a réalisé 23 millions d'€ de bénéfices en 2022. Les salariés ont eu le droit à 1,8% d'augmentation... Ils réclament des augmentations et primes.

1. 2019 La victoire des travailleurs sans-papiers de Chronopost sur le site de l'OCL.

2. Cagnotte sur cotizup

### Tunisie : grève contre le pouvoir et le FMI

Grève pour les salaires et les conditions de travail. Mais aussi contre les projets de privatisations. Contreparties exigées par le FMI (Fond Monétaire International : bras armé du capitalisme mondialisé). Cession d'entreprises publiques, levée graduelle des subventions sur les produits de première nécessité, baisse de la masse salariale dans la fonction publique. Cela s'ajouterait à une inflation galopante : alimentation, carburant, médicaments (+88 % pour le blé dur, + 125% pour les huiles végétales, + 99% pour le sucre). La réponse de l'État Tunisien ne s'est pas fait attendre : le secrétaire général de la centrale syndicale UGTT, Anis Kaabi, a été arrêté.

### Allemagne : des grèves historiques pour les salaires

Les profits de Deutsche Post DHL Group se sont accrus de 2 milliards d'€ en 2022. L'inflation tourne à 10%. Les salariés du privé comme du public qui bossent dans ce secteur réclament 15% d'augmentation pour les postiers. Le mouvement s'étend à l'ensemble des fonctionnaires qui revendiquent 10,5%. En plus de l'inflation, le ras le bol de la précarité et du travail de nuit

sont les moteurs d'un mouvement plutôt nouveau en Allemagne.

### Royaume Uni : la lutte continue

Postiers, cheminots, infirmières, fonctionnaires, profs. La colère sociale reste vive. Reste à coordonner ce mouvement social, sans attendre les consignes d'en haut <sup>(3)</sup> ...

On notera aussi le débrayage de centaines d'employés d'Amazon UK pour obtenir de meilleurs salaires.

### Zimbabwe : les infirmières en lutte

Depuis des mois les infirmières se battent pour leurs salaires et leurs conditions de travail. Le président Emmerson Mnangagwa vient de signer un décret interdisant les manifestations organisées par les travailleurs de la Santé. Les travailleuses de la Santé réclament un salaire vital de 500€.

### Un million de manifestants à Madrid pour défendre le système de santé public

Un million de personnes ont défilé, dimanche 12 février, à Madrid pour la défense du système de santé public de la région, miné depuis des mois par le manque d'effec-

tifs et de moyens, selon les organisateurs du défilé. La préfecture en a, quant à elle, dénombré 250 000.

Les manifestants, parmi lesquels figuraient de nombreux membres du personnel soignant, se sont retrouvés dans différents quartiers de la capitale espagnole, avant de converger vers la mairie derrière des banderoles proclamant « La santé ne se vend pas, elle se défend ».

La manifestation, organisée par des collectifs d'habitants, est la troisième de grande ampleur depuis trois mois dans la capitale espagnole, après celles du 15 janvier et du 13 novembre, qui avait rassemblé 200 000 personnes, selon la préfecture.

Elle coïncide avec une grève entamée le 21 novembre dans les hôpitaux de la capitale à l'appel du principal syndicat de médecins de Madrid (Amyts) pour réclamer de meilleures conditions de travail et des augmentations de salaire.

Insubordinationsalariale@protonmail.com

16 février 2023

3. Cf CA février 2023.

Sources, en plus des organisations citées dans le texte : rapportsdeforce.fr ; laboursolidarity.org ; revolutionproletarienne.wordpress.com ; facebook.com/luttesinvisibles ; Humanité ; Le Monde.

# Un bloc féministe révolutionnaire à Strasbourg

*Le BRIF (Bloc Révolutionnaire Insurrectionnel Féministe) est un collectif féministe strasbourgeois en non-mixité choisie (c'est-à-dire sans homme cis).*

1. Pour neuro-atypiques, ce qui inclut toute personne ayant un fonctionnement neurologique différent de la norme comme par exemples les personnes autistes, dys ou ayant des troubles de l'attention.



@photo\_tf

Pensé à l'origine comme un bloc de manif, il a été constitué avant l'été 2021 par des personnes issues de différents collectifs et qui se retrouvaient à chaque manifestation pour former un bloc féministe. L'objectif principal était alors de mutualiser les efforts, notamment de communication, pour s'organiser entre collectifs afin de former et de donner de la visibilité à ce bloc féministe. En gagnant en forces, le BRIF a glissé doucement de bloc de manif à porteur ou co-porteur d'événements, tels que la Marche de Nuit en mixité choisie organisée en mémoire des 13 Rosas et de toutes les victimes du patriarcat le 5 août 2021.

Avec la mise en veille d'un certain nombre de ces collectifs et le fait que de plus en plus de gens rejoignent individuellement le BRIF, la pertinence de se constituer réellement en collectif est apparue clairement au printemps 2022. Le collectif ainsi formé a pu porter des événements de plus grande ampleur comme l'organisation de la manifestation du 8 mars ou un week-end de projection/discussion/rassemblement en défense de l'IVG.

Le BRIF est une structure mouvante dont les contours se modifient en fonction de ses actives et actifs sur la base de valeurs communes. Nous nous rassemblons tou·tes autour d'une critique radicale et écologique du patriarcat capitaliste et un besoin d'agir concrètement, à notre échelle, contre celui-ci. Notre féminisme est intersectionnel, c'est-à-dire qu'il ne fait pas sans les personnes racisées, queers, trans et /ou non-binaires, handis dont

neuroA <sup>(1)</sup>, TDS (Travailleuses Du Sexe), précaires. Nous sommes radicalement pro-choix : nous réclamons le droit à tous et toutes de disposer de son corps, quelque soit le sujet (IVG, port du voile, transitions pour les personnes trans, travail du sexe, ...). Enfin, nous sommes attaché·es à prendre soin les un·es des autres au sein de cette structure militante et à faire des moments d'ateliers, de confection de banderoles par exemple, des moments de care et de construction de la confiance mutuelle.

Ces valeurs se traduisent dans une implication dans des actions directes contre les événements anti-choix et fascistes qui se déroulent à Strasbourg. Dans les derniers mois, nous avons ainsi participé avec le STRASS à un piquet devant le colloque putophobe organisé par la ville et tracté contre le Forum "Bioéthique", qui est notoirement eugéniste. Le droit à l'IVG est de plus en plus menacé, et cela s'est traduit à Strasbourg par la tenue d'interventions anti-avortement organisées au Parlement Européen par un lobby anti-avortement en novembre et l'organisation d'un cycle de conférences par l'association anti-IVG Alliance Vita au mois de janvier. A chaque fois, le BRIF était présent dans la rue, aux côtés d'autres organisations féministes, pour lutter contre la diffusion de ces idéologies mortifères.

En tant que militant·es impliqué·es dans les luttes sociales et d'émancipation au sens global, nous travaillons régulièrement avec d'autres associations et collectifs locaux.

Nous avons par exemple mis en place des sessions d'auto-formation sur les questions de défense collective avec l'Association musicale et engagée AIM Strossburi et avec le syndicat anarchiste de la CNT 67 (Confédération Nationale du Travail) afin de mettre en commun et en partage des outils sur le thème de la répression pour mieux y faire face. Cela s'est traduit par la mise en route d'un cycle de projections cet automne à la Maison Mimir avec la projection d'un film abordant les techniques policières en garde-à-voir. Cette soirée qui a rassemblé un public mixte et nombreux a été une occasion pour nous de croiser nos expériences, de collecter des témoignages et d'avoir des échanges très intéressants avec les personnes présentes.

A côté de ce type d'événements, nous avons aussi pris le parti ces derniers mois d'être un réseau de soutien actif dans les luttes locales de femmes afghanes, iraniennes ou kurdes que nous avons principalement rencontrées en manifestation. Par exemple, nous avons participé à l'affichage et au tractage en amont des événements de ces différents groupes et été présent·es à chacune des manifestations et rassemblements organisés pour répondre aux urgences liées à l'actualité. Soutenir les camarades exilé·es, c'est déjà aller à leur rencontre, partager des temps de discussions et de réunions, trouver des points communs sur les luttes locales et internationales en cours, tout en restant à l'écoute d'une parole singulière, et s'ouvrir à d'autres modes d'actions, par exemple locale-



ment, à la performance artistique. Nous avons également multiplié les échanges avec nos camarades kurdes pour les soutenir dans les épreuves qui les ont touchées ces derniers mois, mais surtout pour continuer d'affirmer que le combat contre le patriarcat doit rester au centre de nos luttes afin de changer dès maintenant le système et les mentalités ici comme ailleurs.

En parallèle des actions, nous proposons en interne du BRIF des temps d'éducation populaire, afin de continuer à réfléchir et à co-construire ensemble nos outils militants et nos perspectives politiques, mais aussi de permettre à chacun-e des personnes qui nous rejoignent d'apprendre à se connaître et à participer à son échelle.

Des temps d'arpentage (lectures croisées et partagées de textes sur un thème) sont ainsi mis en place afin d'avoir des supports communs, de s'offrir des temps conviviaux pour les explorer au rythme de chacun-e. Nous participons également à d'autres espaces de rencontres militantes comme les rendez-vous des cafés libertaires qui permettent d'aller à la rencontre de nouvelles personnes, ou encore en participant directement à des concert et événements engagés locaux. Enfin, depuis plusieurs mois nous participons activement à une coordination féministe en mixité choisie, l'« Assemblée Féministe de Strasbourg », qui permet d'organiser des cortèges féministes au sein des manifestations et de co-

construire des actions d'ampleur en lien avec les autres groupes militants.

Notre féminisme est mobile avec des bases qui nous permettent chaque jour de ré-inventer de nouveaux contours, permettant de s'immiscer partout, et c'est tant mieux, car, c'est le constat de base, le machisme se trouve lui aussi partout. Nous ne lui laisserons aucun répit, tant que possible, on avance ensemble, on se re-construit à plusieurs, et on continue de bâtir des rapports de force en essayant de ne pas reproduire des structures viriles et mortifères que nous cherchons dès maintenant à abolir.

**BRIF - Bloc Révolutionnaire Insurrectionnel Féministe Strasbourg**

# FÉMINISTES !

## Luttes de femmes, lutte de classes

**Suzy Rojzman** (Dir). Editions Syllepse. 11-2022- 358 pages dont 12 de documents et photos.

*Ce livre tombe à pic dans un moment où le féminisme a le vent en poupe à travers de multiples collectifs, suscitant aussi de nombreux et parfois houleux débats. Voilà donc un titre bien pensé et qui va droit au but : oui le féminisme et la lutte des classes s'accordent très bien !*

### Histoire d'un mouvement et d'un courant

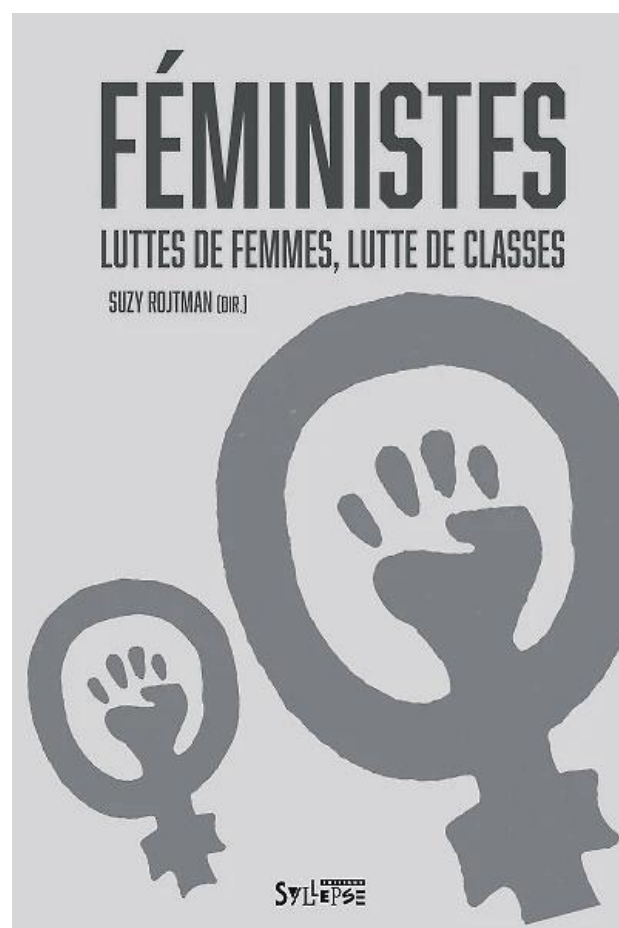
Retour donc sur un aspect essentiel de l'histoire du mouvement foisonnant des femmes nées après 1968, en 1970 avec le MLF, en France et Outre-Mer jusqu'à nos jours, mais si peu écrit et pensé. L'intérêt aussi de ce récit à la fois concret et analytique est sa forme collective puisque Suzy Rojzman a fait appel à une trentaine de contributrices féministes du courant dit « lutte de classes », engagées dès 1970 sur le terrain des luttes d'entreprises et de toutes les causes féministes, certaines universitaires, connues ou pas, et la plupart toujours là ! « Des sources inestimables » selon Suzy.

Ce livre s'appuie aussi sur trois colloques organisés en 2010 et 2018 par le Collectif National pour les Droits des

Femmes, dont Suzy est la porte-parole. Le dernier colloque abordait : « où en sommes-nous du féminisme lutte de classes et antiraciste, la consubstantialité, l'intersectionnalité, et le retour aux origines ».

Les trois premières parties du livre sont chronologiques : la décennie 1970, la tendance lutte de classe de 1981 à 1995, puis de 1995 à nos jours, cela permet de se resituer dans le temps, de découvrir les groupes femmes de quartier et d'entreprise, les grèves notamment dans les banques, à Renault, aux Chèques postaux, à Lip, à l'hôpital avec les infirmières, dans l'immigration, parmi les populations colonisées ou ex-colonisées.

Le récit revient évidemment sur la formidable lutte unitaire pour le droit fondamental à l'avortement avec le



MLAC dès 1972 (jusqu'à son remboursement en décembre 1982) notamment dans les entreprises, mais aussi sur d'autres questions d'importance comme le Collectif féministe contre le racisme, le Collectif féministe contre le viol, les droits des lesbiennes trop longtemps ostracisées - malgré le groupe Les Gouines rouges et les écrits de Monique Wittig dès 1969 -, les initiatives marquantes comme la Maison des femmes à Paris, les États généraux sur les femmes dans le travail, la lutte

contre l'extrême-droite.

On re-découvre aussi différentes coordinations sur ces thèmes, la place complexe des syndicats et des partis dont certains mettront un certain temps à prendre la mesure de l'incontournable féminisme, puis le creux institutionnel des deux septennats de Mitterrand pendant lesquels le mouvement lutte de classes a assuré la continuité des luttes.

N'oublions pas la presse féministe florissante, souvent à l'initiative de certaines organisations d'extrême-gauche impliquées dans le mouvement (dont la LCR, Révolution ! Le PSU) : Le Torchon brûle, Les Cahiers du féminisme, Questions féministes (lancée par Christine Delphy) et d'autres.

Le livre nous replonge aussi dans le mouvement social de l'hiver 1995 contre une réforme des retraites avec des cortèges féministes très importants, sur fond de paralysie des transports et des centres de tri (clin d'œil d'actualité!). Et c'est la naissance du CNDF (Collectif National pour les Droits des Femmes) en janvier 1996, avec des Assises nationales début 1997 réunissant 2000 femmes pour établir une plate-forme revendicative très complète. Un chapitre important du livre relate ses différentes positions et actions sans occulter les divergences notamment concernant le voile, ou le système prostitutionnel. Dès 1997, les journées intersyndicales femmes voient le jour chaque année à partir du travail en commun du CNDF et des syndicats (surtout CGT et Groupe des Dix puis Solidaires). La Marche mondiale des femmes initiée au Québec en 1998 aura un fort retentissement en France et en Europe dès 2000. Plus proche de nous, les luttes des assistantes de vie scolaire et celles des femmes Gilets Jaunes sont aussi relatées.

### ***Des débats abordés de front***

La quatrième partie du livre, après avoir abordé l'influence du mouvement féministe aux États-Unis, aborde les questions épineuses, complexes et récurrentes dans le mouvement féministe dont celles de l'intersectionnalité opposée au féminisme universaliste avec un autre angle de vue possible, notamment celui de Danièle Kergoat. L'autrice réfléchit sur la pertinence de la notion de « lutte des classes » pour se réemparer du concept de féminisme universaliste et de celui de consubstantialité : en prenant en compte de façon centrale les rapports sociaux de

sexe imbriqués aux rapports sociaux de classe pour une réelle émancipation, car « additionner » simplement les dominations ne permet pas de penser les révoltes des dominés.

Un autre chapitre interroge de façon pertinente et précise « la revendication d'une pornographie féministe, subversion ou soumission à la domination masculine ? » avec le regard du féminisme universaliste s'interrogeant sur le glissement de la pornographie à la pornographie féministe. Celle-ci serait un moyen de modifier une vision dégradante, une sexualité violente, comme norme sociale chez les jeunes, tout en la présentant comme une question d'égalité et d'autonomisation des femmes pour favoriser la libération sexuelle, s'inscrivant dans un registre libertaire. Mais pour le féminisme universaliste qui constitue le fil directeur de ce livre, « la pornographie féministe contribue à l'extension de l'industrie dont elle dépend » et s'interroge sur la capacité illusoire de « cette pornographie à promouvoir une sexualité égalitaire et altruiste ».

En pré-conclusion, faut-il « réduire les enjeux du féminisme à une revendication de liberté individuelle, de choix individuels quitte à renoncer à un projet d'émancipation sociale et de réduction globale des inégalités ? »

Le principe d'égalité est un préalable à la liberté et comme idéal pour le féminisme universaliste, alors que le féminisme relativiste pose le principe de liberté individuelle comme préalable et idéal. Pourtant les inégalités sont construites par le système économique et culturel, entretenues par les classes sociales, les privilèges, les stéréotypes et rendent la liberté individuelle illusoire dans ce cadre.

### ***Conclusion***

La conclusion générale du livre revient sur les débuts du mouvement avec une forme d'autocritique de certaines illusions suite à 1968, un questionnement d'un vide de la théorie marxiste concernant la place des femmes, vide qui a largement été comblé depuis, car les féministes lutte de classes ont largement évolué, ont bousculé leurs organisations. Et malgré les difficultés, des victoires ont été remportées notamment sur l'avortement, la construction de collectifs féministes unitaires et pérennes, le dévoilement des violences sexistes, la prise en compte et la défense des combats pour les droits des femmes au travail. À noter cependant le manque

d'investissement pour l'écologie.

Aujourd'hui, une nouvelle vague de forces féministes jeunes recompose le mouvement féministe : #MeToo, #BalanceTonPorc, Noustoutes, de nouveaux groupes locaux, les Colleuses, notamment sur la question des violences en pointe des luttes féministes, mais peinant à obtenir du concret efficace, dévoilant le poids immense de l'idéologie patriarcale au sein de la justice. Même si le patriarcat est largement pointé à de nombreux niveaux, les mobilisations sont plus difficiles au travail, les préoccupations sociales sont rarement prioritaires dans le mouvement en général, la division n'arrangeant rien. La grève féministe internationale du 8 mars (au travail salarié et à la maison) proposée au départ par le mouvement unitaire On Arrête Toutes et impliquant les syndicats, a du mal à prendre depuis 2016 mais pourrait surgir comme en Espagne à l'occasion de la énième contre-réforme des retraites de 2023.

**Fab**



## Carte des 15 000 places

# Construire des prisons pour enrayer la criminalité, c'est comme construire des cimetières pour enrayer une épidémie

**D'ici 2022, 7000 places en détention devaient être livrées et les chantiers de 8000 autres lancés; 15000 places supplémentaires d'ici 2027. Non à la construction de nouvelles prisons en attendant de détruire les autres.**

Depuis 1987, les programmes immobiliers pénitentiaires se succèdent en France, c'est 30 000 places de prison supplémentaires qui ont été construites, pour un nombre de prisonniers toujours plus élevé : au 1er décembre 72 809 personnes étaient incarcérées. Les conditions de détention sont abjectes ; « les atteintes graves à la dignité et aux droits fondamentaux » sont dénoncées sans effet, la promiscuité, le manque d'hygiène, l'ennui, le vide, les insultes, les violences, parfois la mort...

Pour donner une idée de la survie quotidienne dans une cellule de 9m2, 2 133 détenus dorment actuellement sur un matelas à même le sol, ce qui représente une augmentation de 405% en un an.

Les conditions de détention se dégradent au même rythme que nos conditions de vie.

Sans remonter aux années 80, rien que les dernières lois réglementant le travail, le chômage, l'immigration, le logement, l'éducation, la formation ne font que plonger un nombre croissant de la population dans l'isolement, la précarité, la pauvreté, l'invisibilité. La prison est l'aboutissement de l'ensemble des fonctionnements de la société capitaliste, de la crèche au tombeau. La prison est avant tout un outil de gestion de la pauvreté et de l'insoumission.

Qui retrouve-t-on en prison par conséquence ? Majoritairement des pauvres sans ressource ou vivant de prestations sociales, des ouvriers ou des employés, sans ou avec peu de diplôme(s), des personnes seules, hébergées chez des proches, dans des foyers, des locataires... 60% des entrants en prison sont dans une situation de précarité durable<sup>(1)</sup>.

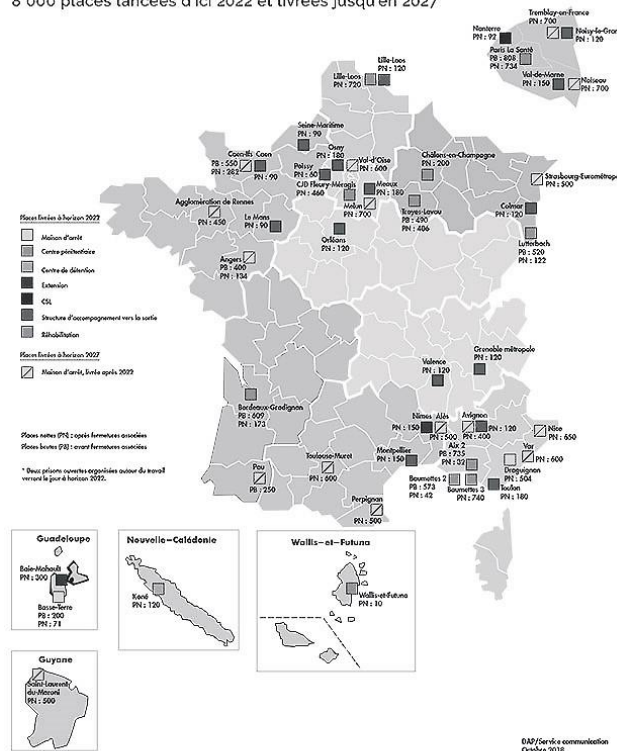
Pourquoi, alors que la délinquance n'a pas augmenté, y a-t-il autant de pri-

sonniers ? C'est parce que les peines sont de plus en plus longues voire éliminatrices, et les aménagements de peine de plus en plus chiches. Plus de la moitié des condamnations n'excèdent pas un an ferme, c'est avant tout pour des délits mineurs que les prisonniers pourrissent en prison. Il faut ajouter à ces chiffres les 170 000 personnes enfermées dehors, contrôlées par l'administration.

Qui est assez naïf pour penser que les 7 000 places de prison construites ou mises en chantier près de chez vous en 2022, et les 8 000 autres prévues à l'horizon de 2027 serviront à désengorger les prisons ou à favoriser l'encellulement individuel ? Elles seront comme les précédentes aussitôt sur-occupées grâce aux institutions policières et judiciaires qui y pourvoient. L'État anticipe et prévoit d'ores et déjà que le nombre de détenus devrait atteindre 80 000 en 2027. L'avalanche de lois sécuritaires richement accompagnées d'armements, de services, de numérique, de structures, sont là pour nous démontrer que le prétendu angélisme du gouvernement prôné par les tenants de l'ordre n'est qu'un mensonge de plus.

L'enfermement a de l'avenir et se diversifie ; le parc pénitentiaire s'étioffe à chaque mandature ; centres éducatifs fermés, prisons pour mineurs, prisons pour longues peines, maisons d'arrêt à régimes différenciés, prisons psychiatriques, prisons de haute sécurité. En ce qui concerne le nouveau projet de la construction de nouvelles prisons c'est plutôt opaque. D'un côté il s'agit d'expérimenter un nouveau type d'enfermement : les structures d'accompagnement vers la sortie, centrées autour du travail et de la formation pour les détenus dont il reste moins de deux ans de peine à pur-

7 000 places livrées jusqu'en 2022  
8 000 places lancées d'ici 2022 et livrées jusqu'en 2027



Ministère de la Justice  
Dossier de presse  
Plan immobilier pénitentiaire

ger. Une sorte de vitrine pour l'administration pénitentiaire pour des détenus méritants triés sur le volet comme à Marseille. De l'autre côté, il s'agit de construire encore des places d'isolement dans des quartiers très sécurisés. Assouplissement des conditions pour les uns et durcissement pour les autres. Pas question de contester, de protester sinon c'est le mouvoir.

Il faut croire que de l'argent il y en a, parce que construire de nouveaux lieux d'enfermement revient très cher et cet argent ne sera pas attribué à des secteurs prioritaires comme par exemple les hôpitaux, les écoles... Le gouvernement débloque 4,4 milliards pour son nouveau plan de 15 000 places de prison supplémentaires, auxquels il faut ajouter le coût des taux d'intérêts des constructions précédentes en PPP (partenariat public/privés).

L'enfermement ne fait qu'aggraver une situation individuelle et collective alarmante. Il nous renseigne sur les objectifs du gouvernement : gérer la pauvreté par le contrôle et l'emprisonnement et prévenir les révoltes qui vont advenir par la répression. S'opposer à la construction des prisons est une nécessité si l'on prétend être anticapitaliste.

Nadia

1. Selon le conseil économique et social.



## Vinci Autoroutes flieque ses «hommes en jaune» qui risquent leur vie

Au début de l'été 2022, avant les premiers départs en vacances, Vinci Autoroutes a lancé une campagne de sensibilisation à la sécurité de ses agents. «Chaque semaine en moyenne, un véhicule d'intervention est heurté sur le réseau», révèle-t-elle. Les chiffres sont effrayants: en 2022, 168 accidents ont impliqué des ouvriers autoroutiers sur l'ensemble du réseau français, 76 véhicules ont été heurtés, quatre agents tués. C'est la première année depuis 2017 que des «hommes en jaune» meurent en intervention.

Face à ce terrible constat, les sociétés concessionnaires ne se contentent pas de sensibiliser les automobilistes. Comme l'a découvert «Médiacités», Vinci Autoroutes, la filiale du groupe de BTP qui exploite la moitié des autoroutes françaises, mène en interne une véritable chasse aux accidents du travail parmi ses agents autoroutiers, entre incitations financières qui posent question et surveillance vidéo... notamment à l'aide de drones !

«Depuis l'accident du 5 avril 2022 où un ouvrier autoroutier a été fauché sur A9 par un poids lourd, la surveillance est permanente, dénonce un représentant du personnel d'Autoroutes du Sud de la

France (ASF), filiale de Vinci Autoroutes. La direction regarde les vidéos des caméras placées le long des voies et des sanctions tombent si l'ouvrier n'a pas respecté précisément la procédure.»

Ce genre de procédure est amené à devenir récurrent sur le réseau ASF : d'après un document confidentiel présenté en comité social et économique (CSE) en octobre 2022, 22 télé-pilotes de drones ont été formés. Les caméras volantes viendront s'ajouter à celles fixes déjà installées sur le réseau, afin de «disposer d'images sur un événement non prévu».

D'après des informations recueillies par «Médiacités» au sein d'ASF, plusieurs licenciements ont fait suite à des procédures disciplinaires dans lesquelles des enregistrements vidéo lors d'interventions de sécurité sont retenus contre le salarié. «Ces pratiques, selon nous, sont illégales. ASF n'a pas les autorisations des administrations compétentes», dénonce un représentant du personnel.

«Les ouvriers sont en permanence surveillés et géolocalisés, dénonce un autre délégué syndical chez Vinci Autoroutes. Ils ne savent plus ce qu'ils ont le droit de faire ou de ne pas faire.» Ces pratiques sont-elles propres à la branche autoroutière du géant du BTP ? Chez SAPN, filiale du groupe Sanef, un représentant de FO assure qu'on «n'en est pas encore à l'usage de la vidéosurveillance, mais les procédures disciplinaires se multiplient contre les ouvriers.»

L'évolution des effectifs et de l'âge des ouvriers autoroutiers les rendent aussi de plus en plus in-

compatibles avec la réalité du terrain. Chez ASF, depuis 2013, le personnel qui intervient sur les voies a diminué de 23%, soit 322 postes supprimés, essentiellement des départs à la retraite non remplacés. Une situation qui n'est pas propre à la filiale de Vinci: depuis la privatisation des sociétés d'autoroutes en 2006, les effectifs ont baissé de 30% en moyenne. Conséquence : les «hommes en jaunes» interviennent de plus en plus souvent seuls, là où ils étaient en équipe de deux, voire trois, il y a encore quelques années.

Sans surprise, les zones d'intervention se sont étendues. Chez Escota (filiale de Vinci Autoroutes qui exploite les autoroutes entre Marseille et Nice), les patrouilleurs d'astreinte couvrent désormais un périmètre de 150 kilomètres, alors qu'auparavant leur secteur s'étendait sur une soixantaine de kilomètres. «Lorsque vous êtes seul, que vous avez plus de 50 ans et que vous devez faire 300 kilomètres dans la nuit pour porter assistance à un automobiliste, cela peut devenir compliqué», estime un délégué du personnel.

De fait, conduire de nuit, courir pour intervenir au milieu du trafic ou sauter par-dessus le parapet pour se mettre à l'abri en cas d'urgence demande une bonne condition physique. Or, d'après un rapport d'expert-comptable présenté au CSE d'ASF, plus de la moitié des salariés, tous postes confondus, a plus de 51 ans et le vieillissement des salariés est particulièrement marqué parmi les ouvriers.

Sources: médiacités.fr

## Pratiques d'espionnage de la police française

### - Contre le collectif Bassines Non Merci

Le porte-parole du collectif Bassines Non Merci, Julien Le Guet a de nouveau été la cible d'un modus operandi de surveillance digne des enquêtes criminelles les plus sensibles. Jeudi 19 janvier 2023, son garagiste a retrouvé un petit boîtier noir méticuleusement dissimulé sous l'essieu avant gauche de son camion. Après vérification, on lui confirme que ce dispositif est un traceur, numéroté «2919», qui permet à la police de le géolocaliser en temps réel.

Ce nouvel épisode du «Watergate du Marais poitevin», débuté en mars 2022 suite à la découverte d'un ensemble de matériel de surveillance militaire devant le domicile du père de Julien Le Guet, confirme l'intensification de

la criminalisation et de la répression des militants écologistes. Après avoir d'abord nié avoir connaissance de ce matériel, la préfète Dubée avait dû avouer piteusement trois jours après la découverte du matériel de barbouzerie, qu'il s'agissait de matériel appartenant à la police nationale.

En à peine un an et demi nous dénombrons déjà plus d'une cinquantaine d'auditions libres de militants, une douzaine d'inculpés avec des dossiers de centaines de pages, une note des renseignements territoriaux et une menace de dissolution des Soulèvements de la Terre, des caméras dissimulées, ou encore des mises sur écoute, filatures, perquisitions et interrogatoires.

### - Contre les Tanneries et le quartier libre des Lentillères à Dijon

Deux dispositifs de vidéosurveillance camouflés dans des boîtiers accrochés au sommet de poteaux électriques ont été découverts

au mois d'octobre 2022. Ils pointaient vers des accès aux Tanneries et aux Lentillères et permettaient de filmer les rues, les zones de parking et les entrées piétonnes des lieux d'activités et de résidence. Ces appareils étaient composés d'une caméra à globe orientable et d'une antenne de transmission des données, ils étaient alimentés par le biais du poteau électrique. Passé le premier moment d'incrédulité, des recherches ont permis d'attester une surveillance de longue durée.

Des photos privées et de google street view permettent d'attester la présence de telles caméras depuis au moins 2019, sur des périodes de plusieurs mois. Après la découverte du dispositif situé au fond de l'impasse des Tanneries, celui situé devant les Lentillères (rue Amiral Pierre) s'est volatilisé sous l'action d'un groupe d'intervention envoyé par les services de renseignement.

Contact: stopsurveillance@riseup.net  
Sources: Communiqués de presse

## 413 milliards d'euros en plus pour l'armée !

Le 20 janvier 2023, le président présentait ses vœux aux forces armées. Et il annonçait un chèque mirobolant pour les militaires. La «loi de programmation militaire» va donner 413

milliards d'euros supplémentaires à l'armée ces 7 prochaines années, soit 57 milliards par an ! L'ordre de grandeur est vertigineux : les dépenses totales de l'État français par an représentent autour de 500 milliards d'euros tout compris. L'armée devient un État dans l'État, dont le budget a doublé ces dernières années,

alors que l'urgence serait d'aller vers le désarmement et la paix. Avec cette somme colossale, Macron annonce vouloir développer «une économie de guerre». Ça fait froid dans le dos.

Rappelons qu'en décembre 2022, Macron faisait passer la loi dite LOPMI (loi d'orientation et de programmation du ministère de l'Inté-



# Brother

## «Malfaiteurs» de Bure: une relaxe quasi-générale en appel

Les juges ont relaxé 4 des 7 militants antinucléaires de Bure (Meuse), poursuivis depuis 2018 pour participation à une manifestation ; une décision qui tranche avec les énormes moyens débloqués par l'État dans cette procédure.

Quatre ans d'enquête, des écoutes, des fouilles d'ordinateurs, une équipe de gendarmerie spécialement missionnée, un juge d'instruction et un procureur mobilisés quasiment à temps plein... Les énormes moyens débloqués — 1 mil-

lion d'euros — dans l'affaire des opposants au projet Cigéo d'enfouissement de déchets nucléaires, à Bure (Meuse), apparaissent démesurés au regard du verdict prononcé ce 26 janvier par la cour d'appel de Nancy (Meurthe-et-Moselle).

Les juges ont décidé de relaxer quatre des sept militants antinucléaires poursuivis depuis 2018. Les trois autres sont condamnés à quatre mois de sursis simple pour participation à un attroupement, avec mention au casier judiciaire. Ils risquaient des peines allant de huit mois de prison avec sursis à douze mois de prison ferme



«Nous sommes soulagés par ces relaxes que nous réclamons depuis trop longtemps», réagit Maître Florian Régley, l'un des avocats de la défense. «Rappelons que l'une de ces personnes relaxée a été privée de liberté pendant sept mois et demi, et que les autres ont eu l'interdiction de se voir pendant trois ans !»

Source: [reporterre.net](http://reporterre.net)

## Collaboration entre le maire de Reims et Thalès

StreetPress a révélé la collaboration entre le pouvoir municipal de Reims et le géant français de la défense, Thalès. À partir de 2021, la police municipale a utilisé un algorithme vidéo utilisant l'intelligence artificielle pour analyser ses ressortissants.

Si vous avez déjà flâné aux alentours de la cathédrale Notre-Dame de Reims (51), vous avez peut-être été analysé par une intelligence artificielle. L'outil «Savari», conçu par le géant français Thalès, a été intégré aux caméras de surveillance de l'agglomération et utilisé par la police municipale, pour une expérimentation d'un an. Le but: repérer automatiquement des regroupements ou des intrusions, et identifier des armes ou des véhicules. À la différence de la vidéo-surveillance classique, ce type d'outil peut conduire à «un

traitement massif de données à caractère personnel, y compris parfois des données sensibles», explique la CNIL (Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés) dans un rapport publié en juillet 2022.

Au grand dam des rémois.es et des élus de l'opposition, Arnaud Robinet, maire de la ville depuis 2014, affilié au mouvement Horizons d'E. Philippe, aurait, très certainement, décidé de cette collaboration avec Thalès lors d'un séminaire (salon des maires et des collectivités locales) pendant lequel les entreprises «marchandes de mort» tiennent des stands pour draguer les élus.

En fait, A. Robinet a anticipé l'article 7 adopté le 24 janvier par le Sénat qui autorise ces expérimentations de caméras dotées d'algorithmes à compter de cette année en vue des JO de 2024 à Paris.

Ce n'est pas un hasard si Thalès a réussi à

vendre son outil à la «cité des Sacres», particulièrement friande de caméras de surveillance. Arnaud Robinet en a fait un argument de campagne. Depuis 2014, pas moins de 218 caméras supplémentaires ont été installées dans l'agglomération rémoise, qui n'en comptait que 36. Le maire adepte de la rengaine sécuritaire a même inauguré en 2016 un Centre de Surveillance Urbain (CSU) au sein de l'hôtel de police où 120 agents observent les images 24h/24 et 7 jours sur 7.

Arnaud Robinet a dû mettre le prix pour acquérir le tout nouveau produit du géant de l'aérospatial. Dans le budget de la ville, pour son second mandat qui a commencé en 2020, pas moins de sept millions d'euros sont dédiés à des investissements pour la vidéo-surveillance et l'équipement de la police municipale.

Source: [streetpress.com](http://streetpress.com)

## Un SDF envoyé en prison pour avoir squatté une maison abandonnée !

Selon un article du «Parisien» paru le 31 janvier 2023, «un sans-abri a été envoyé en prison pour avoir squatté la maison d'une personne âgée partie à l'Ehpad».

Âgé de 28 ans, à la rue depuis plusieurs semaines et en situation irrégulière, ce sans-abri algérien a été condamné en comparution immédiate le lundi 30 janvier à 8 mois de prison par le tribunal correctionnel d'Évry, pour avoir squatté un pavillon vide à Savigny-sur-Orge et pour avoir, auparavant, utilisé un véhicule volé pour y dormir la nuit (précisément pour cette raison il a été condamné pour recel).

La Justice française a donc décidé de punir et d'emprisonner une personne qui a préféré dormir dans un véhicule puis dans une maison vide plutôt que de dormir dans la rue en plein mois de janvier. La Justice

de classe, qui est aussi une Justice raciste, montre une fois de plus son véritable visage: préserver et privilégier la propriété privée plutôt qu'aider les personnes démunies.

Selon le journal du «Parisien», c'est «la vigilance des voisins, chargés par leur voisine partie dans une maison de retraite de surveiller le pavillon, qui a permis de mettre fin samedi à cette violation de domicile»... Alors déjà, ce n'est pas une violation de domicile, puisque la maison était vide et de fait abandonnée. Ensuite, comment s'opposer décemment à l'occupation d'une maison vide par une personne qui sans ça n'a pas d'autre solution que de dormir dans la rue ?

En France depuis 2016, le sans-abri a indiqué lors de son procès qu'avant d'occuper cette maison, il dormait dans une voiture depuis une vingtaine de jours: «Il faisait vraiment trop froid... C'est pour ça que je suis entré dans cette maison. (...) J'ai observé et j'ai vu qu'il n'y avait pas de lumière

depuis 15 ou 20 jours. C'est pour ça que je suis entré. Je pensais qu'elle était abandonnée.»

Il se trouve que cette maison était effectivement à l'abandon, mais la juge, a répliqué: «Mais elle n'est pas abandonnée cette maison ! Elle a une propriétaire et des voisins qui la surveillent. Un jardin en friche ne veut pas dire qu'une maison est abandonnée.» Le jardin en friche, pas forcément, mais une maison vidée et délaissée parce que sa propriétaire est en maison de retraite, si, ça signifie que la maison est abandonnée.

Et tant qu'il y aura des maisons vides et des gens qui dorment dans la rue, le squat sera nécessaire et justifié.

Tant qu'il y aura des gens propriétaires de plusieurs logements, et d'autres qui ne possèdent rien du tout, le squat sera nécessaire et justifié pour combler le fossé des inégalités sociales.

Source: [fr.squat.net](http://fr.squat.net)

rieur). Elle prévoit de distribuer 15 milliards d'euros aux forces de l'ordre ces cinq prochaines années, en plus du budget déjà énorme du ministère de l'Intérieur. Cette loi prévoit la création de 8 500 postes supplémentaires de policiers et gendarmes, 200 nouvelles brigades de gendarmerie, onze nouvelles unités de forces mobiles «spéciali-

sées dans l'intervention rapide», et le doublement du nombre de policiers sur l'espace public.

Le gouvernement français n'arrive pas à trouver 12 milliards d'euros par an pour combler le prétendu déficit du système des retraites mais débloque sans problème des

centaines de milliards pour les forces répressives et militaires. Le gouvernement semble tester jusqu'à quel niveau de mépris et de mensonge il peut aller sans provoquer une explosion généralisée.

Source: [contre-attaque.net](http://contre-attaque.net)

Big Brother

# Immigration et métiers en tension... dans la Santé.

*Le 21 décembre 2022, le ministre de l'Intérieur, a dévoilé son projet de loi sur l'immigration. Si il y est question de la répression d'État contre les migrants en situation irrégulière qui représenteraient une menace pour l'ordre public, le gouvernement entend «en même temps» instaurer de nouvelles cartes de séjour vers les métiers en tension dont ceux de la Santé. Dans ses bonnes intentions, le ministre Darmanin dit rendre la «France attractive» pour l'installation de médecins étrangers formés hors Union Européenne.*



## Néo colonialisme et siphonnage

«Il faut stopper le recrutement massif et à bas prix d'infirmier-es dans les pays pauvres». Tel est le cri d'alerte envoyé par le CII (Conseil International des Infirmier-es), une ONG fédérant plus de 130 associations nationales de par le monde et dont le siège est à Genève. Et l'organisme de dénoncer des accords passés voici peu notamment entre le Royaume-Uni et le gouvernement Népalais pour le recrutement d'infirmières alors que celles-ci sont déjà en nombre insuffisant dans ce pays. Selon le CII, les pays les plus riches (USA, Grande Bretagne, Canada, les pays nordiques, etc) seraient à l'origine de 80 % des migrations d'infirmières internationales. «Il y a dans le monde une baisse de 20 % du nombre d'infirmières travaillant à l'hôpital» explique la présidente du CII. Pour pallier à cette baisse d'effectifs, due à l'âge ou aux démissions liées aux dégradations continues des conditions de travail et du salaire insuffisant, ces pays se tournent vers un recrutement à l'étranger.

Pour ce faire, ils puisent d'abord dans leurs bassins coloniaux évidemment. Le Royaume-Uni se tourne vers l'Afrique ou pays anglophones, la France vers les pays de la francophonie. Ainsi lors d'une conférence à Genève, le directeur général du CII, H. Catton, dénonçait les pourparlers entre le Royaume-Uni et le Ghana. Londres payerait 1000 livres (1140 euros) par infirmière recrutée alors que la Grande Bretagne connaît des grèves historiques dans la Santé avec des milliers d'infirmières et d'ambulanciers dans les rues pour des revalorisations de salaires. H. Catton dénoncera aussi l'accord entre Londres et le Népal. Alors que l'on recense 8 infirmières pour 1000 habitants en Grande Bretagne, on en dénombre 2 pour 1000 au Népal. Des recrutements à bas coût donc !

En France, entre 2002 et 2004, près de 850 professionnelles de santé espagnoles avaient été recrutées, dont 643 infirmières. Fin 2003, 8% s'en étaient retournées et bien d'autres ont suivi les années suivantes. Une infirmière sur 8, soit 3,5 millions, travaillent dans un autre pays que celui de sa naissance

ou de sa formation. En France, face aux dégradations des conditions de travail, 30% des jeunes diplômées abandonnent la profession dans les 5 ans qui suivent l'octroi du diplôme.

On peut noter par ces transactions, la domination colonialiste exercée envers ces pays où l'accès aux soins, déjà limité, tendra à se tarir encore plus pour les populations locales. On mesure là la violence du capital, le cynisme et l'hypocrisie des bourgeoisies nanties qui étranglent les peuples, et qui n'hésitent pas pour prospérer et garder leurs profits à étouffer les populations déjà dépourvues du minimum social et de soins. Cette même violence qui lors de la pandémie du COVID a vu les pays les plus riches s'accaparer les doses de vaccins au détriment du reste de la planète alors que la Santé devrait être un bien commun, une préoccupation mondiale.

## Pour une France attractive

Dans son nouveau projet de loi, le gouvernement prévoit de créer une carte de séjour concernant les professions médicales en tension. En concurrence avec les autres pays occidentaux, il propose d'améliorer l'attractivité que peut offrir la France. Dans le projet de loi présenté le 21 décembre, le gouvernement intègre la création d'une carte de séjour pour ces professionnels. Médecins, sages-femmes, chirurgiens-dentistes et pharmaciens ainsi que leurs familles pourraient résider en France de un à quatre ans à la condition d'avoir été recrutés par un établissement de Santé public ou privé à but non lucratif. Les personnes concernées devront avoir validé des épreuves de vérification des connaissances et avoir l'accord des Agences Régionales de Santé (ARS).

Ex pays colonisateur, la France, pour son vivier de recrutement, se tourne vers les anciennes colonies francophones: Maghreb (Algérie, Tunisie, Maroc ...) puis l'Afrique sub-saha-





rienne.

Il est évident qu'avec les régimes politiques, les conditions de travail, les infrastructures sociales et sanitaires déplorables ou parfois inexistantes dans leurs pays, la tentation est grande pour beaucoup de ces jeunes médecins ou infirmiers de souscrire à ces appels d'offres.

Au Nigeria, la moitié des 72 000 médecins enregistrés exercent en Grande Bretagne, aux USA, voire aux Émirats. Le Ghana a perdu 50% des effectifs médicaux entre 1995 et 2005: en 2016, il ne restait plus que 3365 praticiens soit 1 médecin pour 8500 habitants. En Égypte, plus de 15000 médecins seraient partis. D'après la presse, après l'appel des USA proposant un visa, le ratio médecin/habitant a fortement chuté alors que le pays forme plus de 7000 praticiens par an.

Un rapport paru en 2018 de la fondation «Mo Ibrahim» relate que les États Unis, le Royaume-Uni, le Canada et l'Australie auraient ainsi économisé 4,6 milliards de dollars en formation depuis 2010 sur le dos des universités de médecine africaines.

Le Royaume-Uni économise 2,7 milliards de dollars sur les formations grâce à ce siphonnage de main d'œuvre. Dans le même temps, les infirmières par milliers descendent dans la rue du Royaume-Uni pour lutter contre l'inflation et demander des revalorisations de salaires et l'amélioration de leurs conditions de travail.

En France, ces médecins franco-phones, les « PADHUE »<sup>(1)</sup>, représentent le deuxième contingent de postulants à diplômes étrangers. Les autres sont originaires des pays de l'Est, aujourd'hui dans l'UE. Bien sûr ce siphonnage colonial ne date pas d'hier. Cette nouvelle loi officialisera et encadrera leur précarité alors que cette politique discrète, souvent taboue, perdure dans les hôpitaux depuis les années 70. Déjà en décembre 2000, sous la régence de la gauche plurielle, avec E. Guigou et B. Kouchner au ministère de la Santé et de la Solidarité, ces médecins «PADHUE» dénonçaient leur situation par un fort mouvement

de grève de la faim. Et si certains ont pu être intégrés, la situation n'a guère évolué. Ils restent souvent «faisant-fonction», «praticiens attachés» ou «stagiaires associés».

Selon un rapport de l'OCDE de 2020, la France comptait plus de 24000 médecins formés dans leur pays d'origine, soit 11,5% des effectifs totaux. Le conseil de l'ordre des médecins, indique que leur nombre a été multiplié par plus de 3 entre 2007 et 2022. Ils occupent souvent des postes inférieurs pour une qualification supérieure, ont des rémunérations moindres que leurs homologues français, et voient ainsi des affectations méritées leur échapper. Pourtant, aujourd'hui ces médecins discriminés, dont certains ont obtenu la nationalité française, sont essentiels, indispensables à la survie de certains services ou d'hôpitaux de proximité.<sup>(2)</sup> Sans doute que pour la bourgeoisie, le coût des formations en France est-il moins rentable que le siphonnage médical dans les autres pays?

### ***Pas de petits profits pour la bourgeoisie***

La carte de séjour « attractive », dite «Talent professions médicales et de pharmacie» intégrée dans le projet de loi du ministre de l'Intérieur, n'a pas été sans susciter des réactions. Elle a été dénoncée notamment dans une tribune publiée début janvier 2023 intitulée: «Ne privons pas l'Afrique des ses médecins». Parmi les signataires, des sommités médicales mais aussi des humanitaires et défenseurs des droits de l'Homme. Ils estiment que c'est la formation en France qui doit être améliorée et répondre aux besoins du service de Santé public. Actuellement, 5000 médecins étrangers (PADHUE) exercent dans l'Hexagone et n'ont ni le même salaire ni le même statut ni les mêmes conditions que leurs homologues français. Le professeur Grimaldi, l'un des signataires de la tribune, estime qu'une fois encore la France ne peut piller les compétences scientifiques et intellectuelles du continent africain. «Voilà des gens qui ont été formés par leurs pays et qu'on veut récupérer en France parce qu'on manque de médecins sans se poser la question: « Et leurs malades dans leurs pays, qui va les soigner? » Pourquoi ne transporte t-on pas les malades avec !

De fait, comme on déverse nos invendus, nos déchets... on transporte nos déserts médicaux vers ces pays dé-

jà déficients dans ces domaines. L'OMS estime qu'à moins de 2,3 agents de Santé (médecins infirmiers...) pour 1000 habitants, un pays ne peut couvrir ses besoins en santé primaire.

La Tunisie illustre cette prédation capitaliste. La présidente de l'organisation des jeunes médecins tunisiens, parle «d'hémorragie». Environ 900 médecins ont quitté leur pays en 2021, la plupart pour la France ou l'Allemagne... Avec 14000 médecins, la Tunisie compte 1 médecin pour 1000 habitants, 3 fois moins qu'en France selon la DREES<sup>(3)</sup>. D'après l'INSEE, 2022 la France compterait entre 4,7 et 2,7 médecins pour 1000 habitants selon les disparités territoriales. D'après le secrétaire général des médecins pharmaciens et dentistes de santé publique, «sur les 1200 jeunes médecins tunisiens convoqués à l'examen national de spécialité en médecine familiale, seuls 70 se sont finalement présentés. La plupart des absents ont préféré émigrer à l'étranger».

Évidemment ces migrations de classe sont aussi dues aux réalités politiques et sociales du pays d'origine. Pays décolonisés mais souvent restés sous tutelle, ils manquent cruellement de moyens, d'infrastructures avec un délabrement du système social et de santé local, lorsqu'il existe encore... Le tout sur fond d'autoritarisme et de corruption étatique. Autant de conditions qui poussent, motivent ces couches de la bourgeoisie ou petite bourgeoisie à aspirer à d'autres conditions de travail et de vie ailleurs. Au même titre que l'autre population migratoire de jeunes prolétaires rêve elle aussi d'un Eldorado ou d'un monde meilleur, mais qui parfois échouent sur les rives de la Méditerranée.

La bourgeoisie hypocrite clame vouloir arrêter l'immigration illégale, pourtant c'est en exploitant les ressources matérielles et en siphonnant les ressources intellectuelles qu'elle accroît la misère et la déshérence dans ces pays créant ainsi les conditions des migrations volontaires pour certains ou forcées pour d'autres, qu'aucuns murs autour de l'Europe n'arrêteront. Et, les nouvelles mesures du gouvernement ne changeront rien sinon de livrer «officiellement» les migrants quels que soient leurs statuts à la merci du patronat privé ou de l'État qui trouve là lui aussi une main d'œuvre docile et corvéable.

**MZ Caen le 10 02 2023**

1. Praticien A Diplôme Hors Union Européenne.

2. Voir ou revoir le film «Hippocrate» de Thomas Lilti sorti en 2014 dans lequel Reda Kateb interprète un médecin algérien «faisant fonction d'interne».

3. Direction de la Recherche de l'Étude de l'Évaluation et de la Statistique.

# Dignité et papiers !

## La résistance des migrant-es

### dans la « capitale parlementaire de l'Union européenne »

*« Le développement de ces frontières migratoires poursuit bien d'autres buts que le contrôle des circulations. Le découpage et la fermeture des espaces illustrent à leur manière des rapports de classes, dans la mesure où ce sont bien les décideurs des États les plus riches qui contraignent les déplacements des personnes issues des pays les plus pauvres ; en d'autres termes, les détenteurs d'un certain capital économique et social organisent des règles de circulation qui entérinent un régime de droits différenciés et assignent à résidence toute une partie de la planète, ou du moins l'obligent à se mettre en danger quand elle veut mettre en œuvre son droit à émigrer » (1).*

#### Strasbourg, un « carrefour » de la « Forteresse Europe »

S'il est bien un fantasme partagé par les bourgeoisies européennes et leurs classes politiques au sein de la « Forteresse Europe », c'est la peur de la « submersion migratoire » par « l'appel d'air » que l'extrême droite associe au mythe du grand remplacement (2). Il découle aussi d'une volonté autoritaire de domination et de contrôle sur les corps notamment des plus affaiblis, en somme d'un rapport de classe. Ce sont des éléments à avoir en tête pour comprendre la situation des migrant-es dans la « capitale parlementaire de l'Union européenne ». Ainsi, la question des migrant-es est un sujet sensible à Strasbourg, particulièrement au sein de la « gauche », autant du fait des intérêts de l'actuelle municipalité (EELV/PCF) vis-à-vis de cette problématique, que de la présence de nombreuses structures à caractère social (dont une partie importante est religieuse), mais aussi par la présence du Parlement et de la place géographique de l'agglomération (avec en plus la présence des ambassades).

Le profil des personnes migrantes sur Strasbourg et dans le Bas-Rhin est particulier. Il s'agit de migrant-es provenant en grande majorité des Balkans et de l'Europe de l'Est (Géorgiens, Albanais, Russes, Arméniens) (3). Pour elles et eux, Strasbourg est une « plaque tournante » dans leur parcours migratoire au sein du Grand Est - la troisième région d'accueil en France, un parcours semé d'obstacles dressés par les autorités françaises et la ville. En effet, le manque de places d'hébergement d'urgence et de moyens pour accueillir dignement les migrant-es est criant sur Strasbourg à la fois du fait de l'État et des politiques municipales. Ce sous-dimensionnement de l'aide par

rapport aux besoins dure depuis des années et s'inscrit dans une politique du « mal accueil » (en plus d'un acharnement à ne pas prendre correctement en charge le « sans-abrisme ») décidé à la fois au plus au niveau de l'État mais aussi au sein des équipes municipales successives (4). La conséquence de ce manque d'hébergement chronique, c'est la multiplication des tentes et des camps, ainsi que de la répression qui va avec : dispositifs anti-campement, harcèlement policier, « lacérage » des tentes, mise en danger des enfants et de la vie des migrant-es, problèmes de santé, d'accès à l'eau, etc. Il s'agit de « fatiguer les corps et décourager les esprits » en « fragilisant l'existence », afin de décourager les migrant-es déjà présents sur le territoire, quel que soit leur profil (demandeurs d'asile, sans-papiers, etc.), de se « fixer » dans la rue ou tout simplement de rester, tout en incitant les autres à se tenir hors des frontières de l'Europe (5). Les campements de fortune sont le témoignage d'un contexte dramatique touchant la question du logement et plus spécifiquement de l'hébergement des migrant-es dans l'Eurométropole (hébergement d'urgence mais pas que).

#### Des campements au « camp de la place de l'Étoile »

Les campements (ou les squats comme l'actuel « squat Bourgogne ») ne sont pas une nouveauté dans l'histoire de la ville, à cause de ce qui est fait aux familles migrant-es sans hébergement, aux Roms qui ont été largement persécutés sous la mandature de Roland Ries, et aux sans-abris (6). Ainsi, peu avant l'arrivée de la pandémie de Covid-19, en l'espace de deux ans, c'est une douzaine de camps qui se font évacuer par la flicaille sur Strasbourg sans réelles solutions pérennes

derrière (sauf pour quelques « rescapés »). C'est à la suite de ce harcèlement policier qui s'est accéléré sous l'ère Macron, puis de la mort d'un jeune Afghan en 2019, que deux grands squats sont ouverts, notamment celui qui fit trembler jusqu'à sa fermeture les anciens élus socialistes de la ville : l'Hôtel de la Rue (7). Pour clore ce rapide tour d'horizon historique, il est important d'avoir à l'esprit que la question du « sans-abrisme » arc-bouté à celle de l'accueil des migrant-es est une des raisons principales de la victoire de Barseghian aux dernières élections municipales de juin 2020. Les changements de municipalité ont suscité quelques espoirs au sein de la gauche, des premiers concernés et du monde associatif qui sont rapidement douchés. La maire ira jusqu'à garder les dispositifs « anti-fixation » mis en place par les socialistes (grilles, grillages, etc.). Les quelques miettes lâchées, notamment pour calmer la tension et les électeurs, ne changent rien de fondamental à la situation des migrant-es (ou des sans-abris) (8). Seuls les Ukrainiens pour des raisons géopolitiques vont bénéficier - comme partout en France - de la solidarité à géométrie variable de la municipalité. Par conséquent, la question des campements, de l'hébergement d'urgence et des solutions pérennes, un temps éclipsé par la communication de la ville, la guerre et l'actualité sanitaire, tel un boomerang, revient sur le devant de la scène politique locale. Ainsi, c'est avec l'installation, au mois de mai 2022, d'une quinzaine de tentes de demandeurs d'asile dans un parc situé juste devant les locaux de la mairie de Strasbourg - le parc de l'Étoile - que va démarrer une des plus grosses crises politiques au sein du conseil municipal depuis la fin de l'existence de l'Hôtel de la Rue (9). En effet, contrairement aux

1. Atlas des migrants en Europe, Armand Colin, 2017, p. 22.

2. L'insoutenable « Forteresse Europe », Bernard Ravenel, Confluences-Méditerranée n°5, 1993 ; Atlas des migrations, Éditions Autrement, p. 40-43.

3. S'y ajoute notamment des Afghans et des Syriens, des Erythréens et des « migrant-es européens », Franceinfo 02/10/2019, « Strasbourg : les campements de migrants se multiplient, l'hébergement d'urgence ne suit pas » ; Laureline Coulomb, « Les migrants européens vieillissants dans les rues de Strasbourg », Hommes et migrations, 2015.

4. La « migrantisation du sans-abrisme », ASH-Les numéros juridiques, 2022, p. 16-18.

5. Vivre sous la menace, les sans-papiers et l'État, Stefan Le Courant, p. 88 et p. 90.

6. La Feuille de Chou, 12/12/2014 « Noël à Strasbourg : Le chef de la mission Rom de la Ville demande l'expulsion d'une dizaine d'enfants [...] » ; L'Alsace, 16/11/2017, « le campement de la rue des Cannoniers évacué » ; Rue89 Strasbourg, 03/01/2013, « La vie en suspens des habitants du squat Bourgogne ».

7. Critiqué de toute part, parfois pour de bonnes raisons, souvent pour des raisons douteuses, l'Hôtel de la Rue a permis à 136 personnes d'avoir des solutions pérennes, rapport d'activité 2021, Caritas Alsace, p. 34.

8. La ville se targue de façon démagogique de bien accueillir quelques afghans arrivés suite à la prise du pouvoir par les talibans. Reporterre, 28/08/2021.

9. Rue89 Strasbourg, 31/05/2022.



autres fois et aux autres campements, ces migrant-es primo-arrivants vont décider de résister de façon plus frontale en s'installant dans un lieu « stratégique » pour dénoncer le sort qui leur est réservé.

## Entre le marteau de la préfecture et l'enclume de la ville

Peu à peu ce nouveau campement va grossir et recevoir le soutien des riverains, des associatifs, ainsi que des militants politiques. Jusqu'à plus de 200 personnes dont des Afghans vont y vivre<sup>(10)</sup>. Dans la foulée de l'agrandissement du camp, des réunions vont se mettre en place pour organiser la solidarité, afin de visibiliser plus ouvertement (par des manifestations, des conférences de presse, des rassemblements, etc.) cette situation intenable, le harcèlement des flics et la « politique du chiffre ». Un petit collectif de soutien finit -bon gré mal gré- par voir le jour et se met à pointer ouvertement du doigt les responsables. Suite à ces mises en cause publiques, la ville et la préfecture se renvoient la responsabilité dans un jeu cynique de ping-pong pour essayer de dépolitiser au maximum leurs « exactions » contre les migrant-es. D'ailleurs, l'objectif de la mairie de Strasbourg dans cette affaire a été de ne pas se faire accuser de participer à la politique dissuasive mise en place par l'État tout en y participant. Malgré cette mascarade, les soutiens avec l'aide d'une partie des migrants du camp de l'Étoile réussissent à mettre en évidence sur la place publique l'inaction municipale, ainsi que le tout répressif de la préfecture -hors de l'ouverture d'un gymnase pour éviter des morts sous les fenêtres du centre administratif. Certaines personnes proches des milieux politiques tentèrent bien de jouer une petite musique, comme quoi la municipalité verte fait comme elle peut, que l'on est trop sévère ou trop critique, que la faute en revient seulement à l'État.

Tout cela visait soit à défendre les forces politiques présentes dans l'équipe municipale, soit découlait d'une vision naïve des politiques migratoires françaises et européennes. En réalité, les élus strasbourgeois n'ont fait que s'aligner sur la politique nationale anti-asile en ne s'opposant pas aux politiques gouvernementales. De même, il est clair qu'une partie de cette clique est « acquise à la logique de « l'appel d'air » et cherchent ainsi à dissuader et à freiner l'arrivée des migrants en rendant les conditions de vie sur les campements plus difficiles »<sup>(11)</sup>, alors que l'on sait que les dispositifs d'aides sont saturés, car sous-dimensionnés. La vice-présidente de l'Euro-métropole lors d'une rencontre avec une représentante des migrant-es du camp ira jusqu'à dire : « Mais pourquoi avoir quitté votre pays, si vous saviez comment on allait vous accueillir ». On comprend mieux pourquoi finalement les quelques rencontres entre les représentants de ville et le collectif de soutien du camp seront à couteaux tirés et qu'il n'en est rien ressorti de concret hors de la salubrité publique. La municipalité se permettra à la fois d'humilier les migrant-es du camp de l'Étoile en ne prenant pas en compte leurs revendications et tentera de marginaliser, voire d'effacer le rôle des soutiens non institutionnels. Au final, il s'agit pour la ville comme pour la préfecture de participer à la dissuasion des aspirations à la migration, de gérer des « flux » et non d'ouvrir des bâtiments vides pour y héberger les migrant-es ou les plus précaires. D'ailleurs, il est malheureux que le collectif de soutien n'est pas tiré de bilan de ses actions, notamment de celui de ne pas avoir réussi à imposer un rapport de force en ouvrant un squat politique pour aider les familles migrant-es de l'Étoile. Les migrant-es du camp finiront par ouvrir eux-mêmes plusieurs « lieux de vie » pour éviter d'être triés par les autorités. Le camp va durer 8

mois et subir 2 évacuations : en juillet 2022 (pour le feu d'artifice), puis une réinstallation et sera finalement totalement évacuée le 5 décembre 2022 (pour le marché commercial de Noël). Le jour de l'évacuation définitive, seules 48 personnes sont présentes dans les tentes, la moitié d'entre elles tenue dans l'ignorance de leur destination est envoyée en centre de retour volontaire pour finalement retourner à la rue<sup>(12)</sup>.

## On vit ici ! On reste ici !

Suite à l'évacuation du 5 décembre, une partie des familles présentes à l'Étoile se retrouve placée dans un hôtel de la périphérie avec d'autres familles migrantes qui y sont déjà logées depuis août 2022. Le groupe associatif Coallia, le profiteur de misère qui administre le lieu, est sous le feu des critiques des personnes qui y vivent depuis plusieurs mois de façon déplorable. Celles-ci subissent la promiscuité, l'exiguïté des chambres, les coupures d'électricité ou de chauffage, les brimades des travailleurs sociaux et des vigiles présents sur place, la surveillance du courrier, le constant harcèlement policier pour les inciter à quitter le territoire, les OQTF qui pleuvent pour les terroriser... Les familles décident de se coaliser avec le soutien de quelques militants de la solidarité qui étaient déjà actifs au parc de l'Étoile, en collectif, afin de se faire entendre face aux autorités pour obtenir leurs régularisations et un hébergement digne ; une large partie d'entre-elles prises dans un « dédale administratif » sont en France depuis des années avec leurs enfants scolarisés<sup>(13)</sup>. Une dynamique de mobilisation perçue avec une première manifestation ce 4 février dernier qui voit la présence des familles des premiers concernés et pas simplement des militants -une nouveauté dans le paysage strasbourgeois- embarrassant par là non plus la municipalité, mais la préfecture et Coallia qui se mettent à fliquer les familles de l'hôtel ; l'objectif de ces chiens de garde étant de les inciter à partir pour éviter les problèmes qui vont avec les évacuations forcées et le soutien politique. Dans la continuité, un petit rassemblement est organisé devant la préfecture le 18 février pour dénoncer la future loi Darmanin. Gaçons que ce soit-là le début d'un futur mouvement d'auto-organisation de tous les migrant-es sur Strasbourg.

**No human is illegal !**

**Vincent (OCL-Strasbourg)**

10. France bleu, 26/10/2022.

11. Babels, enquêtes sur la condition migrante, 4<sup>e</sup> édition, 2022, p 707 et p 657-706.

12. Rue 89 Strasbourg, 06/12/2022.

13. Rue 89 Strasbourg, 01/02/2023.



Rassemblement  
18 février 2023  
à Strasbourg

# Les brèves de l'éco

## Combien de sans domicile en France ?

La fondation Abbé Pierre a publié son 27ème rapport annuel sur le mal logement, ce qui a (brièvement et légèrement) focalisé l'attention sur le sujet. Notamment l'annonce selon laquelle il y aurait 300 000 personnes sans domicile.

### En fait, on ne sait pas combien il y a de sans domicile en France.

On ne le sait tellement pas que des communes, notamment Paris, ont appuyé une «nuit de la solidarité» annuelle le 26 janvier pendant laquelle des bénévoles arpentent les rues pour compter les sans abris. Est-ce un chiffre fiable ? Évidemment non. Il dépend d'abord du nombre de bénévoles, ensuite de la pertinence des quartiers choisis (les maraudeurs ne vont généralement pas dans les endroits les plus dangereux et/ou les plus éloignés comme les talus des périphériques par exemple), et enfin du sérieux du comptage, qui ne l'est forcément pas. Vous êtes bénévole, vous maraudez, vous tombez sur un sdf qui a visiblement besoin urgemment d'un médecin. Vous l'aidez ou vous continuez votre comptage ? Si vous l'aidez, vous interrompez le comptage... L'an dernier, 2 598 personnes sans solution d'hébergement ont été recensées dans la capitale, 487 dans les 9 communes du Grand Paris participant à l'initiative. J'ai les plus gros doutes sur ces chiffres voyez-vous. Parce que 3 000 sans abris sur 7 millions d'habitants, c'est certainement 3 000 sans abris de trop, mais une situation nettement moins catastrophique qu'on en a l'impression en se baladant. En fait, ce genre de comptage ne sert pas à savoir combien il y a de sdf, mais plutôt quel est leur profil et quels sont leurs besoins (à part un logement, bien sûr!). Et même ça, il n'est pas sûr du tout que ce soit fiable.

L'INSEE a une définition assez précise des sans domicile: «Dans le cadre de l'enquête auprès des personnes fréquentant les lieux d'hébergement ou de restauration gratuite, une personne est qualifiée de «sans-domicile» un jour donné si la nuit précédente elle a eu recours à un service d'hébergement ou si elle a dormi dans un lieu non prévu pour l'habitation (rue, abri de fortune).» Il ne faut donc pas confondre le sans domicile et le sans domicile fixe. Le sans domicile fixe peut être à la rue, mais il peut aussi habiter un squat, une caravane, un hôtel meublé, chez quelqu'un... Il y a beaucoup plus de sdf que de sans domicile, mais là encore, on ne sait pas combien: il y a des squats connus et des squats cachés, il

n'est pas certain que vous vous précipitez pour le déclarer à votre proprio ou à l'administration quand vous hébergez un pote qui se retrouve à la rue... Pour 2019 d'après l'INSEE environ 800 000 personnes vivaient en meublé (logement ou hôtel) et environ 1 200 000 étaient hébergées gratuitement. L'INSEE fait régulièrement des enquêtes sur la situation du logement (enquêtes ENL). Mais la proportion de sans domicile y est trop faible pour pouvoir être appréhendée par cette enquête. Il fait donc aussi une enquête spécifique «sans domicile», mais la dernière date de 2012 et la prochaine n'est pas prévue avant 2025. Quelle méthode suit l'INSEE pour les recenser ? En fait, l'INSEE n'enquête pas directement dans la rue, mais dans les «lieux susceptibles d'accueillir des sans domicile». Mais bien sûr, on ne sait pas quelle proportion de sans domicile s'y rend, donc le chiffre qu'on en déduit est très aléatoire, même si l'INSEE fait le tri entre les usagers (certains ont un domicile).

Début décembre, près de 4 000 personnes appelaient chaque soir en vain le 115 faute de places. D'après la dernière enquête de la Fédération des Samu Sociaux, 80 % des personnes à la rue rencontrées par les maraudeurs n'avait pas appelé le 115 ce jour-là. Mais on ne sait pas sur ces 4 000 personnes combien ont appelé ce jour là et combien appellent régulièrement. D'après l'enquête de 2012, plus d'un million de personnes logées avaient vécu dans leur vie au moins un épisode sans domicile. Les personnes sans abri (ce qui est bien pire que sans domicile) étaient estimées par l'INSEE à 27 000 en 2016. L'enquête de l'INSEE de 2012 concluait à 123 000 sans domicile.

D'où la fondation Abbé Pierre tire-t-elle son chiffre de 300 000 ? En fait tout simplement parce qu'ils pensent que le nombre de sans domicile a plus que doublé depuis 2012, d'où le chiffre de 300 000. Ils se basent pour estimer cette évolution sur celle d'autres chiffres (taux de pauvreté, nombre d'appels au 115, nombre de places d'hébergement d'urgence, fréquentation des lieux pour sans abri, etc). Les nuits de la solidarité par contre ne sont ni assez généralisées en terme de territoire couvert ni assez fiables pour pouvoir s'y référer. On voit donc qu'en réalité, on nage dans l'inconnu.

Paradoxalement, on a un peu plus de données sur le mal logement: on peut au moins savoir le nombre de personnes déclarées dans les meublés et les hébergements gérés par les associations, et l'INSEE recueille des données sur le taux d'occupation des logements et

leurs caractéristiques matérielles. Mais où est la frontière entre mal logement et logement correct ? En effet, elle évolue avec le temps. Autrefois, on ne tenait pas compte de la précarité énergétique par exemple.

Quels sont les autres chiffres-clefs que l'on trouve dans le rapport de la fondation Emmaüs ?

- Le nombre de nuitées hôtelières a quintuplé en onze ans (chiffre fiable, mais on ne sait pas la part du tourisme et du mal logement).

- Un demandeur d'asile sur deux n'est pas hébergé dans le dispositif national d'accueil (ce chiffre ne comprend bien sûr pas ceux qui n'ont pas pu déposer leur demande).

- Le nombre d'expulsions des lieux de vie informels (bidonvilles, squats...) enregistre un record: entre le 1er novembre 2020 et le 31 octobre 2021, 1 330 expulsions ont été recensées en France métropolitaine (472 personnes expulsées chaque jour), dont 64 % pendant la trêve hivernale ; 91 % de ces expulsions sont sans solution apportée aux personnes concernées. Ce chiffre est difficile à obtenir et probablement pas complètement exhaustif. Il n'inclut pas les expulsions de locataires ni de locataires de meublés.

- En mai 2021, 22 189 personnes vivent dans 439 lieux de vie informels, soit une augmentation de 2 810 personnes par rapport à décembre 2018, dont 5 965 mineurs. Des chiffres aussi précis, c'est forcément le résultat d'un comptage. Donc, on sait juste qu'il y en a probablement plus. Mais combien ???

- En sept ans, la demande de logement social a progressé cinq fois plus vite que le nombre de ménages et deux fois plus vite que le nombre de logements sociaux, pour atteindre 2,2 millions de ménages. Enfin un chiffre à peu près sûr ! Mais il ne nous dit rien des conditions de logement des demandeurs.

- Les prix des logements ont crû de 154 % depuis 20 ans. Ils ne précisent pas s'il s'agit des prix de vente, des loyers ou de l'ensemble.

- Les aides publiques au secteur du logement, exprimées en pourcentage de PIB, diminuent depuis 10 ans et n'ont jamais été aussi basses (1,6 % du PIB en 2020) alors que les recettes fiscales que rapporte le logement à l'État ont plus que doublé en 20 ans (79 milliards d'euros). Ça aussi, c'est un chiffre fiable.



# Grève sans modération à la brasserie de l'espérance !

*Avec 95 % de la production française de houblon, ingrédient principal de la bière, l'Alsace est la première région brassicole du pays et c'est 60 % de la bière française qui y est brassée. Le poids de cette industrie est très important dans l'économie alsacienne, pour les milliards de chiffre d'affaire générés, pour les milliers d'emplois et certainement aussi pour le lien social que représente un petit demi entre amis !*

*La fameuse cervoise, produite en Alsace dès le I<sup>er</sup> siècle par les gallo-romains, est devenue une tradition au Moyen Age avec les corporations d'artisans brasseurs au centre-ville de Strasbourg. Avec les évolutions technologiques du XIX<sup>e</sup> siècle et la révolution industrielle, les brasseries ont besoin d'espace pour les machines à vapeur, les grandes cheminées et les galeries. Elles s'installent en périphérie, notamment à Schiltigheim aujourd'hui petite ville de 33 000 habitants rattachée à l'Eurométropole de Strasbourg.*

*Dans la 2<sup>e</sup> partie du XX<sup>e</sup>me, c'est la fin des brasseries indépendantes, petit à petit « regroupées » ou « trustées » par les plus gros. En Alsace, on dénombrait 270 brasseries industrielles en 1903, 24 en 1930 et seulement 4 depuis 2010 <sup>(1)</sup>. C'est ainsi qu'Heineken,*

*multinationale hollandaise, leader du marché de la bière en France (en volume et en valeur) et deuxième plus gros brasseur mondial, a repris la plupart des brasseries alsaciennes notamment 3 mastodontes Schilikois : Espérance en 1972, Fischer et Adelshoffen en 1996. Une acquisition de courte durée car Heineken surnommé ici le « fossoyeur de l'Alsace », a fermé Adelshoffen en 2000, Fischer en 2009, et maintenant c'est au tour d'Espérance dont l'activité va être délocalisée... direction Marseille et Mons-en-Barœul <sup>(2)</sup>. Toujours la même logique capitaliste : après avoir augmenté les profits des actionnaires grâce à l'exploitation des travailleurs, on s'en débarrasse sans état d'âme, s'il y a plus rentable ailleurs.*

*C'est sur le site d'Espérance-Heineken que nous avons rencontré en jaune et vert les délégués du personnel, une intersyndicale, soudée, combative et en grève : Mickaël (CFDT), Vania (FO) et Didier (CGT-FNAF). Entre deux causettes avec des habitants du quartier attirés par les banderoles, ils discutent de l'organisation de la mobilisation avec les collègues. Voici les propos recueillis et rapportés pour CA.*

1. à noter qu'en parallèle, depuis les années 2000, on voit se multiplier les microbrasseries artisanales.

2. même pas si loin que ça quand on sait que la bière Mutzig rachetée en 1972 par Heineken et fermée en 1989 est maintenant produite en Afrique!

*Que représente pour la ville de Schiltigheim le site d'Heineken ? Il s'agit d'une petite ville dans la ville, 16 hectares, 220 employés.*

**V.** : En Alsace, quand on parle d'une ville de la bière c'est Schiltigheim, la cité des brasseurs. Il y avait 4 brasseurs principaux ici, Schutzenberger et 3 autres rachetés, avec toutes leurs marques, par le groupe Heineken. Après ça, Heineken a, au fur et à mesure, fermé Adelshoffen, puis Fischer et aujourd'hui il souhaite fermer la brasserie de l'Espérance où on se trouve, moi j'appelle ça le strike.

**D.** : Les Schilikois (et les Strasbourgeois) sont très affectés par la fermeture du site. J'étais vraiment surpris, les habitants sont émus et en colère.

*Et pour vous ? Êtes-vous employés depuis longtemps sur le site ? Quelles étaient globalement les conditions de travail ?*

**V.** : Mickaël et Didier viennent de la brasserie Fischer, c'est-à-dire qu'ils ont déjà vécu une fermeture de site.

**M.** : Oui, émotionnellement, c'est des choses qui sont fortes, moi j'ai 21 ans d'ancienneté en brasserie.

**D.** : Moi, 22 ans dans la brasserie, mais j'ai fait plein d'autres boîtes aussi...

**V.** : ... Et ils les ont toutes fermées !

**D.** : Oui, je suis le chat noir, Orangina, Knorr, Fischer...

**V.** : 29 ans en fabrication, ici à l'Espérance. Les conditions de travail sont complexes, mais comme partout j'imagine. C'est un boulot qui est exceptionnellement intéressant, on fait le brassage, la filtration, la fermentation, la garde, etc, c'est extrêmement stressant mais qu'est-ce que c'est valorisant ! Il n'y a pas de routines, tu apprends plein de choses, donc on ne veut pas que ça ferme.

*Justement, l'origine de votre mobili-*

*sation est une annonce de la direction d'Heineken lors d'un comité d'entreprise extraordinaire mi-novembre. Racontez-nous.*

**M.** : Honteux ! Honteux comment ça nous a été présenté par le PDG de Heineken France, Pascal Gilet.

**V.** : On est par Teams, devant des écrans, le PDG n'est pas à côté de nous, il va lire un discours à l'intégralité des représentants du personnel : le siège (basé à Rueil-Malmaison), Mons-en-Barœul (Nord), Marseille et nous. Il a présenté ça comme un projet : en 3 ans et 100 millions d'investissements faire monter en puissance technique les deux autres sites, pour récupérer nos volumes.

**D.** : Un challenge ! Le challenge de garder les volumes en France et ce qui en découle, c'est la fermeture de la brasserie l'Espérance.

**V.** : Nous étions des variables d'ajustement, humainement c'était pas

terrible,... on s'attendait à un truc pas cool mais pas à se rendre compte que pour eux c'était déjà fait, j'ai vraiment été surpris sur la temporalité.

**Comment Heineken justifie-t-il la fermeture du site alors qu'en 2022 leur chiffre d'affaires était en hausse de 30% pour atteindre 35 milliards d'euros et un bénéfice net de 2,7 milliards d'euros ?**

**V.** : Ces chiffres, c'est Heineken-monde, l'Asie rapporte beaucoup, nous ici on est stable... mais oui, pour le groupe, c'est une croissance à deux chiffres ! L'excuse, c'est « augmenter la rentabilité ».

**D.** : Développer ce site c'est 50 millions d'investissements qu'ils disent.

**V.** : Et c'est vrai, faire de la bière ça demande vraiment beaucoup d'investissements, c'est pas juste de l'embouteillage, ça coûte une fortune, c'est des process longs, énergivores, des temps énormes d'immobilisation des produits, c'est 28 jours pour faire une Heineken par exemple.

**Comment avez-vous réagit d'emblée ?**

**M.** : Le lendemain de l'annonce, on était 24 h en grève, c'était une grève inopinée, sans communication entre les services.

**V.** : C'est logique c'est l'émotion... On n'était pas forcément d'accord avec ça,... On n'avait pas prévu que ça démarre aussi tôt, mais les collègues ont voulu aller plus vite et c'est tant mieux, au final, on a super bien réussi, on l'a transformée en force et ça a surpris la direction ! Ensuite, on s'est rapidement entouré d'experts : experts comptables, mais surtout avocats. Les avocats, c'est le secret dans ce genre de procédure. Il faut le dire aux gens : s'il y a un PSE (plan de sauvegarde de l'emploi) et qu'ils n'ont pas d'avocats, c'est pas bon ! Là, on a une avocate exceptionnelle, elle nous aide vraiment comme on n'est pas des spécialistes des procédures.

**Quelles sont vos revendications et objectifs ?**

**V.** : L'objectif qu'on ne perd pas de vue, c'est la non fermeture !

Et si jamais ça ferme, surtout aucune personne sur le carreau, tout le monde doit retrouver du travail. Notre force morale c'est de se battre pour que tout le monde ait une solution, pas honorable, mais méritée.

**D.** : Méritée et digne par rapport à tout le travail qu'on a donné ces der-

nières années.

**V.** : Oui, et aussi parce qu'ils ont plein de thunes.

**M.** : Mais oui, c'est ça le truc, c'est ça qui est aberrant.

**V.** : Là ils nous demandent de travailler jusqu'au 1er janvier 2026... c'est une torture ! Si on trouve du boulot avant ces 3 ans, il faut démissionner sans rien. Les mesures d'accompagnement, c'est-à-dire pour le reclassement, la mobilité si on doit déménager et les compensations financières par rapport au préjudice de perdre notre emploi, pour en « bénéficier »,... non je n'aime pas ce terme, ... pour obtenir les mesures du plan, il faut rester jusqu'au bout. Ils nous prennent en otage pendant 3 ans ! Mais, l'histoire ne va pas s'écrire comme ça ! En tout cas, on a commencé, et depuis, on n'a pas à rougir de ce qu'on fait !

**Quel est le rôle de l'intersyndicale (FO, CFDT, CGT FNAF) et ses moyens d'action (AG, ...) ?**

**V.** : On a l'intelligence collective de bosser ensemble, les trois syndicats. Et finalement, on n'a jamais réussi à bosser aussi bien, on fait presque un tract par jour pour pouvoir tisser des liens et expliquer aux collègues. Il faut juste qu'on continue à faire du collectif. On laisse les collègues prendre des initiatives, mais notre rôle de représentants syndicaux, c'est de garder la cohésion des actions.

Les Assemblées générales, c'est vieux jeu, avec tous les moyens qu'on a, c'est pas efficace, aujourd'hui ça marche par mail, par Whatsapp. On a fait 21 tracts, ça fait partie de notre force, et à chaque fois, on met une petite photo pour que ceux qui n'étaient pas là le jour de l'action restent dans le bain. L'important c'est aussi quand on va manger en-

semble et qu'on discute, ça s'appelle du « off ». Aujourd'hui on fait un barbecue !

**Avez-vous rencontré des difficultés pour mobiliser les collègues ?**

**V.** : Aucune difficulté pour mobiliser les collègues ; ils se prennent en main. On a par contre eu des difficultés pour coordonner. Pour le moment, c'est beaucoup du « one shot », on a une idée, on se lance et tout ce qu'on a fait a marché !

**Vous avez déjà réalisé de nombreuses actions depuis novembre, notamment la grève.**

**M.** : En janvier, le 2, on n'a pas repris la production pendant 10 jours entiers. On a perdu 1/3 de notre salaire... Ce mois-ci, on a encore eu une phase de grève car ils voulaient qu'on fasse des essais.

**V.** : Ils nous ferment la brasserie et ils veulent qu'on fasse des essais d'innovations pour un autre site ! Ils font les essais pour les bières « Pelican » et « 0.0 » chez nous pour que demain ça soit produit à Mons-en-Barœul ! Alors on leur a dit poliment « c'est pas bien » avec une semaine de grève.

**Vous bloquez tout le site avec très peu de grévistes. Sans brassage, il n'y a de fait, pas de conditionnement, d'emballage etc...**

**V.** : Depuis le début on a annoncé cette stratégie : avec très peu de personnes, les sept filtres, on pourrait tenir longtemps et donc paralyser la brasserie. Il y a d'autres salariés en grève dans d'autres services parce qu'ils ont envie, c'est leur manière de soutenir, mais vu que nous, on bosse pas et qu'on s'est arrêté, ils n'auraient pas besoin ; ça tourne pas, y a rien qui peut sortir.



la manifestation au parlement européen du 14/02



**Le 14 février, vous avez marché du site d'Heineken jusqu'au Parlement Européen. Pensez-vous que les députés puissent influencer sur la direction d'un grand groupe international pour qui seuls les bénéfices des actionnaires comptent ?**

**V. :** Suite à une réunion de négoc qui s'est mal passée le 09/02, on a fait pour la première fois un appel à la grève générale illimitée : jeudi, vendredi, lundi... et là on a vu que mardi il y avait la session au Parlement Européen. Alors on a fait une demande de manif en préfecture pour aller d'ici au Parlement. On espérait que des parlementaires européens nous reçoivent: Heineken c'est une multinationale européenne. On pense qu'ils doivent faire des lois qui interdisent ce qui nous arrive. On peut le comprendre quand un groupe perd de l'argent mais pas quand il fait ces chiffres là et qu'il annonce clairement vouloir « augmenter la rentabilité ».

On a été reçu par une délégation de députés européens, une majorité de députés verts et quelques LFI. La mairie de Schiltigheim et madame la maire Danielle Dambach (EELV) nous ont bien aidés sur ce coup là. Sans eux, on n'aurait peut-être pas été accueillis.

**D. :** Moi, j'ai été interviewé par des télévisions pour expliquer comment ça se passe. Les députés ont repris ce que j'ai dit sur leurs tweeter. Le relais que ça a fait ! Incroyable ! Les photos, les tweets, j'étais vraiment content de cette semaine, c'était bien ce qu'on a réussi à faire.

**V. :** Je préfère dire fier, ce qui est dangereux si on dit qu'on est content, c'est que ce soit mal interprété, on n'est pas heureux de cette situation et pas satisfait pour le moment.

On s'est engagé dans le monde du

syndicalisme pour notre travail pas pour le perdre, c'est un investissement cette mobilisation et je pense qu'on sera sur les rotules à la fin.

**Quelles sont les réponses de la direction pour le moment ?**

**M. :** Il y a déjà eu cinq réunions de négociation sur le plan de sauvegarde de l'emploi (PSE), nous y participons pour les indemnités de départ.

**D. :** Là, ils nous ont juste proposé de petites indemnités, deux ou trois mois de salaire, en plus du seuil légal. Nous demandons un plancher minimum, pour tout le monde à 50 000 euros.

**M. :** Il y aura encore deux réunions de négoc...

**D. :** Dont une qui n'était pas prévue ! Grâce à la manifestation de mardi au Parlement Européen, ils en ont rajouté une, le 21/02 !

**V. :** Oui, si on avait été ridicule sur ce mouvement, il n'y aurait pas eu cette réunion supplémentaire. Pareil si on n'avait pas été soutenus, mais là c'est pas du tout le cas, donc ils sont emmerdés. Nous on reste dans le dur, là avec les sept de la fab', on reste en grève illimitée. On ne sait pas quand on redémarre. On fait une pause mardi parce qu'on négocie mardi, mais on se remettra sûrement en grève juste après car on ne sera certainement pas content...

**M. :** Oui, jusqu'à présent, quand ils nous présentent des avancées, c'est 100€ de plus, mais c'est pas des avancées, ça !

**Y a-t-il des pressions de la part de la direction ?**

**V. :** Notre direction générale, comme on est délégués syndicaux, ce qui la dérange, c'est qu'on soit soudé. Je suis sûr qu'à un moment ils vont es-



Lors de la manifestation des retraites du 16/02 à Strasbourg

sayer de nous diviser.

**M. :** à Mons et à Marseille, ils ont eu des mails signés « Pascal Gilet Heineken France » pour les « motiver » à tenir la production. C'est une forme de pression.

**V. :** Il n'y a aucune pression de la direction locale, qui a été là dans les moments difficiles (covid...). Le directeur local est transparent pour Paris, personne ne négocie avec lui, il partira à la retraite. On aurait bien aimé qu'il y en ait 2 ou 3 de la direction locale qui viennent manifester avec nous, ça n'aurait pas été insultant de le faire... ça n'a pas été le cas, c'est dommage...

**M. :** La vraie menace de Heineken, c'est de ne pas payer les non-grévistes ! La direction veut laisser les collègues à la maison sans les payer. Notre avocate nous a expliqué qu'ils ne peuvent pas le faire tant qu'on laisse l'accès au site. Ça coûte vraiment cher à Heineken car il faut payer tout le monde sauf 7 ou 8 personnes... et si nous on tourne pas, il n'y a pas de produits finis dans les commerces et donc plus de bénéfices.

**Avez-vous des liens avec les autres sites et travailleurs du groupe ? En France ou ailleurs en Europe ? Heineken emploie 85 000 personnes à l'échelle mondiale.**

**V. :** On a des soutiens, ça c'est moral, c'est bien. Mais on a surtout des infos ! Par exemple on a des infos de l'Espagne qui nous dit « Attention on est en train de produire pour vous », c'est logique, vous êtes Heineken, y a un site qui produit pas, vous avez besoin des volumes, vous essayez de les faire venir d'où vous pouvez... ça leur coûte très cher ! Là notre pouvoir il est là, on pourrait leur faire perdre des millions et des millions ! Il serait incompréhensible de pas nous en donner 1 ou 2 en plus pour le PSE.



Site de l'espérance à schiltigheim



**Y a-t-il eu une convergence avec d'autres luttes ? On vous a vu dans les manifestations contre la réforme des retraites par exemple.**

**V. :** Je suis pour la protection des salariés, je suis pour leur défense. Le mot « lutte » c'est plus compliqué pour moi, c'est comme « révolution ». Je pense que collectivement on doit pouvoir améliorer les choses, se battre contre une direction, s'engager pour des convictions.

**Quelles sont les actions futures ? Est-il prévu de faire des actions en justice ?**

**V. :** S'il y a des actions en justice, ce ne sera pas nous qui allons les faire, ça viendra de Heineken. Mais nous, on est blindé avec notre avocate ! Actions futures... déjà le barbecue !

**Donc on a le moral ? D'ailleurs, comment peut-on vous soutenir ? Il y a une cagnotte leetchi, les brasseurs du cœur, pour alimenter la caisse de grève :**

[www.leetchi.com/c/les-brasseurs-du-coeur](http://www.leetchi.com/c/les-brasseurs-du-coeur)

**V. :** Le moral... je sais pas toi Mickaël pour ton poste, mais nous deux, avec Didier, ce sera impossible qu'on fasse le dernier brassin, psychologiquement on pourra pas ! Ou alors il faudra qu'on ait toute l'usine avec nous ce jour là pour nous soutenir. Le dernier brassin, c'est insupportable !

**M. :** Il faut penser à la cagnotte. Si on a un surplus ça fera un gros chèque pour des associations, les restos du cœur. La cagnotte c'est uniquement pour rembourser les pertes de salaires de tous ceux qui auront eu plus de 10 jours de grève non payés.

**V. :** L'important, c'est le collectif, se dire qu'on a tous participé à se battre pour nos emplois. Si on n'a pas besoin d'utiliser toute la cagnotte, on aura la tête haute et pour nous, que le reliquat aide une autre cause, c'est évident !

**Et qu'en pensent Mons et Marseille, vont-ils par solidarité bloquer la production aussi ?**

#### « Mise au travail » des allocataires du RSA <sup>(1)</sup> : une attaque de plus contre les plus précaires

Le ministre du Travail Dussopt a dévoilé en décembre la liste des 19 territoires <sup>(2)</sup> qui vont expérimenter, dès le début de l'année 2023 et en attente d'élargissement en 2024, le versement du revenu de solidarité active (RSA) sous condition de travail, mesure qu'avait annoncée Macron en mars 2022.

Il s'agit d'obliger les allocataires du RSA d'exercer 15 à 20 heures d'"activités" hebdomadaires au profit d'une entreprise ou d'une collectivité, ou bien pour de la formation, ceci afin de "renforcer (leur) insertion".

Les départements pourront décider du nombre d'heures minimum de travail hebdomadaires ainsi que des sanctions à appliquer en cas de non-respect des mesures d'obligation, à savoir une suspension du versement de l'allocation...

C'est une véritable déclaration de guerre aux plus précaires, qui ne perçoivent qu'une allocation de survie de 598,54€ par mois pour une personne seule.

Derrière cette mesure, le gouvernement tente d'éveiller tous les préjugés qui stigmatisent les allocataires du RSA et des minima sociaux, et cherche à faire porter la responsabilité de leur situation aux seuls individus : l'accès à l'emploi ne dépendrait que de la motivation des personnes qui en sont privées ; elles font le "choix" de l'assistantat au détriment d'une activité ; ce sont des "fainéantes qui profitent du système" et qu'il faut « mettre au travail »...

Conditionner solidarité et activité est insupportable.

Le RSA est un droit social qui ne doit être soumis ni à conditions ni à sanctions. Loin de se soucier, comme le prétend le gouvernement, de renforcer l'accompagnement des personnes très éloignées de l'emploi, on constate le désengagement croissant de la société dans ce domaine <sup>(3)</sup>.

En réalité, outre de glorifier idéologiquement l'emploi quel qu'il soit, le but de cette réforme est de combler à moindre coût un besoin de main d'œuvre corvéable à merci dans des secteurs "en souffrance". Ainsi la réforme du RSA ouvre à nouveau la voie à la création d'un type d'emploi ultra précaire : un salariat à 6 € de l'heure, sans droits syndicaux, ni validation de droits à la retraite.

C'est ce même type de politique qui est appliquée avec l'obligation faite aux chômeur.se.s et aux sans-papiers d'accepter n'importe quel travail, mais parmi les plus durs, pour survivre. C'est donc un levier de plus pour le patronat dans la réduction du coût du travail par une précarisation toujours plus accrue de l'emploi, par un détricotage des droits du travail et des statuts qui permet de créer sans cesse de nouvelles catégories de travailleur.se.s pauvres <sup>(4)</sup>.

Une nouvelle machine à gaz : France Travail

Le nouveau dispositif RSA s'inscrit dans le cadre de « France Travail », sous la direction du haut-commissaire à l'emploi et à l'engagement des entreprises, Thibaut Guilluy. France-Travail sera une sorte de superstructure à la place de Pôle emploi, pour créer un guichet unique (Pôle emploi, Cap emploi, missions locales...) au plan national et avec des déclinaisons en régions ; elle sera censée mieux coordonner tous les acteurs qui s'occupent des chômeur.se.s sur un territoire donné. Ceci d'une part avec la perspective unique et forcée que ces dernier.e.s acceptent, sanctions à l'appui si-els refusent, n'importe quel boulot répondant aux besoins des patrons. Et, d'autre part, avec des obligations fortes pesant sur les salarié.e.s de cette nouvelle organisation, ceci sans moyens ni effectifs supplémentaires, bien au contraire.

De ce fait, dans chacun des territoires "pilotes", tou.te.s les allocataires du RSA, anciens et nouveaux, doivent être identifiés, et orientés, après diagnostic réalisé en un mois maximum,

"vers le meilleur parcours selon leur vécu et leurs besoins".

Ainsi, le RSA nouvelle mouture s'avèrera être plus encore qu'aujourd'hui un moyen sournois d'intensifier de façon inédite le niveau de flicage des allocataires et de leurs obligations. La chasse aux "assisté.e.s" est ouverte.

Les bénéficiaires du RSA, de même que tous ceux et celles qui subissent la précarité, ne sont pas une main d'œuvre corvéable à merci assujettie aux besoins du Patronat. Faisons-le savoir !

**Kris, le 14 janvier**

1. Près de 2 millions d'allocataires en France
2. Il s'agit de l'Aisne, l'Aveyron, les Bouches-du-Rhône, la Côte-d'Or, la Creuse, l'Eure, l'Ille-et-Vilaine, la Loire-Atlantique, le Loiret, la Mayenne, la Métropole de Lyon, le Nord, les Pyrénées-Atlantiques, La Réunion, la Seine-Saint-Denis, la Somme, les Vosges, l'Yonne et les Yvelines.
3. La formule RSA contre travail séduit à l'évidence puisque, dès fin octobre, 43 des 101 départements français s'étaient portés candidats pour l'expérimenter...
4. Dans un récent rapport sur l'évaluation du RSA, la Cour des comptes pointe qu'en vingt ans, les dépenses d'accompagnement des allocataires sont passées de 20 % à 7 % du budget dédié. Résultat : fin 2019, seul un tiers des allocataires a retrouvé un emploi sept ans après l'entrée dans le RSA, et seulement un tiers d'entre eux dans un emploi stable.
5. En parallèle, sont multipliés au nom de « l'insertion » des emplois comme les services civiques, rémunérés seulement 473 euros par mois, l'apprentissage où les travailleurs sont payés en pourcentages du SMIC, ou encore les contrats d'engagements jeunes.







## À l'ombre des centrales en fleur

La décision de Macron (septembre 2022) et des nucléocrates de profiter de la crise énergétique pour relancer un vaste programme nucléaire est basée sur de « nouveaux » EPR, les EPR 2. Ces réacteurs seront « optimisés ».<sup>(1)</sup>

Comment ? En supprimant une bonne partie des dispositifs de sécurité : double enceinte de confinement, piscine de récupération du cœur en cas de fusion, valves de sécurité performantes... Les nucléocrates doivent penser que le souvenir de Fukushima s'estompant, on peut y aller à donf pour faire un maximum d'économies.

Ils seront aussi plus « simples à construire » par paires en utilisant des modules préfabriqués. Nombre de paires : 3 réparties entre Penly (Seine-Maritime), Gravelines (Nord) avec mise en concurrence des sites de Bugey (Ain) et Tricastin (Drôme). Pour info, le site de Tricastin est situé sur une zone d'activité sismique (séisme du Teil en 2019) et en contrebas (6 m) d'une digue de terre fragilisée. Fukushima sur Rhône, c'est pour quand ?

Puissance de chaque réacteur : 1600 Mégawatts (c'est cette puissance qui est responsable du vieillissement accéléré des réacteurs actuels fissurés et corrodés). Coût estimé : 46 ou 51 milliards... pour le moment. Date prévue de mise en service : 2035.

Flamanville (un réacteur EPR 1) étant passé de 4 milliards à plus de 20 et accusant 13 années de retard, l'optimisation va être brutale.

### ASAP (As Soon As Possible) pour eux et contre tous !

Il faut donc aller vite, toujours plus vite pour l'indépendance énergétique de la France.

Ça tombe bien, des lois toutes plus radioactives et dégueulasses les unes que les autres sont utilisées.

Ainsi le projet de « loi d'accélération du nucléaire » du 27 septembre 2022 prévoit de classer les nouvelles constructions sur des sites déjà existants « *raisons d'intérêt public majeur. Ce classement permet au gouvernement d'échapper à certaines dispositions du code de l'environnement...* » comme à la loi Littoral (contournant ainsi l'impossibilité de construire à Penly).<sup>(2)</sup>

Elle permet pour les sites déjà existants de réduire d'une part l'enquête d'utilité publique et d'autre part de construire sans attendre la fin de cette enquête pour « *des bâtiments qui n'abriteront pas de matière radioactive* ». Efficace, non ?

En cas de recours, « *c'est le conseil d'État qui serait appelé à statuer en première et en*

dernière instance, ce qui évite en partie la justice administrative ». Un article de la « loi d'accélération des Énergies Renouvelables » a emballé le tout grâce à l'Union Européenne qui a intégré le gaz et le nucléaire dans sa « taxonomie verte ».

Malheureusement cette guerre-éclair atomique s'est fait provisoirement retoquer le 27 octobre. Le Conseil d'État n'a pas vu où était « *l'intérêt public majeur* » du projet AVANT la fin des débats publics de la CNDP (Commission Nationale du Débat Public dont les travaux commençaient le 27 octobre). Il a aussi imposé le retour à de vraies enquêtes d'utilité publiques.<sup>(3)</sup>

### Stockage pour l'éternité du débat public sur la relance du nucléaire

Le débat public organisé par la CNDP (27 octobre 2022-27 février 2023) « *Nouveaux réacteurs nucléaires et projet Penly* » a été un modèle de foutage de gueule.

Greenpeace et le Réseau Sortir du nucléaire (RSN) avaient prévu d'y participer en traînant les pieds, mais bon ce sont des ONG responsables. Elles ont rapidement dénoncé une « *publicité officielle pour promouvoir la participation au débat faible voire inexistante... une capacité très réduite des salles mises à disposition... [avec le] constat unanime de la surreprésentation écrasante de personnes liées à l'industrie nucléaire* » dans les salles.<sup>(4)</sup>

Ainsi à Lyon, la rencontre du 2 février se tenait dans un centre social au fin fond d'une impasse entre la salle des sports et un parking dans un arrondissement excentré. Invisibilité maximale.

Les opposants (Verts, RSN, Observatoire des Armements, individus) étaient bien plus nombreux (une centaine !) que les inscrits. Le président de la commission et ses acolytes tentaient de racoler les manifestants pour participer à cette clownerie malgré le récent boycott de Greenpeace et du RSN.

### Fête du slip radioactif au Sénat

Deux événements ont conduit ces associations à claquer la porte. La loi était en discussion au Sénat. Le « *17 janvier 2023, la Ministre de la Transition énergétique a donné un avis favorable à un amendement qui propose la suppression de l'objectif de réduction à 50 % de la part du nucléaire dans le mix électrique à horizon 2035* »<sup>(5)</sup>

Les rubiconds gardiens de la démocratie y ont rajouté ces petits plus qui font tout leur charme : suppression de l'inspection quinquennale des vieux réacteurs et doublement des peines pour les militants qui s'introduiraient dans les centrales !

Même la CNDP, courroie de transmission du rêve participatif, a considéré que cela reve-

nait « *à considérer comme sans intérêt pour définir la stratégie énergétique les interrogations, les remarques et les propositions faites lors du débat public en cours.* »<sup>(6)</sup>. Et elle a annulé les dernières réunions prévues.

### Insécurité nucléaire partout !

Il restait un dernier obstacle à éliminer pour que l'atome fleurisse et pourrisse nos villes, campagnes et vies : la sécurité nucléaire.

Celle-ci est assurée par deux organismes indépendants l'un de l'autre mais complémentaires : L'IRSN (Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire) et l'ASN (Autorité de Sécurité Nucléaire).

L'IRSN mène de façon indépendante les études et recherches scientifiques pour le compte de l'ASN qui les utilise pour prendre ses décisions. Citons : la « *corrosion sous contrainte* » de la tuyauterie nucléaire, les malfaçons du béton, des soudures, des pièces d'acier, les dossiers falsifiés de l'EPR de Flamanville. Ces respectables ingénieurs et chercheurs font perdre un temps précieux et surtout de l'argent pour le parc nucléaire. Qu'on s'en débarrasse !

C'est chose faite depuis le 8 février : l'IRSN doit être démantelé (c'est bien la seule chose que les nucléocrates auront réussi à démanteler), pardon fusionné. La sûreté passe à l'ASN, la recherche au CEA (c'est-à-dire aux mains des ultras du nucléaire civil et militaire) et l'expertise de défense au « *Délégué à la sûreté nucléaire et à la radioprotection pour les activités et installations intéressant la Défense* » dépendant exclusivement du ministère des Armées.

Le blabla habituel justifie cette reprise en main civile et militaire décidée lors du premier « *Conseil de politique nucléaire* » réuni le 3 février. L'ASN grande gagnante s'en réjouit « *Elle permettra de consolider le dispositif français de contrôle et de fluidifier le processus de décision de l'ASN, tout en conservant, en interne, une phase d'expertise réalisée par les services...* »<sup>(7)</sup>

Cette reprise en main n'a qu'un seul but : permettre de lancer les études et chantiers des EPR 2, des SMR (Small Modular Reactor) ainsi que celui de la prolongation d'exploitation de nos très vieilles centrales, vite, sans opposition ou critique.

Le passage de la recherche au CEA avec ses pratiques opaques souvent couvertes par le secret-défense assurera le silence dans les rangs et permettra de fournir de « *bonnes* » expertises pour les gendarmes de St Tropez du nucléaire.

L'IRSN avait été créé en 2004 comme organisme indépendant. Il était le lointain descendant du SCPRI (Service Central de Protection



contre les Rayonnements Ionisants) dirigé par le professeur Pellerin, négationniste acharné des conséquences sanitaires des accidents de Saint-Laurent des Eaux et de... Tchernobyl.

Le cercle est bouclé : l'autoritarisme new look macronien retrouve les vieux réflexes de la Vème République. Circulez, il n'y a plus rien à voir ! l'État, les technocrates et l'armée veillent sur vous !

Les personnels de l'IRSN eux, ont décidé de se mettre en grève dès le 20 février. Et même Cédric Villani les soutient !

### Freux et Eugene the Jeep

1. Que sont les EPR 2, ces nouveaux réacteurs nucléaires annoncés par Emmanuel Macron ? Le Monde du 11/02/23
2. Nucléaire : le gouvernement veut accélérer sur les EPR 2, quitte à contourner le code de l'environnement. G. Lacalot. France Info du 27/09/22

3. Communiqué de Greenpeace publié le 04/11/22

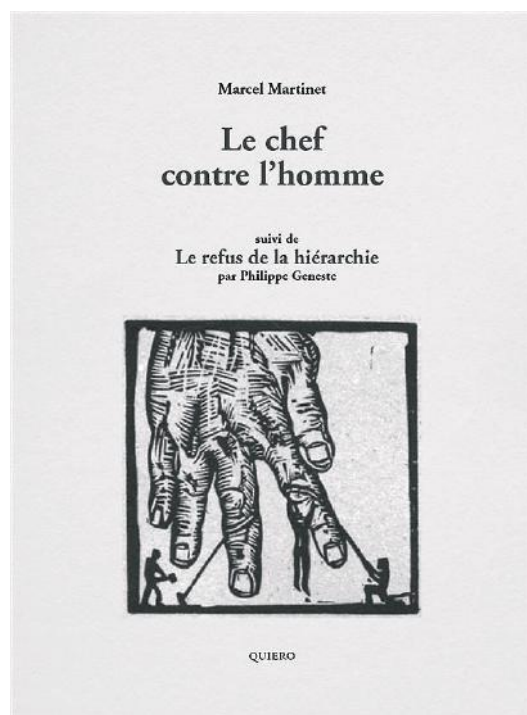
4. Lettre du Réseau "Sortir du nucléaire" et de Greenpeace France aux membres de la Commission Particulière du Débat Public, 21/11/22

5. Débat public sur le nucléaire : le Réseau "Sortir du nucléaire" et Greenpeace France claquent la porte. Communiqué du 24/01/23

6. Communiqué : "Le nucléaire, la loi et la Constitution". CNDP du 18/01/23

7. Le gouvernement lance la fusion des organismes de sûreté nucléaire. Reporterre du 09/02/23

## Notes de lecture



Marcel Martinet  
**Le Chef contre l'Homme**  
Suivi par  
**Le refus de la hiérarchie**  
De Philippe Geneste

Ed. Quiero, 75 p. 18 euros

Marcel Martinet est un militant révolutionnaire qui refusa l'Union sacrée en 1914. Écrivain et poète d'importance dans le courant dit de « littérature prolétarienne », auteur des *Temps maudits*, écrit pendant la guerre de 14-18, il fut un soutien enthousiaste de la révolution russe et s'occupa de la section littéraire de *L'Humanité* avant de rompre, comme ses camarades de *La Révolution prolétarienne*, avec le parti communiste. Il n'aura de cesse ensuite de dénoncer à la fois le stali-

nisme et le fascisme : « Les politiciens putassiers qui font de l'antifascisme à base de mépris de l'homme sont des ombres grotesques du fascisme » écrit-il estimant que l'échec de la grève générale de novembre 1938 venait d'ancrer le fascisme au tréfond de la société française.

Et c'est du fascisme dont il est question dans « Le chef contre l'homme », un essai publié en 1934 dans la revue *Esprit*.

S'appuyant sur ce que disait Clara Zetkin en 1923, « le fascisme est le mouvement des éléments sociaux déçus et privés de moyens d'existence », il montre que cette doctrine s'appuie sur des hommes qui ont renoncé à se sauver eux-mêmes et se soumettent à un chef qui pense pour eux en se donnant l'illusion qu'à travers lui c'est une parcelle de son pouvoir qu'ils partagent. Notons que c'est à la même époque que Wilhelm Reich dans *La psychologie de masse du fascisme* montrait que, comme toute forme de mysticisme organisé, il s'agissait-là d'un désir organique insatisfait des masses. Mais Martinet n'en rejette pas pour autant les explications socio-économiques : tandis que le socialisme voit dans l'État un instrument de la domination de classe qui doit perdre ses bases et donc disparaître avec la suppression des classes, le fascisme prétend au contraire étatiser le plus possible les facteurs de la vie sociale, réaliser l'État « total ».

A la suite du *Chef contre l'homme*, Philippe Geneste actualise le propos de Martinet, dont il est un parfait connaisseur, en montrant à quel point les mécanismes hiérarchiques continuent d'entraver les femmes et les hommes. Et que le refus de cette hiérarchie est une arme essentielle pour toute lutte

contre le capitalisme et sa variante, le fascisme. L'autonomie, toujours l'autonomie, individuelle et collective, est la clé de la lutte contre toute forme de reproduction de la domination.

**Marcel Martinet**, qui illustre à merveille le « refus de réussir » en refusant de passer l'agrégation pour s'embaucher comme simple rédacteur, a beaucoup écrit : essais, romans, théâtre, poésie. Citons, outre *Les temps maudits* (Agone), *Culture prolétarienne* (Agone 2004), *Où va la révolution russe ? L'affaire Victor Serge*, *Hommes* (revue les Humbles, 1938)...

### Philippe Geneste

*Visages de la littérature prolétarienne* (Acratie, 1992)

*Politique, langue et enseignement* (Ivan Davy, 1998)

*Le travail de l'école contribution à une critique prolétarienne de l'éducation* - vol 1 (Acratie 2009). Le volume 2, *Genèse de l'École hiérarchique*, est paru en 2017 au CNFEDS université Savoie Mont Blanc. Le vol 3, *Contre l'école du tri social*, en 2018 (le scorpion brun).

*A bas la grammaire* (avec Philippe Séro-Guillaume) (Papyrus, 2014)

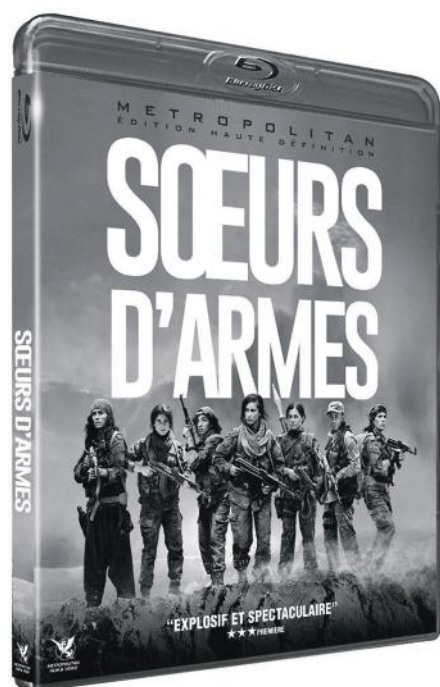


# La diaspora Kurde un enjeu politique majeur

*Pour Heyval Husseyin, camarade de labeur viticole.*

*La lutte armée des Kurdes et de leurs alliés au Rojava<sup>(1)</sup> a suscité un engouement et une solidarité immense. Paradoxalement alors que la question kurde mobilisait habituellement des groupes politiques d'inspiration marxiste-léniniste, la galaxie libertaire au sens large s'est enthousiasmée pour la résistance kurde contre DAESH et l'État turc. Des témoignages de combattants et de combattantes internationalistes aux ouvrages de militant-es ou de géopoliticiens amateurs ou confirmés, des milliers de pages ont été écrites pour discuter de la politique mise en œuvre dans les territoires sous contrôle*

*kurde perçue à tort ou à raison comme l'embryon d'une société autogestionnaire. On caricaturerait à peine en affirmant que certains semblaient y trouver une nouvelle guerre d'Espagne ! Malheureusement les défauts habituels des groupes anarchistes et/ou libertaires à savoir produire des analyses et des bilans politiques de leurs actions se sont répétés. Il n'existe donc à notre connaissance que très peu de retours des campagnes de solidarité initiées (avec leurs succès ou leurs échecs). Aujourd'hui, ces dernières semblent se réduire à un fétichisme de l'amazone à kalachnikov<sup>(2)</sup>.*



## Comment l'expliquer ?

La difficulté provient évidemment de la distance (le Rojava c'est loin), des circonstances (c'est une zone de conflits), de la barrière de la langue mais aussi et surtout de la méconnaissance de la société kurde en général. Elle est enfin le fruit du désintérêt en général des questions de luttes de libération nationale et de l'anti-impérialisme, des thématiques peu abordées chez les militants anarchistes.

Il est manifeste que la communauté kurde subit depuis toujours une pression continue de l'État français (arrestations, expulsions, dissolution de ses organisations représentatives) et des agressions régulières des services

turcs et de ses affidés. Mais, ce n'est qu'à l'occasion de tragédies spectaculaires, comme l'attaque en décembre dernier du centre culturel Ahmet Kaya de la rue d'Enghien à Paris<sup>(3)</sup> que le « problème kurde » revient dans l'actualité.

C'est pourtant dans un travail et une solidarité concrète avec la diaspora kurde que nous pourrions mesurer si celle-ci porte dans ses revendications politiques et communautaires un projet qui pourrait s'apparenter à une société égalitaire et libertaire. C'est dans la pratique de cette solidarité que nous pourrions tisser des liens et comprendre comment se mobilise la diaspora kurde en France et en Europe, quels rapports elle entretient avec l'organisation du PKK. Enfin c'est à travers cette solidarité que nous pourrions déployer nos propres critiques contre la politique des gouvernements français et dénoncer l'instrumentalisation dont sont victimes les Kurdes dans le jeu diplomatique entre la Turquie et l'Union Européenne.

## La diaspora kurde

Il n'existe aucun recensement des Kurdes en Europe. Les estimations les plus courantes font état de la présence d'environ 1.5 à 1.7 millions de Kurdes en Europe occidentale.

80% des Kurdes européens viennent de Turquie. Mais ce taux est en nette évolution depuis 2015. Les Kurdes d'Irak forment d'importantes communautés en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas, aux États-Unis et en

Suède. Les Kurdes de Syrie sont de plus en plus nombreux en Allemagne, en France et en Suède. Celle-ci, en raison d'une politique d'immigration généreuse initiée par Olof Palme et d'incitations matérielles pour l'édition et la création, a su attirer une part importante de l'intelligentsia kurde. C'est ainsi que la plus grande bibliothèque en langue kurde dans le monde a pu être ouverte en Suède. Par ailleurs, le modèle multiculturel suédois (on peut suivre un enseignement scolaire dans sa langue maternelle) est propice à motiver l'immigration. Mais cette politique est actuellement remise en cause. En effet, au mois de mai 2022, la Suède et la Finlande ont demandé à rejoindre l'OTAN. Ce qui semblait à première vue une simple formalité s'est transformé en réel dilemme. Erdogan a mis son veto à ces candidatures, tant que les pays ne remplissaient pas ses exigences en matière d'accueil des populations kurdes qu'il considère comme proches du PKK. La Suède a accédé à certaines des demandes d'Erdogan, notamment sur l'expulsion de ressortissants kurdes de Turquie.

La formation d'une diaspora en Europe est un phénomène récent. Dans les années 1960, des Kurdes de Turquie sont d'abord arrivés en Allemagne puis dans les pays du Benelux, en Autriche, en Suisse et en France comme travailleurs dans le cadre des accords inter-gouvernementaux sur la main d'œuvre immigrée. Ainsi, la France

1. Le Kurdistan Occidental (Rojava signifie ouest en kurde) est une région de facto autonome depuis novembre 2013. Il abrite 2,2 millions de Kurdes, représentant 10% de la population syrienne. Le Rojava reprend tout le nord de la Syrie et est composé de trois cantons : Afrin (à l'ouest), Kobané (au centre) et Ciziré (dit aussi Jazira, à l'est). Le mouvement qui contrôle le Rojava est le PYD (Parti de l'Union Démocratique), une organisation sœur du PKK.

2. Ne nous méprenons pas, il ne s'agit pas de distribuer les bons et les mauvais points, nous sommes tout autant responsables de cette carence, à titre d'exemple, l'auteur de ces lignes participant de la première heure aux tentatives de constitution d'un groupe de soutien parisien ne s'exonère pas de cette absence de bilan.

3. 10 ans exactement après l'assassinat de trois militantes kurdes par un individu en lien avec les services secrets turcs et pour lequel l'État français refuse de lever le secret défense sur les éléments de l'enquête.

signe avec la Turquie en 1965 un accord facilitant l'immigration. La communauté compterait aujourd'hui 250 000 membres en France.

Le mouvement migratoire, lié au travail, est alors perçu comme temporaire : il est le fait d'hommes seuls, avec un phénomène que l'on dénomme « mchery » c'est-à-dire le fait de rejoindre des gens issus de sa région d'origine. Par exemple à Rennes, plus de la moitié des Kurdes sont issus d'un même village ! Cette pratique renforce évidemment le lien communautaire dans ses points positifs (la solidarité) comme négatifs (le poids de la communauté).

Dans les années 70, le mouvement migratoire kurde se confond dans celui de l'immigration ouvrière turque, les Kurdes se syndiquent mais ne questionnent pas la politique turque pour deux raisons : la première, c'est que l'État turc les a envoyés dans le cadre d'accords pour le travail ce qui représente pour eux une opportunité et la seconde est un sentiment d'appartenance nationale fort.

L'arrêt de ces accords à la fin des années 70 va entraîner l'obtention de papiers (la grande grève de la confection dans le Sentier). Et l'émergence en Turquie dans les années 80 de la "question kurde" va fortement politiser la diaspora.

Les coups d'État militaires de 1971 et 1980 en Turquie vont donner lieu à une véritable « trans nationalisation » des organisations politiques turques. Pour les Kurdes ce phénomène est continu et va s'amplifier tout au long des décennies suivantes.

A la suite de la Révolution islamique en Iran en 1979, du long conflit Irak-Iran et de la campagne d'extermination des Kurdes (Anfal) lancée par le régime irakien, des vagues successives de réfugiés politiques kurdes sont arrivées dans les pays d'Europe occidentale. Le lancement en 1992 de la campagne d'évacuation et de destruction des villages kurdes, et, à partir de 2011, la guerre civile en Syrie a maximisé l'exode kurde vers l'Europe.

Des millions de Kurdes ont donc été contraints à l'exil d'abord vers les grandes métropoles régionales comme Istanbul (3 millions de Kurdes), Izmir, Adana en Turquie, Bagdad en Irak, Téhéran et Tabriz en Iran, puis dans les pays précédemment cités. Près du tiers des Kurdes vivent donc actuellement hors du Kurdistan.

C'est donc par la migration que va se jouer la (re)découverte de la kurdicité. C'est par l'arrivée des réfugiés politiques opprimés par la négation de leur culture en Turquie que va se redéfinir l'identité nationale des « expatriés ». La diaspora kurde joue donc un rôle culturel et politique majeur. C'est elle qui a su donner un nouvel essor à la langue écrite, à la littérature et à la musique kurde, interdites en Turquie, et susciter dans ce pays un regain d'intérêt pour sa culture. Elle a également joué un rôle politique important pour faire connaître à l'opinion occidentale le sort des Kurdes dans les divers pays où ils sont persécutés.

Après une période de tâtonnements, la diaspora kurde met progressivement en place ses propres institutions. C'est le cas du Conseil Démocratique des Kurdes de France, cible de l'attaque du mois de janvier.

## Les Kurdes et le PKK.

Le Partiya Karkeren Kurdistan (Parti des Travailleurs du Kurdistan) est fondé en novembre 1978 en Turquie. Sa structuration a eu lieu au préalable à l'étranger, en Europe principalement, mais aussi dans des camps de réfugiés comme ceux du Liban, des Kurdes rejoindront ainsi des organisations palestiniennes. Ce mouvement de va et vient, on serait tenté d'écrire intérieur/extérieur est primordial pour comprendre les dynamiques à l'œuvre dans la politisation et les pratiques de la communauté. Elle participe grandement de la culture politique des militants kurdes.

Dès le début le **PKK** se dote d'une branche armée la **HRK** qui deviendra ensuite l'**ARGK** (Armée Populaire de Libération Kurde). A l'époque le **PKK** n'est qu'une organisation de plus dans le champ politique kurde et dans l'extrême gauche marxiste-léniniste turque. C'est le déclenchement de la lutte armée en août 1984 (attaque de casernes militaires et prise de contrôle de villages kurdes) qui va lui attirer sympathie et respect chez les Kurdes de l'immigration. Le **PKK** réussit en effet le passage du discours sur la lutte armée à l'affrontement militaire. C'est un point primordial : les Kurdes sont désormais capables de se défendre. Ils trouvent également par la soutien au **PKK** un débouché concret pour leur engagement (soutien, réseau de solida-



Manifestation au Canada à Vancouver

rité, financement etc). En 1985, le **PKK** construit un front culturel et social l'**ERNK** (Mouvement de Libération Nationale du Kurdistan). En 1987, la lutte armée s'intensifie, c'est le « Sedilhan » (le soulèvement).

Rejoindre le **PKK** relève du choix de vie, les militants sont tous des cadres (cadros), le célibat est de mise et l'engagement est à vie. Lorsque l'on rejoint le **PKK**, on prend une autre identité et un nom de guerre. Le passage par la case prison et la torture, la culture du martyr (Shahid) rajoute à la mystique et participe de l'image puissante (positive comme négative) que renvoie le **PKK** à la communauté. Les militants du **PKK** jouent évidemment à plein sur cette mystique. Il est donc très difficile pour un Kurde de critiquer le **PKK**, on lui renverra systématiquement le sacrifice des militants et le travail effectué par ces derniers.

Depuis quelques années le **PKK** a renoué son cadre idéologique, dans ses écrits et ses prises de position, son leader Abdullah Ocalan, a élaboré une nouvelle doctrine le confédéralisme démocratique mêlant municipalisme libertaire, écologie et féminisme, s'inspirant en cela des travaux de l'américain Murray Bookchin avec qui il aurait entretenu une correspondance fournie depuis son lieu d'incarcération.

En 1999, sous la pression de l'État turc, le **PKK** est inscrit sur la liste des organisations terroristes par les États-Unis et l'Union Européenne.



## La France et la communauté kurde.

On estime qu'un Kurde sur cinq serait « politisé », c'est-à-dire en capacité de se mobiliser sur des enjeux communautaires. 160 000 votants se sont rendus aux urnes lors des dernières élections ; les résultats ont donné la majorité au parti d'Erdogan (60%), le **HDP** parti pro kurde a recueilli 30 % des voix. Si on ne peut pas mesurer le vote, ce résultat indique tout de même que les Kurdes ne sont pas spontanément « progressistes » il existe même une base importante de Kurdes « pro-turques » souvent issus du monde rural, attachés à l'ordre et à la stabilité.

L'État français a toujours soufflé le chaud et le froid, fermant les yeux sur l'entrée des cadres du **PKK** : il a pu user du droit d'asile pour leur assurer un minimum de tranquillité, et ne s'est cependant pas privé d'utiliser la carte de l'antiterrorisme pour assurer un

contrôle permanent sur les militants en particulier sur la question du financement. C'est l'inculpation pour extorsion en relation avec une entreprise terroriste qui est la carte préférée des services, elle permet également de geler les avoirs des associations kurdes paralysant ainsi leurs agissements. Ainsi en 1993, la **FEYK**, première tentative d'organisation kurde et association loi de 1901, a été dissoute. Rappelons que ce n'est qu'en 1999 que le **PKK** est déclarée terroriste. Les expulsions de militants permettent de peser sur la diplomatie avec l'État turc selon les relations en cours. D'autres fois, les services peuvent fermer les yeux sur les agissements des groupes turcs nationalistes ou des services turcs dans leur répression contre les militants, comme en 2013 lors de l'assassinat des militantes rue Lafayette.

### Deuxième génération.

Les enfants des premiers immigrés kurdes

reprennent aujourd'hui le flambeau, partagés entre le poids de l'héritage et la possibilité de nouvelles victoires. Ils possèdent des atouts par rapport à la génération précédente ; les jeunes kurdes ne sont plus astreints majoritairement à des emplois durs et pénibles. Leur assimilation par la maîtrise de la langue française et l'accès aux études leur a permis une certaine élévation sociale. La fréquentation d'autres militants à l'occasion des manifestations et autres initiatives de soutien leur a donné une occasion de sortir de l'isolement que peut parfois entraîner la mobilisation communautaire et d'ouvrir leur questionnement politique. C'est donc avec cette nouvelle génération et fort des succès de la précédente que nous allons devoir travailler pour peut-être enfin sortir la minorité kurde de l'oppression systématique dans laquelle elle est enfermée.

Jean Mouloud

# Nouvelle macabre du Cameroun

« Le pouvoir est maudit », Louise Michel



Martinez ZOGO

Le 17 janvier dernier, un corps nu et mutilé a été découvert dans un champ à une quinzaine de kilomètres de Yaoundé, la capitale du Cameroun. Il s'agissait d'Arsène Salomon Mbani Zogo, appelé couramment Martinez Zogo. Ce journaliste phare d'une émission de la chaîne de radio privée Amplitude FM avait été porté disparu par ses collègues et proches.

Sa mort dans des conditions atroces a provoqué un grand émoi populaire dans le pays et accroît la colère sourde des populations. Elle vient rappeler le « cannibalisme » du pouvoir et la rapacité des cercles qui gravitent autour du Président inoxydable Paul Biya.

Martinez Zogo a été enlevé, torturé et exécuté en raison de ses prises de position sur les

ondes concernant la corruption endémique et les fortunes rapidement acquises sur fond de détournements des deniers publics – un sport national au Cameroun, pays très souvent « bien » classé dans ce registre par diverses institutions internationales.

Ce n'était pas la première fois que Martinez Zogo avait affaire au pouvoir, à la censure et à la prison (deux mois de détention en 2020). Son émission « Embouteillage » était très écoutée et appréciée, car les Camerounais font le lien entre leurs conditions de vie matérielle, la gabegie de l'État, les petits arrangements entre amis haut placés et les rares possibilités d'exprimer ce qu'ils vivent de manière libre et collective.

Face à la vague d'indignation populaire dans le pays et au sein de la diaspora <sup>(1)</sup> (en Europe et en Amérique du Nord), le pouvoir s'est senti obligé de réagir rapidement. La police a arrêté plusieurs hommes directement responsables de la mort du journaliste. Parmi eux, un ponton de la gendarmerie, un policier du contre-espionnage et un homme d'affaires très influent propriétaire d'un groupe de médias, Jean-Pierre Amougou Belinga. Celui-ci use allègrement des passe-droits que lui confère sa proximité avec le Président Biya. Mais le pouvoir a également interdit une manifestation à Douala (poumon économique du pays) à la mémoire du journaliste, au prétexte

qu'il y avait une enquête en cours et qu'il fallait respecter le temps du deuil et du recueillement.

De toute évidence, cet assassinat orchestré par des dignitaires du régime ne peut avoir été commis sans l'aval politique de quelques ministres -des ministres fusibles- qui sautent selon le bon vouloir de Paul Biya. Depuis quarante ans, il a usé de tous les stratagèmes pour conserver le pouvoir. Les diverses opérations de « renouveau », « renaissance », « nettoyage », « anticorruption » menées par lui à chaque crise ont maintenu le statu quo ; le message qu'elles portaient toujours était que les malheurs de la population camerounaise ne provenaient pas du prince du palais d'Etoudi, mais de ses conseillers malveillants. Ces derniers seront d'autant plus malveillants que la fin du règne approche : tous les prétendants manipulent, intriguent et jouent toutes leurs cartes sur la table, en allant jusqu'à faire taire une voix populaire. La guerre de succession a déjà bel et bien commencé...

Yvan

1. Il y a eu des rassemblements dans divers pays, dont un à Paris, organisé par plusieurs associations et organisations politiques place du Trocadéro, le 4 février dernier.

# L'expérience des comités de résistance dans le mouvement révolutionnaire soudanais



Discussion publique organisée par le comité de résistance du quartier populaire de Janoub Al-Hizam à Khartoum, décembre 2021.

*Sudfa (« Coïncidence » en arabe) est un média participatif créé par un groupe d'ami-e-s et militant-e-s soudanais-e-s et français-e-s pour porter dans le monde francophone les voix de la révolution soudanaise. Notre objectif est de partager ou traduire des articles écrits par des personnes soudanaises, ou co-écrits par des personnes soudanaises et françaises, sur l'actualité et l'histoire politiques, sociales et culturelles du Soudan et la communauté soudanaise en France.*

## **Des comités de quartier formés en résistance à la dictature de l'armée soudanaise**

Au Soudan, la résistance au coup d'État militaire du 25 octobre 2021 est principalement menée par les « comités de résistance », ou « comités de quartier ». Ces organisations locales autogérées, présentes dans l'ensemble du pays, regroupent des femmes et hommes de tout âge, et même des enfants. S'ils existent sous leur forme actuelle depuis trois ans, en réalité, l'histoire des comités de résistance remonte au soulèvement de septembre 2013. Le Soudan était sous le contrôle du dictateur militaire Omar El-Béchir, qui réprimait fermement toute opposition depuis le coup d'État qui l'a mené au pouvoir en 1989. En 2013, une contestation

sans précédent depuis le coup d'État émerge des universités de la capitale : c'est le mouvement « Girifna », ou « On en a marre ». L'originalité de ce mouvement, outre son usage novateur des réseaux sociaux, est de n'être lié à aucun parti politique. Mais cette mobilisation est confrontée à une violence extrême de la part des services de sécurité du dictateur El-Béchir, qui fait en moins de deux semaines plus de 200 mort-e-s. Suite à cette violence inouïe, les révolutionnaires soudanais-e-s sont contraint-e-s de changer de stratégie. La centralité du mouvement dans la capitale avait facilité la répression : l'idée émerge alors chez les militant-e-s de retourner chacun-e dans leur quartier ou village d'origine pour former des organisations autonomes, afin de constituer un mouvement plus diffus, plus ancré au sein de la

population locale et donc moins identifiable par les services de sécurité.

Dans certains quartiers, les comités de résistance émergent sous une forme explicitement politique, avec pour objectif d'organiser des manifestations et soutenir le renversement du régime. Dans d'autres quartiers, ils se forment pour contrecarrer les « comités populaires », instance créée par le régime pour s'insinuer dans les politiques locales et chercher à détruire toute forme de démocratie par le bas. Enfin, dans d'autres endroits, ils se constituent avant tout comme structure d'entraide et de solidarité de quartier face à la crise économique que traverse le pays depuis des années (par exemple, en 2020 à l'occasion de la journée internationale des droits des





*Les comités de résistance de Khartoum présentent leur proposition de charte au palais présidentiel lors de la manifestation du 27/02/22.*

femmes, les comités de résistance du quartier d'Arkawit à Khartoum ont mis en place une clinique ouverte où toutes les femmes pouvaient venir se soigner gratuitement et faire gratuitement des analyses médicales, ainsi que des distributions de serviettes hygiéniques et des ateliers d'information sur le cancer du sein). Dans certains cas, les comités de résistance sont parvenus à récupérer les biens communs arrachés par le régime précédent, telles que les places publiques qui avaient été vendues à des patrons et investisseurs proches du pouvoir. Alors que le régime menait une politique de division sur des bases racistes, les militant·e·s des comités de résistance travaillent au quotidien à créer du lien entre les habitants du quartier pour reconstruire un climat social de paix.

L'important travail de terrain réalisé par les comités de résistance leur a valu la confiance des habitant·e·s des quartiers. Petit à petit, la confiance et le soutien que leur ont témoignés les habitant·e·s leur ont donné l'enthousiasme d'étendre ce rêve à la nation toute entière. Ils ont alors lancé le hashtag « Hanabniho », qui signifie « nous le reconstruirons », sous-entendu le pays.

### **Un rôle central dans la révolution de 2018 et la période de transition**

Dans la révolution de décembre 2018, les comités de résistance jouent un rôle central, en organisant les

manifestations dans différents quartiers. Après la chute d'Omar El-Béchir en avril 2019, ils restent constamment actifs, en essayant de maintenir une pression sur les élites politiques pour protéger les acquis de la révolution. Dans le même temps, ils essayent de reconstruire ce que le régime précédent avait détruit, désintégrant le tissu social et la vie culturelle dans les quartiers (notamment par la fermeture des cinémas et des centres culturels, et la mise en vente de leurs locaux). Ils organisent également de nombreux événements politiques pour soutenir les intérêts de la révolution, dans l'objectif de construire un pays pour tout le monde : des conférences sur l'avenir de la démocratie au Soudan, ainsi que des ateliers d'auto-formation politique. Ils participent à créer des syndicats de femmes et d'étudiant·e·s, profitant de l'espace de liberté accordé par la révolution.

Alors que le pays en transition est frappé par une inflation destructrice, et en proie à des fluctuations démentielles de la valeur de la monnaie (la livre soudanaise), ces comités de quartier s'attellent à lutter à leur échelle contre la petite corruption en constituant des équipes d'« observateurs et observatrices du marché » qui veillent à ce que les commerçant·e·s ne fassent pas monter leurs prix en profitant de la pénurie de certaines ressources et donc de la misère des habitant·e·s. Sur les réseaux sociaux, on peut ainsi voir dans plusieurs villes des photos de

jeunes gens qui campent dans les boulangeries pour vérifier que les boulangers ne monopolisent pas de stocks de farine dans l'espoir de vendre leur pain beaucoup plus cher les jours de pénurie. Dans le village d'Al-Hilalia (Etat de Gezira), en octobre 2019, les comités de résistance portent plainte contre un boulanger qui vend de la farine périmée à tout le quartier.

### **Le fer de lance de la contestation depuis le coup d'État du 25 octobre 2021**

Suite au coup d'État du général Al-Burhan le 25 octobre 2021, qui met fin au processus de construction démocratique post-révolution de 2018, les comités de résistance deviennent les fers de lance du mouvement de contestation. Pendant huit mois, ils organisent les cortèges et lancent les appels à manifester, allant défiler dans les rues les veilles de rassemblements pour appeler la population à descendre manifester. Un grand nombre de leurs membres compte parmi les 116 mort·e·s et 7000 blessé·e·s au cours des manifestations de 2022. Mais malgré l'extrême violence de la répression, le régime a été incapable de mettre fin à leur activité, grâce à leur organisation décentralisée en réseau, répartis dans toutes les villes et tous les quartiers du Soudan. Dans la seule capitale Khartoum, il existe des dizaines de comités de résistance indépendants.

Alors que les différents partis politiques ont tenté de les récupérer, les comités de résistance ont continué à s'organiser par la base, en coordination (par ville, puis par région, et enfin au niveau national) et en refusant d'être associés à un parti politique. Ils ont adopté dès le premier jour du coup d'État le slogan des « Trois Non » : « Pas de partenariat, pas de négociation, pas de marchandage (avec l'armée) ». Les coordinations des comités de résistance ont maintenu cette position jusqu'à aujourd'hui, refusant de s'allier avec les partis politiques qui aujourd'hui, négocient à nouveau un accord de paix avec les militaires. Ils incarnent ainsi la mouvance la plus radicale du mouvement de désobéissance civile.

## **«Le pouvoir au peuple» ou la construction démocratique par le bas**

Pourtant, leur rôle ne se limite pas à l'organisation des manifestations. Devant le constat que les militaires continuent de s'accrocher au pouvoir malgré la contestation massive de la population, les comités de résistance ont également tenté de se structurer pour élaborer une proposition politique civile qui soit une alternative crédible au gouvernement militaire. Ainsi, dès janvier 2022, plusieurs comités ont commencé à travailler sur la rédaction d'une « Charte Révolutionnaire pour le pouvoir du peuple », pour proposer les bases d'une nouvelle constitution civile. Le 6 octobre 2022, les deux chartes ayant émergé des comités de résistance sont enfin unifiées dans une seule proposition commune.

Cette charte propose la formation d'un corps législatif fédéral qui commence dans les conseils locaux, puis municipaux, puis au niveau des régions et enfin de l'État fédéral. Elle envisage que ce soit ce corps législatif qui désigne ensuite la branche exécutive du gouvernement. Ce modèle renverse complètement l'approche traditionnelle, pyramidale, de la classe dirigeante, quelle que soit son étiquette politique. En attendant que ce modèle soit adopté au niveau politique, les comités de résistance essaient de le mettre en pratique sur le terrain.

## **Quelle place dans la politique soudanaise aujourd'hui ?**

Aujourd'hui, alors que les partis politiques civils et les militaires sont en train de conclure un nouvel accord qui



*A Khartoum, une révolutionnaire surveille une des barricades construites par les comités de résistance lors des manifestations contre le coup d'État, novembre 2021.*

permettra aux militaires de se maintenir au pouvoir, les comités de résistance sont parmi les seules organisations politiques qui rejettent cet accord. Après plusieurs années de place centrale dans le mouvement révolutionnaire, leur rôle fait débat au sein des membres : faudrait-il qu'ils se constituent en parti ou organisation politique ? Ou doivent-ils rester toujours « en-dehors » de la politique institutionnelle, et continuer à faire pression sur les partis politiques pour pousser à plus de radicalité ? Pour l'instant, c'est plutôt cette seconde option qui semble se dessiner.

Dans tous les cas, il est important de noter que depuis le coup d'État d'octobre 2021, les discours politiques et médiatiques sur le Soudan ignorent systématiquement le rôle des comités de résistance comme acteurs politiques au Soudan. Depuis un an et demi, les médias étrangers écrivent que les manifestations contre le coup d'État sont organisées par l'Association des Professionnels Soudanais ou les Forces pour la Liberté et le Changement – deux organisations politiques issues de la révolution de 2018 mais qui ont été discréditées par deux années de collaboration avec les militaires suite à la révolution, et qui n'ont plus aucune

base politique réelle ni aucun lien avec la rue. Le représentant de l'ONU au Soudan et les ambassades étrangères ont pourtant insisté pour mettre en place des accords de paix entre civils et militaires avec les Forces pour la Liberté et le Changement comme principal interlocuteur représentant la société civile soudanaise. Cela révèle la manière dont les politiques internationales cherchent à ignorer les mouvements issus de la base et représentant réellement la volonté populaire – d'autant plus quand celle-ci aspire à un changement radical.

## **le collectif « Sudfa »**

Si vous souhaitez nous contacter, vous pouvez nous écrire à [sudfamedia@gmail.com](mailto:sudfamedia@gmail.com), ou via nos réseaux sociaux (Facebook et Instagram). Pour lire nos autres articles, vous pouvez voir notre blog Médiapart : <https://blogs.mediapart.fr/sudfa> ou notre site internet : <http://www.sudfa-media.com>. A bientôt !